

Vormittagssitzung vom 24. September 1968

Séance du 24 septembre 1968, matin

Vorsitz – Présidence: Herr Conzett

10045. Interpellation Aebischer-Fribourg. Ueberfall auf die Tschechoslowakei Invasion de la Tchécoslovaquie

Text der Interpellation

Der Ueberfall auf den souveränen Staat der Tschechoslowakei durch die Armeen der Sowjetunion, Bulgariens, der DDR, Polens und Ungarns hat die öffentliche Meinung unseres Landes aufs tiefste aufgewühlt.

Wie beurteilt der Bundesrat die Rückwirkungen dieser Aktion auf die internationale politische Lage und welche Massnahmen ergeben sich nach Auffassung des Bundesrates daraus auf dem Gebiete der schweizerischen Aussenpolitik?

Texte de l'interpellation

L'agression que les troupes d'URSS, de Bulgarie, de République démocratique d'Allemagne, de Pologne et de Hongrie ont commise contre la souveraineté de la Tchécoslovaquie a causé la plus profonde émotion dans l'opinion publique de notre pays.

Comment le Conseil fédéral juge-t-il les conséquences de cette action sur la situation politique internationale, et quelles sont les mesures qu'il estime devoir prendre dorénavant en politique étrangère?

Mitunterzeichner — Cosignataires: Brosi, Clottu, Furgler, Graber, Hofer-Bern, Huber, Tschanz, Vontobel, Waldner, Weber-Altdorf, Weber-Thun. (12)

M. Aebischer-Fribourg: Lorsque il y a 8 jours, sous la grande coupole de ce Palais, nous écoutions les chants du groupe folklorique tchécoslovaque, s'est déroulé dans notre esprit le film des tragiques événements qui se sont produits en Tchécoslovaquie et nous ne pouvions ne pas penser à la situation incroyablement difficile de ce pays et de ce peuple si durement éprouvés.

Nous ne saurions cacher notre sympathie pour le peuple tchécoslovaque et ses dirigeants qui, tout en restant dans le camp communiste, aspirent à une vie plus libre et plus démocratique, à une vie politique et sociale plus autonome — en reconnaissant, en particulier, le grand bien de la liberté d'expression et d'information — et qui désirent réaliser dans l'indépendance et la solidarité un «socialisme à visage humain».

Déjà les peuples tchèque et slovaque, unis derrière leurs chefs et le gouvernement, s'étaient engagés vers un socialisme de leur choix. Déjà le programme de réformes de M. Dubcek et le processus de libéralisation et la politique de démocratisation se réalisaient mais ce que l'on a appelé le «printemps de Prague» ne devait pas durer!

La Tchécoslovaquie se trouve actuellement au plus fort de l'hiver, d'un hiver combien dur et cruel, depuis que les troupes et les tanks soviétiques et les armées des autres pays du Pacte de Varsovie ont envahi le pays, soi-disant pour porter assistance «à un peuple socialiste frère», ou le remettre sur le prétendu droit chemin!

Et les fameux «accords» de Moscou, qui n'ont évidemment rien d'une entente entre partenaires également

libres de leurs décisions et de leurs engagements, mais qui sont intervenus sous la contrainte, alors que les troupes soviétiques étaient installées en Tchécoslovaquie, ces «accords» ne font que souligner le caractère tragique de la situation et de l'évolution de la crise tchécoslovaque.

Le coup de force contre la Tchécoslovaquie, l'odieuse atteinte à la liberté du peuple tchécoslovaque et à la souveraineté de la Tchécoslovaquie peuvent peut-être s'expliquer, mais jamais se justifier!

Plusieurs explications, en effet, sont possibles à l'intervention militaire de l'U.R.S.S. et de ses satellites. Moscou pouvait avoir certaines inquiétudes quant aux répercussions du mouvement libéral et démocratique gagnant les peuples tchèque et slovaque, mais cette intervention s'explique surtout par le fait que, à la suite notamment de la Conférence de Yalta, le monde actuel est partagé en deux blocs, en deux principales zones d'influence et que le rideau de fer sépare les pays communistes de l'Europe orientale des pays de l'Europe occidentale. Le principe de la coexistence pacifique veut que les pays ou blocs de pays de régimes politiques ou économiques antagonistes acceptent de collaborer à une organisation du monde qui admet l'existence de l'adversaire. Et il faut dire que le respect de ce principe et l'existence de la bombe atomique nous préserveront, peut-être, d'une troisième guerre mondiale et de la catastrophe totale.

En intervenant militairement en Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S., avec ses satellites du Pacte de Varsovie, a cru devoir démontrer qu'elle entend garder intacte sa sphère d'influence et que l'Europe de l'Est doit rester dépendante exclusivement de Moscou!

Mais les envahisseurs ont surtout aussi fait la démonstration qu'à leurs yeux le principe de la coexistence pacifique n'est pas applicable entre pays et états communistes. Sans vouloir faire de l'antisoviétisme ou de l'anticommunisme, nous devons simplement constater que l'odieuse pression et contrainte exercées par Moscou sur Prague, et surtout l'intervention militaire des pays membres du Pacte de Varsovie, sont plus qu'un abus de puissance: c'est un crime contre l'humanité et le droit des gens, ainsi qu'une violation flagrante de la Charte des Nations-Unies!

En dépit d'un demi-siècle de politique de détente, l'U.R.S.S. n'a pas hésité à recourir au droit du plus fort dans les relations interétatiques. Or tout recours à la violence, en politique, est une menace pour la paix, la collaboration et les relations internationales, basées sur le droit, la détente et la renonciation à la violence, étant les conditions préalables d'une paix vraie et durable. Plus que jamais, en effet, vaut le mot de Talleyrand que «l'on ne peut s'asseoir sur des baionnettes»!

L'opinion mondiale et tout le monde civilisé ont dès lors unanimement et sévèrement condamné le coup de force contre la Tchécoslovaquie, tout comme le peuple tchécoslovaque reste unanimement hostile à l'agresseur soviétique. Le sens civique et la discipline de ce peuple si durement éprouvé et le courage, l'attitude noble et le sens humanitaire de ses dirigeants ont, par contre, forcé l'administration générale. Dans notre petit pays, libre et démocratique, et dont les citoyens sont hostiles à toute forme de totalitarisme, le procédé sournois et le coup de force de Moscou, l'agression commise contre la souveraineté de la Tchécoslovaquie, ont provoqué une très vive indignation, les aspirations du peuple tchécoslovaque rencontrant la sympathie du peuple suisse.

Je me bornerai ici à rappeler la déclaration du Conseil fédéral au sujet des événements intervenus en Tchécoslovaquie et les protestations des commissions des affaires étrangères et de la conférence des chefs de groupes.

Mais il ne suffit pas de protester et d'exprimer son indignation. Quelle que soit la «solution finale» qui triomphera ou qui sera imposée à la Tchécoslovaquie, la crise tchécoslovaque et les récents événements auront sans doute leur influence et leurs conséquences sur le plan international et sur le plan national, et nous, Suisses, avons certainement aussi des leçons à tirer de ces tragiques événements!

Ces événements nous ont d'abord rappelé que, dans notre monde, la paix est constamment menacée et ceci en dépit du fameux principe de la coexistence pacifique. Avons-nous la moindre garantie qu'un jour les Soviétiques ne tenteront pas aussi d'imposer leur solution à d'autres pays déviationnistes du camp communiste? Est-ce que les régimes totalitaires et impérialistes, en particulier un certain communiste à double visage, ne sont pas en soi une menace pour la paix?

L'intervention militaire en Tchécoslovaquie des pays du Pacte de Varsovie aura probablement comme conséquence une revalorisation de l'OTAN et une réorganisation du système de sécurité pour l'Europe. Puisque, malheureusement, trop souvent, la seule puissance militaire compte et que, trop souvent, la politique cède le pas aux chars, il faut au moins qu'il n'y ait pas un trop grand déséquilibre entre les puissances en présence. Cet équilibre et la garantie de la propre sécurité constituent d'ailleurs aujourd'hui la base de toute politique de détente.

Ce qui vaut pour l'Europe et l'Occident a aussi sa signification pour notre pays! Nous devons éviter et combattre tout ce qui peut l'affaiblir, tant sur le plan moral que militaire, et consentir les sacrifices nécessaires pour assurer sa défense totale.

Dans ces perspectives, l'idée (ou l'idéal) d'un désarmement général risque fort, pour un temps, de passer à l'arrière-plan des préoccupations internationales et après les événements de Tchécoslovaquie le fameux traité de non-dissémination des armes nucléaires se présente aussi sous un autre jour!

Pour nous Suisses et Européens, l'intervention militaire en Tchécoslovaquie revêt un caractère particulièrement grave du fait que le conflit a lieu au centre de l'Europe, que le pays victime de l'agression est situé au cœur même de ce vieux continent! Il serait dès lors souhaitable que non seulement la défense militaire de l'Europe occidentale et libre, mais aussi sa collaboration économique et son intégration politique, que l'idée européenne reçoivent de nouvelles impulsions. Nous aimerions entendre ce qu'en pense le gouvernement et, pour passer de la solidarité européenne à la solidarité internationale, le moment est-il peut-être aussi venu de réexaminer la question de l'adhésion de notre pays à l'Organisation des Nations-Unies?

Nous voulons espérer que l'agression et l'occupation de la Tchécoslovaquie n'auront pas comme conséquence un retour à la guerre froide, même si les relations entre l'Ouest et l'Est ont subi un terrible choc. En ce qui concerne nos relations avec les pays de l'Est, les contacts humains, sur le plan scientifique, culturel et sportif par exemple, doivent être maintenus et développés; mais il importe de ne pas perdre de vue que, pour les pays com-

munistes, ces contacts sont généralement bien orchestrés et ont aussi un but politique!

Après ces quelques considérations, en développement de l'interpellation que la Conférence des présidents de groupes m'a chargé de déposer, nous aimerions connaître la position du Conseil fédéral au sujet des divers problèmes qui se posent à la suite des événements de Tchécoslovaquie et notamment les conséquences de ces événements sur la situation politique internationale, et apprendre quelles sont les mesures que le Conseil fédéral estime devoir prendre dorénavant en politique étrangère.

Bundespräsident Spühler: Der Schock, der durch den Ueberfall der Sowjetunion und ihrer vier Verbündeten auf die Tschechoslowakei ausgelöst wurde, erfasste nicht nur Europa, sondern darüber hinaus weite Teile der Welt. Er lässt sich mit demjenigen vergleichen, der seinerzeit durch die Ereignisse in Ungarn verursacht worden war. Ja, die Bestürzung und die Enttäuschung waren vielleicht noch grösser als im Herbst 1956. Denn die damaligen Geschehnisse standen im Schatten der Suez-Krise, und die vorangehende Periode der Entspannung hatte nicht lange gedauert. Sie hatte ziemlich bald nach dem Tode Stalins im Jahre 1953 eingesetzt und war gekennzeichnet durch die Entstalinisierung im Ostblock, durch die Waffenstillstandsabkommen von Korea (1953) und von Indochina (1954), durch den Abschluss des österreichischen Staatsvertrages, durch die Aufnahme diplomatischer Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Sowjetunion sowie durch den Zusammentritt der Genfer Gipfelkonferenz von 1955. Auch wenn diese Zeit somit mehrere Lichtblicke aufzuweisen hatte, war sie doch nur von kurzer Dauer gewesen — der «Kalte Krieg» war noch in aller Erinnerung.

Die Intervention in der Tschechoslowakei fällt dagegen in eine bedeutend längere Periode der Entspannung und der Koexistenz. In der Tat nahm diese bereits 1962 ihren Anfang, als die Gefahr eines atomaren Zusammenstosses der beiden Supermächte in der Kuba-Krise überwunden werden konnte. Nach diesem Ereignis griff sowohl in den USA als auch in der Sowjetunion die Einsicht und die Ueberzeugung Platz, dass ein Atomkrieg, der nicht nur die beiden Mächte, sondern auch die übrige Welt zerstören könnte, unter allen Umständen vermieden werden müsse. Daraus ging als erstes die Unterzeichnung des Atomteststop-Abkommens von 1963 hervor; ihr folgte die Errichtung des sogenannten «heissen Drahtes» zwischen Washington und Moskau und schliesslich im Juli dieses Jahres der Abschluss des Atomsperrvertrages. Das Interesse der beiden Supermächte an der Entspannung war — besonders seit der Zündung der ersten chinesischen Atombombe 1964 — so stark, dass es selbst durch das seit 1965 wachsende amerikanische Engagement in Vietnam nicht ernsthaft gestört werden konnte.

In Osteuropa machten sich gleichzeitig gewisse nationale Unabhängigkeitsbestrebungen und Liberalisierungstendenzen bemerkbar, während auf westeuropäischer Seite in diese Periode das Ausscheren Frankreichs aus der NATO und der Beginn einer französischen Entspannungspolitik sowie der Versuch der Bundesrepublik Deutschland fiel, ihre Beziehungen zu den osteuropäischen Staaten zu normalisieren. Alles in allem ergab sich daraus eine längere Zeit der Entspannung und der gegenseitigen Annäherung. Die offiziellen und privaten Kontakte zwischen West- und Osteuropa mehrten sich,

die kulturellen und wirtschaftlichen Beziehungen wurden enger, und obwohl man kurzfristig keine spektakulären Ergebnisse erwarten durfte, schien sich der Horizont für ein friedlicheres Europa doch aufzuhellen. Dem Liberalisierungsexperiment in der kommunistischen Tschechoslowakei kam deshalb eine ganz besondere Bedeutung zu.

Heute, nach der brutalen Intervention in der Tschechoslowakei, haben wir uns deshalb zu fragen, was tatsächlich geschehen ist, wieweit diese Ereignisse die Weltpolitik und die politischen Verhältnisse Europas beeinflussen und welche Schlüsse daraus für unsere eigene Politik zu ziehen sind.

Die Tschechoslowakei war in der letzten Zeit für viele ein Modellfall der Auflockerung, die sich allmählich auch im Osten vollzog. Lange hatte dieses Land als ein ganz besonders orthodoxer kommunistischer Staat und als ein konsequenter Anhänger stalinistischer Methoden gegolten. Wir selbst bekamen dies zu spüren, indem unsere bilateralen Beziehungen durch Spionageaffären, durch Verhaftungen und Belästigungen von Schweizern und durch andere Probleme ständig stark belastet wurden. Um die Mitte der sechziger Jahre zeichnete sich aber auch in der Tschechoslowakei eine gewisse Entspannung ab.

Die ersten Reform- und Liberalisierungsbestrebungen setzten bereits im Jahre 1964 ein, als es galt, eine stagnierende Wirtschaft von den erdrückenden Fesseln der zentralistischen Zwangsverwaltung zu befreien. Die Nachteile des kommunistischen Wirtschaftssystems hatten sich in der Tat nirgends so drastisch bemerkbar gemacht wie in der Tschechoslowakei; denn diese besass schon vor dem Zweiten Weltkrieg eine hochentwickelte Industrie, die während des Krieges kaum Schäden erlitten hatte und bei der Machtergreifung durch die Kommunisten im Jahre 1948 ausgezeichnet funktionierte.

Vor wenigen Jahren begannen sich auch die tschechischen und namentlich die slowakischen Intellektuellen — später als jene anderer Ostblockstaaten — aus der Gleichschaltung durch die Parteibürokratie zu lösen. Ihre anti-dogmatischen Strömungen kamen vor allem im aufsehenerregenden tschechoslowakischen Schriftstellerkongress vom Juni 1967 zum Ausdruck. Hier zeigte es sich, dass die geistige Elite des Landes nicht nur eine entscheidende Wirtschaftsreform, sondern auch politische Freiheit, insbesondere Pressefreiheit, sowie Garantien zur Sicherung der Bürgerrechte verlangte.

Der eigentliche Durchbruch gelang aber erst, als im Januar dieses Jahres mit Parteichef Dubcek eine Equipe an die Macht gelangte, die bereit war, die Reformpläne in die Tat umzusetzen und den Liberalisierungstendenzen grünes Licht zu geben. Damit brach eine Zeit an, die man so treffend als den «Prager Frühling» bezeichnete, eine Periode aufblühender Hoffnungen.

Hauptpunkte der Reform und der Liberalisierung waren ausser der Wirtschaftsreform u. a. die Aufhebung der Zensur der Massenmedien und die freie Einfuhr ausländischer Publikationen; die Rehabilitierung zahlreicher Personen, die nach 1949 aus politischen Gründen verurteilt worden waren; das Versprechen, dass die Verletzungen der Bürgerrechte durch die Geheimpolizei künftig nicht mehr geduldet würden; die Abgrenzung der Befugnisse der Parteiführung gegenüber jenen der Regierung; die Lockerung der Reise- und Auswanderungsvorschriften; die Gleichberechtigung von Tschechen und Slowaken usw. Die tschechoslowakischen Führer haben dabei immer und immer wieder betont, das

kommunistische System nicht schwächen, sondern erneuern zu wollen. Mit andern Worten: sie wollten die führende Rolle der Kommunistischen Partei aufrechterhalten, ja eigentlich durch die Erneuerung von Wirtschaft und Gesellschaft retten.

Die sowjetische Führung begegnete dieser Politik jedoch von Anfang an mit Misstrauen. Das liessen die vielen Reisen, Konferenzen und Pressepolemiken seit Ende 1967 unschwer erkennen. Dass die Sowjets mit den erhaltenen Versicherungen jedoch nicht zufrieden gestellt waren, ging nicht nur aus den öffentlichen Polemiken, sondern auch aus den Pressionen hervor, die während Wochen mit den sogenannten Stabsmanövern in der Tschechoslowakei ausgeübt wurden. Am 3. Juli zog Parteisekretär Breschnew einen aufsehenerregenden Vergleich zwischen der Tschechoslowakei und den Ereignissen von 1956 in Ungarn, und nach der Warschauer Konferenz vom 14. und 15. Juli sandten die fünf späteren Interventionsmächte an die Prager Führung ein Schreiben, in welchem u. a. folgende Sätze zu lesen waren: «Wir können nicht damit einverstanden sein, dass feindliche Kräfte Ihr Land vom Weg des Sozialismus stossen und die Gefahr einer Lostrennung der Tschechoslowakei von der sozialistischen Gemeinschaft heraufbeschwören... Die Grenzen der sozialistischen Welt haben sich bis in das Herz Europas, bis zur Elbe und bis zum Böhmerwald vorgeschoben. Und wir werden niemals damit einverstanden sein, dass diese historischen Errungenschaften des Sozialismus, die Unabhängigkeit und Sicherheit aller unserer Völker in Gefahr geraten. Wir werden niemals zulassen, dass der Imperialismus auf friedlichem oder unfriedlichem Wege, von innen oder von aussen eine Bresche in das sozialistische System schlägt und das Kräfteverhältnis in Europa zu seinen Gunsten verändert.»

Im gleichen Schreiben wurde auch unumwunden erklärt, was als Grundlage und Lebensnerv des Ostblocks zu betrachten ist, nämlich die absolute Machtposition der kommunistischen Partei jedes Landes. Dieser Machtanspruch, der in der Leninschen Terminologie «demokratischer Zentralismus» genannt wird, erträgt keine freie Meinungsäusserung und keine Konkurrenz durch ausserkommunistische Parteien oder Gruppierungen; selbst innerhalb der Kommunistischen Partei werden keine Minderheitsmeinungen geduldet. Die Redaktoren des Warschauer Briefes kamen deshalb nach einem Hinweis auf die Aufhebung der Zensur in der Tschechoslowakei auf das Manifest «2000 Worte», mit welchem eine Gruppe kommunistischer Schriftsteller eine effektive Demokratisierung verlangt hatte, zum Schluss: «Nach unserer Ueberzeugung ist eine Situation entstanden, in welcher die Bedrohung der Grundlagen des Sozialismus in der Tschechoslowakei die gemeinsamen Lebensinteressen der übrigen sozialistischen Länder gefährdet. Die Völker unserer Länder würden uns ein gleichgültiges und sorgloses Verhalten zu einer solchen Gefahr niemals verzeihen... Deshalb meinen wir, dass die entschiedene Zurückweisung der antikommunistischen Kräfte und die entschlossene Verteidigung der sozialistischen Ordnung in der Tschechoslowakei nicht nur Ihre, sondern auch unsere Aufgabe ist.» Dies war mehr als eine Drohung oder ein Druckversuch; rückblickend war es ein Ultimatum. In der Folge führten die späteren Interventionsmächte im weissrussischen, polnischen und ostdeutschen Raum unter dem Decknamen «Himmelschild» gross angelegte Luftabwehrmanöver durch, zu denen Luftstreitkräfte, Flak- und Radareinheiten zusammengezo-

gen wurden, und vom 31. Juli bis zum 10. August fanden schliesslich Manöver der Versorgungs- und Nachschubtruppen statt, die in der sowjetischen Presse als die grössten Uebungen seit 1945 bezeichnet wurden.

Unter diesen Umständen mussten die politischen und militärischen Beobachter das Schlimmste befürchten. Einzig die Gespräche von Cierna nad Tisou und die Erklärung von Bratislava vermochten die pessimistische Prognose vorübergehend etwas aufzuheben. Auch erklärten sich die Führer Jugoslawiens und Rumäniens sowie die meisten kommunistischen Parteien des Westens mit den tschechoslowakischen Führern solidarisch, so dass man hoffte, die Sowjetunion werde von einem Affront der Weltöffentlichkeit zurückschrecken und die Vernunft werde über die Gewalt siegen. Nach all den Umständen zu schliessen, war der Hoffnungsschimmer jedoch nur sehr schwach. An der Sitzung der nationalrätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten vom 16. August erklärte ich deshalb, eine gewaltsame Zurechtweisung Prags durch den Krenl könne nicht ausgeschlossen werden, und ich schloss mit den Worten: «Die gegenwärtige Lage ist labil und kann sich in wenigen Wochen grundlegend verändern.» Wie wir heute wissen, ist das Unheil dann bereits innerhalb einer Woche über die Tschechoslowakei hereingebrochen.

Ueber Natur und Inhalt der sogenannten Moskauer Vereinbarungen vom 27. August kann kein Zweifel bestehen: sie wurden gefangenen Führern und einem besetzten Land aufgezungen.

Wohl niemand hat die Ereignisse des 21. August und die gegenwärtige Lage der Tschechoslowakei eindrücklicher beschrieben und gedeutet als der Präsident der tschechoslowakischen Nationalversammlung, Josef Smrkowsky. Nach der Rückkehr der Prager Führer aus Moskau erklärte dieser am 29. August in einer offiziellen Radioansprache unter anderem:

«Am 21. August wurde unser Land plötzlich von einer gigantischen Flutwelle überschwemmt, und es war hoffnungslos und ausgeschlossen, ihr mit den gleichen Mitteln zu widerstehen.

Leider, leider ist es nicht das erste Mal, dass wir vor eine solche Situation gestellt werden. Sie hat sich in der Geschichte der Tschechen und Slowaken mehrere Male wiederholt, und zweimal schon in unserem Jahrhundert. Darin liegt die ganze Tragödie einer kleinen Nation, deren Land in einem besonders neuralgischen Teil unseres Kontinents gelegen ist; das ist aber auch die Tragödie der Suche nach gesellschaftlicher Veränderung und Erneuerung; das ist die Tragödie derer, die auf dem Wege der Entwicklung vorangehen möchten, die Tragödie der Völker, die sich hohe und edle Ziele gesteckt haben.

Ich glaube, wir waren uns dieses Risikos bewusst... aber — und das möchte ich deutlich hervorheben — nie hätten wir gedacht, dass wir den Preis entrichten müssten, den uns die Nacht vom 20. auf den 21. August gekostet hat. Von diesem Augenblick an waren nicht nur alle unsere Bemühungen seit dem Januar in tödlicher Gefahr, sondern darüber hinaus die fundamentalsten Werte unserer Existenz — der Staat und seine Souveränität, die Freiheit, die Entwicklung unserer inneren Angelegenheiten, ja die Existenz und die Sicherheit jedes einzelnen Bürgers.»

Für die militärische Intervention in der Tschechoslowakei werden zwei hauptsächliche Gründe angeführt: Erstens habe die sowjetische Führung ein Uebergreifen der tschechoslowakischen Liberalisierungstendenzen auf die andern kommunistischen Länder und sogar auf die

Sowjetunion befürchtet und darin eine ernste Gefahr für die kommunistischen Regimes in diesen Ländern erblickt. Zweitens habe die Sowjetunion mit der Intervention einen seit langem erwogenen Plan verwirklichen wollen, nämlich ihr militärisches Dispositiv im Westen durch Stationierung eigener Truppen im Böhmerwald auszubauen und zu festigen.

Tatsache ist, dass die Sowjetunion im Liberalisierungsprozess eines kleinen europäischen Staates eine Verletzung ihrer eigenen Interessen sah; dies mag um so erstaunlicher scheinen, als die tschechoslowakischen Führer sich weder vom Kommunismus lossagen, noch ihr Land von Warschauer Pakt und COMECON lösen wollten. Beunruhigende und bestürzende Tatsache ist ferner, dass die Sowjetunion dabei rücksichtslos voring. Sie nahm keine Rücksicht auf Regierung und Volk der Tschechoslowakei, die sich einmütig und klar gegen eine derartige Einmischung ausgesprochen hatten; sie nahm keine Rücksicht auf das Völkerrecht und insbesondere die Uno-Charta, die eine derartige Aggressionshandlung verbieten; sie nahm keine Rücksicht auf kommunistische Regierungen wie jene Jugoslawiens und Rumäniens, die sich mit der Prager Regierung solidarisch erklärt hatten; sie nahm keine Rücksicht auf die kommunistischen Parteien des Westens, die sich in der überwiegenden Mehrheit zum vorneherein gegen eine bewaffnete Intervention ausgesprochen hatten; sie nahm keine Rücksicht auf die öffentliche Meinung der nichtkommunistischen Welt und auch nicht auf ihr eigenes Bestreben, in der Dritten Welt als eine Macht zu erscheinen, die den Frieden anstrebt und die Selbständigkeit der kleinen Nationen fördert.

Die Intervention der Sowjetunion in der Tschechoslowakei hat den Versuch der tschechoslowakischen Reformer, ein kommunistisches Regime geistig und wirtschaftlich freier zu gestalten, in seinen Anfängen erstickt. Auch wenn die Frage, ob eine solche Liberalisierung überhaupt möglich ist, in den nichtkommunistischen demokratischen Staaten auf Grund der bisherigen Erfahrungen skeptisch beurteilt wurde, so war der Versuch doch auf grosses Interesse gestossen. Für den sowjetischen Kommunismus haben die russischen Panzer die Frage dahin beantwortet, dass Kommunismus und entscheidende persönliche Freiheitsrechte unvereinbar sind. Sie haben dafür gesorgt, dass jede andere Auffassung vorläufig noch gedankliche Spekulation bleibt. Wir haben uns an die harten Tatsachen zu halten. Diese bestehen darin, dass im Herrschaftsbereich des sowjetischen Kommunismus den Völkern die Möglichkeit nicht eingeräumt wird, über ihre innere Ordnung selber und frei zu entscheiden. Auf dem Hintergrund der tschechoslowakischen Tragödie verbindet sich mit dem Namen des Sowjetkommunismus erneut die Vorstellung von reiner militärischer Machtpolitik und politisch-ideologischer Gleichschaltung. Damit haben sich die politische Gestalt und das politische Klima Europas verändert. An die Stelle der Lockerung der Lebensbedingungen droht in Osteuropa die Unterdrückung freier Regungen zu treten und das Klima der Furcht sich zu verbreiten. Statt einer Verminderung des militärischen Aufwandes auf beiden Seiten hat sich die militärische Präsenz der Sowjetunion verstärkt und sich näher an die Westgrenze geschoben. Diese Entwicklung kann uns nur mit Besorgnis erfüllen, weil die Machtentfaltung erfahrungsgemäss die Gefahren und die Risiken erhöht.

Die der Ungarn-Krise folgenden Jahre haben bekanntlich alle Symptome des Kalten Krieges gezeigt.

Das sowjetische Berlin-Ultimatum von 1958, das Scheitern der Pariser Gipfelkonferenz von 1960, die Errichtung der Berlin-Mauer 1961 und die Kuba-Krise von 1962 waren nur die wichtigsten Marksteine dieser unheilschwangeren Zeit, und es ist nicht völlig ausgeschlossen, dass sich ähnliches auch heute wiederum ereignen könnte.

Aber wir haben doch einige Hoffnung, dass dies nicht der Fall sein wird. Diese Hoffnung stützt sich auf das von der Kuba-Krise datierende Bemühen der beiden Supermächte, den Status quo zu bewahren und im Schatten der beidseitigen nuklearen Drohung alles zu unterlassen, was zu einer direkten und damit weltweiten Konfrontation führen könnte. Auch wenn die Voraussetzungen der west-östlichen Entspannungspolitik nicht mehr dieselben sind, bleibt diese trotzdem die einzig vernünftige Alternative zum Kalten Krieg. Deshalb hat sich auch keine europäische Regierung dahin geäußert, von der langfristigen Zielsetzung der Entspannung abzugehen.

Trotz der veränderten Lage besteht ferner die begründete Zuversicht, dass im europäischen Osten auch weiterhin freiheitliche und nationale Kräfte am Werk sein werden, die auf Veränderung drängen. Der innere Prozess jeder modernen Industriegesellschaft, zu der die Sowjetunion und die osteuropäischen Länder sich mehr und mehr entwickeln, mag wohl auf die Dauer weder die Herrschaft des Zwanges noch überholte Doktrinen, die der wirtschaftlichen und sozialen Entfaltung hinderlich sind, ertragen. Dadurch werden, langfristig gesehen, auch andere Voraussetzungen für die Gestaltung der Beziehungen zur übrigen Welt geschaffen werden.

Das führt uns aber auch zum Schluss, dass die Kontakte, die in den letzten Jahren geknüpft werden konnten, nicht kurzerhand abgebrochen werden sollten. Es sollen Kontakte sein, durch die wir den Völkern etwas geben können von unserer Kultur, von unserer freiheitlichen Lebensart und von unserem auf den Persönlichkeitsrechten beruhenden politischen Gedankengut. Wir haben wohl allen Grund, anzunehmen, dass wir dabei die Gebenden sind und damit bei diesen Völkern, die ja ihrer Geschichte nach zum abendländischen Kulturkreis gehören, den Prozess nach mehr Freiheit zu fördern imstande sind. Diese Ueberlegungen sollen die Richtlinien für unsere Beziehungen zu den Völkern Osteuropas darstellen.

Die Welle der Bestürzung, Empörung und Enttäuschung, die nach dem 21. August über Europa und die Welt ging, hat auch unser Land und seine Bevölkerung erfasst. Sie kam in zahlreichen Protestkundgebungen, Demonstrationen, Reden, Aufrufen und Pressekommentaren zum Ausdruck, aber auch in der spontanen Hilfsbereitschaft für die Opfer des Ueberfalls. Das Schweizervolk, das aus seiner langen geschichtlichen Erfahrung auf jegliche Unterdrückung der Freiheit und Selbständigkeit eines kleinen Staates instinktiv immer besonders heftig reagiert, hat auch in diesem neuesten Falle einer krassen Verletzung des Völkerrechts aus seiner Einstellung kein Hehl gemacht.

Neben der einmütigen Forderung nach Abzug der Besetzungstruppen erhob sich da und dort der Ruf nach Abbruch der diplomatischen Beziehungen zu den Interventionsmächten, nach Aufhebung der wirtschaftlichen, kulturellen, sportlichen und touristischen Beziehungen, nach Nichtunterzeichnung des Atomsperrvertrages durch die Schweiz, um nur einige Beispiele zu nennen. Alle diese Eingaben zeigen die Empörung über die Gescheh-

nisse in der Tschechoslowakei und die Erbitterung über den plötzlichen Zusammenbruch der Hoffnungen und des Vertrauens, die in die Möglichkeiten der angestrebten Entspannungspolitik der letzten Jahre gesetzt worden waren. Viele erwarteten von dieser Politik eine bessere Zukunft. Sie sind durch das Verhalten der intervenierenden Warschaupaktstaaten bitter enttäuscht worden. Diese Enttäuschung ist andererseits begleitet von der Bewunderung für das furchtlose Verhalten des tschechoslowakischen Volkes in einer Krise, in der es und seine Führer allein, aber geschlossen einer überlegenen Interventionsmacht gegenübersteht und für die Verwirklichung gewisser lange unterdrückter Freiheitsrechte eintritt.

Im gesamten Schweizervolk, über alle Schichten, Parteien und Bekenntnisse hinweg, herrschte in bezug auf das, was vor einem Monat in Prag geschehen ist, eine Einmütigkeit, wie sie in aussenpolitischen Dingen seit Kriegsende — die Ungarn-Krise und den Mittelostkonflikt vom vergangenen Jahr nicht ausgenommen — wohl kaum mehr zu verzeichnen war. Die Einmütigkeit kam auch in den Voten der aussenpolitischen Kommissionen beider Räte, die wenige Tage nach dem Ueberfall auf die Tschechoslowakei zusammentraten sowie in denjenigen der Fraktionspräsidentenkonferenz und des Büros des Ständerates zum Ausdruck, ferner im Wunsch einer Anzahl von Parlamentariern, die Bundesversammlung zu einer ausserordentlichen Session einzuberufen.

Der Bundesrat, der ja für die Neutralitätspolitik verantwortlich ist und die langfristigen Interessen der Eidgenossenschaft wahren muss, hat sich zwar in seinen Meinungsäusserungen eine gewisse Zurückhaltung aufzuerlegen. Von Anfang an hat er aber keine Zweifel daran aufkommen lassen, dass er mit dem gerechten Empfinden des ganzen Schweizervolkes einig geht. Neutralität kann in der Tat nicht Indifferenz bedeuten. Sie ist eine Politik, die den gegenseitigen Respekt der Souveränität der Staaten voraussetzt. Andererseits bringt sie den Willen zur Unabhängigkeit zum Ausdruck, d. h. den Willen, sich nicht dem Diktat anderer Mächte zu beugen. Die so verstandene Neutralität hindert auch den Bundesrat nicht daran, Stellung zu nehmen. Wenn er die militärische Intervention in der Tschechoslowakei verurteilt, so mischt er sich nicht in die Angelegenheiten anderer Staaten ein, sondern erhebt er sich gegen die Verletzung von Grundsätzen, durch die wir uns leiten lassen und die uns im Zusammenleben der Völker und Nationen oberstes Gebot sind.

Welches sind nun die konkreten Massnahmen, die der Bundesrat in der Folge der Intervention getroffen hat?

Das Eidgenössische Politische Departement wurde in der Nacht vom 20. auf den 21. August von den Vorgängen in der Tschechoslowakei unterrichtet. Konkrete Sofortmassnahmen waren nicht zu treffen, da die Schweiz von diesen tragischen Ereignissen nicht direkt und unmittelbar in Mitleidenschaft gezogen wurde. Auf den Vormittag des 21. August war eine ordentliche Wochensitzung des Bundesrates vorgesehen, so dass es sich erübrigte, eine Sondersitzung einzuberufen.

Die Nachrichtendienste des Politischen Departementes, des Militärdepartementes sowie der Bundespolizei traten unverzüglich zueinander in Kontakt und koordinierten und verstärkten ihre Tätigkeit. Die Verbindungen mit unserer Botschaft in Prag funktionierten, abgesehen von einigen kurzen Unterbrüchen, auch wäh-

rend der kritischen Tage vollumfänglich, so dass der Bundesrat und die zuständigen Verwaltungszweige stets auf dem laufenden waren. Als zusätzliche Massnahme zur Sicherstellung der Informationen wurden die an neutralistischen Posten akkreditierten schweizerischen Botschafter angewiesen, bis auf weiteres auf ihren Posten zu verharren; die für anfangs September vorgesehene jährliche Botschafterkonferenz wurde unter diesen Umständen abgesagt.

An der Sitzung vom 21. August, wenige Stunden nach Bekanntwerden des Truppeneinmarsches, nahm der Bundesrat die Gelegenheit wahr, um die Intervention in der Tschechoslowakei zu erörtern. Er verurteilte den Eingriff in die Souveränität und die Rechte eines kleinen Staates. Ferner fasste er den grundsätzlichen Entscheid, eine ebenso weitherzige Asylpraxis wie seinerzeit gegenüber Ungarn zu befolgen.

In Übereinstimmung mit dem spontanen Willen des Schweizervolkes, allfälligen Flüchtlingen aus der Tschechoslowakei eine weitherzige Gastfreundschaft zu gewähren, erliess die Polizeidirektion des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes unverzüglich eine Weisung an die Kantone über die Betreuung und die Aufenthaltsregelung der tschechoslowakischen Bürger und gab sodann bekannt, dass die Tschechoslowaken — unabhängig davon, ob sie als Flüchtlinge anerkannt werden möchten — nicht zum Ausländerbestand gemäss Bundesbeschluss vom 28. Februar 1968 über die Begrenzung und Herabsetzung der Zahl ausländischer Arbeitskräfte zu rechnen seien.

Die large Einreise- und Asylpraxis erfuhr am 28. und dann vor allem am 30. August eine bedeutsame Erweiterung, indem nun grundsätzlich jedem tschechoslowakischen Bürger in der Schweiz vorübergehend Aufnahme gewährt wird, unabhängig davon, ob er um Asyl nachsucht oder nicht.

Dieses vollständige Öffnen der Grenzen zwang uns, einen Teil des für solche Ereignisse vorgesehenen Dispositivs in Kraft zu setzen. Bereits am Sonntag, den 1. September, eröffnete deshalb das Schweizerische Rote Kreuz in St. Margrethen und Buchs zwei Grenzsammelstellen.

Bei unsern Botschaften in Wien und Prag hatte das Bekanntwerden der schweizerischen Aufnahmepraxis einen wahren Ansturm zur Folge. Die Gesamtzahl der seit dem 1. September an tschechoslowakische Staatsangehörige erteilten Visa liegt zwischen 7000 und 7500. Vom 1. bis zum 23. September sind allein zwischen St. Margrethen und Buchs über 4600 Tschechoslowaken auf dem Schienen- und Strassenwege eingereist. Gegenwärtig halten sich über 5500 Tschechoslowaken in der Schweiz auf.

Diejenigen Tschechoslowaken, die im Zeitpunkt der Ereignisse bereits in der Schweiz waren sowie jene, die in unserem Land Verwandte oder persönliche Bekannte haben, können ohne Schwierigkeiten betreut und eingegliedert werden. Etwas schwieriger ist die Situation bei denjenigen, die über keinerlei Beziehungen zu unserem Land verfügen. Hier haben sich die beiden Grenzsammelstellen bewährt. Sämtliche Neueinreisenden wurden grundsätzlich in diesen beiden Stellen untergebracht. Von dort aus erfolgte binnen 24 bis 48 Stunden ihre Weiterleitung in das Landesinnere. Die Hilfsbereitschaft der Kantone und Gemeinden ermöglichte es, die bisher eingereisten Personen provisorisch und rasch zu plazieren.

Sollte der Zustrom tschechoslowakischer Bürger anhalten — wofür allerdings keine Anhaltspunkte bestehen —, so müssten eigentliche Flüchtlingslager errichtet werden. Die hierfür notwendigen Vorbereitungen sind bereits eingeleitet worden, wobei die Zivilschutzstellen der Gemeinden Bern, Lausanne, Luzern und St. Gallen in verdankenswerter Weise ihre Dienste zur Verfügung gestellt haben.

In der Tschechoslowakei waren zahlreiche Schweizer Touristen von den Ereignissen überrascht worden. In Zusammenarbeit mit der schweizerischen Botschaft in Wien wurde in der Folge ein Autobus-Konvoi zum Rücktransport dieser Schweizer organisiert, der am Vormittag des 23. August Wien verliess und in den ersten Morgenstunden des folgenden Tages dorthin zurückkehrte.

Das Schweizerische Rote Kreuz führte im Einvernehmen mit dem Tschechoslowakischen Roten Kreuz Transporte von Blutplasma, Medikamenten und Kindernährmitteln nach der Tschechoslowakei durch, wobei die Eidgenossenschaft bei der Finanzierung mit einem Betrag von 100 000 Franken mitwirkte. Zudem sandte das Schweizerische Rote Kreuz zehn freiwillige Helfer nach Wien, um dem Oesterreichischen Roten Kreuz bei der Betreuung der tschechoslowakischen Flüchtlinge beizustehen.

Der Einmarsch von Truppen der Warschaupaktstaaten in der Tschechoslowakei bedeutet ohne Zweifel eine Belastung unseres Verhältnisses zu den Interventionsstaaten. Der etwa geforderte Abbruch der diplomatischen Beziehungen kann jedoch nach Auffassung des Bundesrates nicht als geeigneter Ausdruck der Missbilligung betrachtet werden. Das Bestehen diplomatischer Beziehungen zu einem Staat darf in der Tat nicht als Sympathiekundgebung ausgelegt oder gar mit einer allgemeinen moralischen Billigung seiner Einrichtungen und Handlungen verwechselt werden. Die diplomatischen Beziehungen sind vielmehr und in erster Linie ein Instrument zur Regelung des Verkehrs von Staat zu Staat auf Regierungsebene, das vor allem auch der Vertretung unserer eidgenössischen Interessen dient. Mit dem Abbruch der diplomatischen Beziehungen würden wir uns daher zu unserem eigenen Nachteil einer Aktionsmöglichkeit entäussern, auf die wir angewiesen sind. Wir müssen uns dabei vor allem auch vor Augen halten, dass diese Haltung sich folgerichtig daraus ergibt, dass wir Staaten anerkennen und nicht Regierungen. Ausserdem hat die Erfahrung gezeigt, dass es schwer ist, einmal abgebrochene Beziehungen wieder herzustellen.

Unsere Neutralitätspolitik kann bekanntlich nicht an der Tatsache vorbeigehen, dass unser Land aufs mannigfaltigste und höchst intensiv mit der übrigen Welt verflochten ist. Daraus ergibt sich die Notwendigkeit der Universalität unserer Beziehungen, die ihrerseits die Politik der Solidarität ermöglicht. Seit dem Zweiten Weltkrieg wird unsere Neutralitätspolitik in ständig zunehmendem Masse ergänzt durch das Streben, unsere Unparteilichkeit zum Nutzen des friedlichen internationalen Zusammenlebens auszuwerten und unsere guten Dienste zur Verfügung zu stellen. Solche Missionen können jedoch nur erfolgreich erfüllt werden, wenn normale Beziehungen zu beiden Parteien bestehen. Es hat sich gerade im Vietnamkrieg gezeigt, wie schwierig und delikats es ist, gute Dienste leisten zu wollen, wenn die Streitigkeiten schon ausgebrochen sind, aber zu einer Partei noch keine diplomatischen Beziehungen aufgenommen wurden.

Bei der Beurteilung unserer Beziehungen zu den Interventionsstaaten müssen wir uns vor Augen halten, dass das Netz der Beziehungen zwischen zwei Staaten weit über den offiziellen Bereich hinausreicht und der gegenseitige Austausch sowohl in wirtschaftlicher, wissenschaftlicher, kultureller, sportlicher und touristischer Hinsicht unsererseits überwiegend von Privaten bestritten wird. Ist es dem Staat möglich, in seinen offiziellen Beziehungen den Ereignissen und der Haltung des Volkes in angemessener Weise Rechnung zu tragen, so kann er nur beschränkten Einfluss ausüben auf das Verhalten der Bürger, seien es Kaufleute, Wissenschaftler, Sportler oder Künstler. Diese müssen selbst entscheiden, welche Konsequenzen sie aus ihren Erfahrungen und aus den jüngsten Ereignissen ziehen wollen.

Es ist festzustellen, dass in den verflossenen Wochen von Bürgern, Organisationen, Firmen und Behörden zahlreiche ablehnende Entscheide getroffen worden sind, die eindeutig vom Protest gegen die militärische Intervention in der Tschechoslowakei diktiert waren und im allgemeinen Billigung gefunden haben. Die Durchführung oder die Beteiligung an Veranstaltungen, denen spektakulärer Charakter zukommt und die auf propagandistische Wirkung ausgehen, begegnen berechtigter Ablehnung. Das gilt insbesondere für sportliche Massenveranstaltungen in der Schweiz oder den genannten Ländern.

In bezug auf die multilaterale Zusammenarbeit im Rahmen internationaler Organisationen, deren Mitglied die Schweiz ist, kann es wohl nicht in Frage kommen, dass wir deren Tätigkeit erschweren, weil die Interventionsstaaten diesen angeschlossen sind; denn wir haben uns stets eindeutig gegen eine Politisierung der Organisationen technischen Charakters gewandt.

Der Bundesrat ist im übrigen der Auffassung, dass das sich heute neu stellende Problem der Ostkontakte langfristig betrachtet werden muss. Auch das Wenige, das heute möglich erscheint, um die Völker Europas einander näherzubringen, muss getan werden, selbst wenn die Hoffnungen auf eine fortschreitende Entspannung zwischen Ost und West durch die Ereignisse in der Tschechoslowakei einen schweren Schlag erlitten haben und die Vertrauensbasis erschüttert worden ist. Diese Haltung empfiehlt sich in besonderer Weise für einen neutralen Staat wie die Schweiz, welche die Interdependenz der menschlichen Gesellschaft und ihrer staatlichen Ordnungen besonders stark empfindet. Gerade die innere Entwicklung der Tschechoslowakei hat eindeutig erwiesen, dass die Erweiterung und Vertiefung der Beziehungen mit der übrigen Welt die Auflockerung und das Bedürfnis nach neuen geistigen Horizonten eminent gefördert hat. Ausser den Beziehungen auf kulturellem, touristischem, sportlichem und kommerziellem Gebiet ist vor allem die Wissenschaft dazu berufen, auf den Ausgleich der Gegensätze hinzuwirken. Obwohl in einem totalitären Regime auch sie nie ganz frei von politischen Einflüssen ist, geniesst der Wissenschaftler doch auch in solchen Staaten ein relativ hohes Mass an Bewegungsfreiheit. Allein der Wahrheit verpflichtet, ist er auch am ehesten befähigt und bereit, die vom Staat sorgsam verschleierte Realitäten zu erkennen und die Behauptungen der offiziellen Propaganda aufzudecken. Das vor wenigen Monaten bekannt gewordene Memorandum des russischen Atomforschers Sacharow legt davon bededtes Zeugnis ab. Die Kontakte zwischen Wissenschaftlern aus Ost und West können deshalb politisch entschärfend wirken, und es wäre höchst bedauerlich, wenn

wir zum Beispiel derartige Beziehungen nicht aufrechterhalten wollten und uns damit der Möglichkeit begeben würden, eine gemeinsame Sprache zu finden und dem Anliegen der Unabhängigkeit, der Freiheit und der Menschenwürde auch dort zum Durchbruch zu verhelfen, wo dies heute noch nicht möglich ist.

In bezug auf unsere Handelsbeziehungen ist davon auszugehen, dass, gestützt auf die Prinzipien der Neutralität und der Universalität, alle Staaten, ohne Rücksicht auf ihr politisches Regime, grundsätzlich gleich zu behandeln sind. Abgesehen von der Förderung, die die Entwicklungsländer erfahren, gibt es von diesem Grundsatz nur unwesentliche Abweichungen, die auf besonderen wirtschaftlichen Umständen beruhen. Diese Politik der Gleichbehandlung fand in den letzten Jahrzehnten auch gegenüber den osteuropäischen Staaten Anwendung. Der Aussenhandel mit diesen Staaten ist trotzdem klein geblieben. Der Anteil am gesamtschweizerischen Import betrug im letzten Jahr 2,2 Prozent; der Anteil am gesamtschweizerischen Export war mit 3,6 Prozent etwas grösser. Die Gründe für den kleinen Umfang des Osthandels sind vor allem wirtschaftlicher Natur. Das planwirtschaftliche System ist an sich wenig aussenhandelsfördernd. Die bewusste Ausrichtung der wirtschaftlichen Beziehungen auf den COMECON-Raum beschränkt die Möglichkeiten des Handels mit dem Westen stark. Dazu kommt, dass die mangelnde Konkurrenzfähigkeit der Oststaaten ihre Ausfuhren in vielen Bereichen erschwert. Für die westlichen Staaten gibt es wegen der restriktiven Einfuhrpolitik der COMECON-Staaten grössere Exportmöglichkeiten nur für Waren bestimmter Industrien (für die Schweiz vor allem für Produkte der Maschinenindustrie und der chemischen Industrie). Dem Osthandel sind somit aus wirtschaftlichen Gründen enge Grenzen gesetzt.

Die in letzter Zeit in einzelnen COMECON-Ländern zu beobachtenden Liberalisierungstendenzen sowie das im Zeichen der Entspannungspolitik sich zeigende grössere Interesse der westlichen Exportindustrien am Osthandel haben in den letzten Jahren zu einer gewissen Belebung der wirtschaftlichen Beziehungen geführt. Es ist zu erwarten, dass die gegensätzlichen Tendenzen, die durch die jüngsten politischen Ereignisse ausgelöst worden sind, diese Aufwärtsentwicklung, deren Bedeutung da und dort überschätzt wurde, jedenfalls vorübergehend verlangsamen werden. Für die schweizerische Wirtschaft als Ganzes gesehen, ist dies nicht von Bedeutung, weil dem Osthandel, wie bereits erwähnt, nur eine untergeordnete Rolle zukommt.

Eine Aenderung der offiziellen Aussenhandelspolitik gegenüber den osteuropäischen Staaten wird vom Bundesrat nicht beabsichtigt. Die vor einiger Zeit anhangenommene Prüfung der Frage, ob die Schweiz, wie andere westliche Staaten, die offiziellen wirtschaftlichen Beziehungen mit den osteuropäischen Ländern initiativ pflegen sollte, muss selbstverständlich sorgfältig überdacht werden. Die privaten Unternehmungen sind, wie das unserem politischen und wirtschaftlichen System entspricht, frei, darüber zu entscheiden, wie sie die wirtschaftlichen Beziehungen mit diesen Staaten gestalten wollen. Die Behörden werden in dieser Beziehung keinen Einfluss ausüben. Sie werden aber Verständnis dafür haben, dass die Verhältnisse nicht überall gleich zu beurteilen sind. Wenn für die offizielle Politik gilt, dass sie auf weite Sicht ausgerichtet sein muss, so kann ähnlichen Ueberlegungen auch für gewisse Bereiche der privaten Wirtschaft die Berechtigung nicht abgesprochen werden.

Die Ereignisse in der Tschechoslowakei haben sich auch auf das Unterzeichnungsverfahren des Atomsperrvertrages ausgewirkt. Bis zum 21. August ist dieser Vertrag von über 70 Staaten unterzeichnet worden. Verschiedene Regierungen, die ebenfalls vor der Unterzeichnung standen, haben seither beschlossen, diese wenigstens vorläufig zu vertagen. Dadurch wird auch unsere Stellungnahme beeinflusst; denn wie der Bundesrat schon wiederholt erklärt hat, sollte der Atomsperrvertrag, um seinen Zweck erreichen zu können, möglichst universell sein.

Am Grundproblem der Weiterverbreitung von Atomwaffen hat sich jedoch nichts geändert. Die Gefahr der Proliferation dieser apokalyptischen Vernichtungswaffen bleibt bestehen; deren Folgen wären heute genau so schlimm wie gestern.

Wir müssen indessen feststellen, dass der Atomsperrvertrag nicht nur ein primäres Ziel, sondern auch sekundäre Ziele hat, denen gerade die Nichtnuklearstaaten grosse Bedeutung beimessen. Dieses Vertragswerk sollte in der Tat nicht nur die Weiterverbreitung von Atomwaffen stoppen, sondern auch die Entspannung zwischen Ost und West konsolidieren sowie die Grundlage für weitere Verhandlungen betreffend die Einfrierung der Atomrüstungen, die Ausdehnung des Moskauer Vertrages auf unterirdische Versuche und andere analoge Massnahmen schaffen. Diese sekundären Ziele erscheinen mindestens vorläufig in Frage gestellt.

Aus all diesen Gründen ist es ratsam, unsere Stellungnahme aufzuschieben. Wenn sich die internationale Lage einigermaßen geklärt hat, dürfte es leichter sein, den Vertrag und seine Folgen eingehend zu prüfen und die betreffenden Diskussionen in einer leidenschaftslosen Atmosphäre zu führen. Zudem wird uns dann die Konferenz der Nichtnuklearstaaten, die gegenwärtig in Genf stattfindet, vielleicht neue Beurteilungselemente liefern.

Die Besetzung der Tschechoslowakei durch Truppen der Warschauer-Pakt-Staaten und die Massierung sowjetischer Truppen in Osteuropa haben, wie schon erwähnt, die militärpolitische Situation auf unserem Kontinent verändert. Der Ueberfall hat zudem erwiesen, dass selbst Gewaltaktionen namhafter Streitkräfte jederzeit überraschend ausgelöst werden können. Für uns ergibt sich daraus, dass wir uns nicht einer trügerischen Sicherheit hingeben dürfen, sondern dass wir alle verfügbaren Mittel einsetzen müssen, um Bedrohungen frühzeitig zu erkennen. Dies ist um so notwendiger, als wir im Unterschied zu anderen europäischen Staaten über keine stehenden Truppen verfügen, die jederzeit eine erste Abwehrbereitschaft gewährleisten könnten. Der Milizcharakter unserer Armee und die Kürze unserer Ausbildungszeiten können uns deshalb bei einer Verschärfung der internationalen Lage zwingen, frühzeitig vorbereitende Massnahmen zu treffen. Auch wenn sich solche Massnahmen nachträglich als unnötig erweisen sollten, so wäre der Schaden, der uns daraus erwachsen würde, immer noch gering im Vergleich zu den Folgen eines zu langen Zögerns.

Die laufende Beurteilung der militärischen und politischen Lage nach dem 21. August hat zwar derartige Vorkehrungen nicht als notwendig erscheinen lassen; sie gab indessen Anlass, die Gesamtheit der vorsorglich festgelegten Massnahmen zur raschen Erhöhung unserer Abwehrbereitschaft zu überprüfen. Diese Ueberprüfung hat gezeigt, dass die für den Fall einer erhöhten Spannung geplanten Massnahmen — soweit darüber ein

schlüssiges Urteil abgegeben werden kann — zweckmässig sind.

Welche Schlüsse lassen sich aus den Geschehnissen in der Tschechoslowakei für unsere Abwehrkonzeption ziehen? Zunächst müssen wir einmal festhalten, dass die Parallelen nicht zu weit getrieben werden dürfen. Die tschechoslowakische Armee ist in das System des Warschauer Paktes eingebaut; viele ihrer Offiziere sind in der Sowjetunion ausgebildet worden, und das Abwehrdispositiv des Landes ist ausschliesslich gegen Westen ausgerichtet. Unsere Armee dagegen untersteht keinem Paktsystem, und die Verteidigung der Schweiz ist grundsätzlich nach allen Richtungen hin gewährleistet. Die Ausgangslage ist daher eine völlig verschiedene.

In der Diskussion der militärischen Aspekte der Ereignisse in der Tschechoslowakei wurde bei uns auch immer wieder auf die Rolle des passiven Widerstandes der Bevölkerung gegen die Invasionstruppen hingewiesen. Einige Stimmen gingen sogar so weit, in dieser Art der Abwehr eine neue Verteidigungskonzeption auch für unser Land zu sehen. Es besteht kein Zweifel, dass der passive Widerstand des tschechoslowakischen Volkes den politischen Erfolg der bewaffneten Intervention ernsthaft beeinträchtigt und dazu beigetragen hat, die Schärfe des Moskauer Diktats etwas zu reduzieren; in geringem Masse gelang es wohl auch, die militärischen Aktionen selbst zu stören. All dies ändert jedoch nichts an der Tatsache, dass die Tschechoslowakei heute ein besetztes Land ist und dass ihre Souveränität erheblich eingeschränkt wurde. Diese Ueberlegung sowie der Umstand, dass der tschechoslowakischen Bevölkerung durch das Ausfallen der Armee gar keine andere Möglichkeit des Widerstandes blieb, zeigen uns, wie verfehlt es wäre, daraus den Schluss zu ziehen, wir sollten unsere militärischen Abwehrvorbereitungen abbauen und den passiven Widerstand zu unserer Hauptwaffe machen. Unsere beste Garantie gegen einen feindlichen Uebergriff ist und bleibt eine gut gerüstete und ausgebildete Armee, die einem potentiellen Gegner kriegerische Handlungen gegen unser Land als zu kostspielig und zu riskant erscheinen lässt. Die Erhaltung und die Steigerung unserer militärischen Abwehrkraft bleibt daher nach wie vor das Hauptziel unserer Anstrengungen zur Verteidigung des Landes.

Wir unterschätzen keineswegs die grosse Bedeutung des passiven Widerstandes. Allein, er ist kein Mittel zur Kriegsverhütung und daher ist er zur Durchsetzung unseres obersten Zieles ungeeignet. Er verkörpert jedoch die letzte Möglichkeit, die uns bleibt, wenn das Schlimmste doch einmal geschehen sollte und unsere militärische Abwehrkraft gegen einen überlegenen Gegner erschöpft wäre. Erst dann würde die Stunde des passiven Widerstandes schlagen, indem wir uns auf diese Weise gegen das Diktat des Unterwerfers auflehnten. In diesem Sinne — aber nur in diesem — kann uns das mutige Beispiel der tschechoslowakischen Bevölkerung als Vorbild dienen.

Die jüngsten Ereignisse haben somit erkennen lassen, dass wir uns mit dem seit geraumer Zeit in Gang befindlichen koordinierten Ausbau der Gesamtverteidigung auf dem richtigen Wege befinden; sie haben uns gleichzeitig nahe gelegt, die Arbeiten auf diesem Gebiet beschleunigt fortzusetzen.

Abschliessend möchte ich festhalten, dass die in den letzten Jahren allgemein verfolgte Politik der Entspannung in der Schweiz wie anderswo viele Hoffnungen geweckt hatte. Sie schien den Beziehungen zwischen Ost-

und Westeuropa neue Möglichkeiten zu öffnen, die unserem gesamten Kontinent zugute gekommen wären und die gleichzeitig seine Sicherheit erhöht hätten. Die Koexistenz weist in der Tat verschiedene Stufen auf, die von einer latenten Feindseligkeit bis zur ehrlichen und fruchtbaren Zusammenarbeit reichen. Wir alle hatten den Eindruck, auf dem Wege zu einer solchen Zusammenarbeit zu gehen. Unser Austausch entwickelte sich sowohl im wirtschaftlichen als auch im kulturellen Bereich, und wir hofften, ihn auf beiden Gebieten noch intensivieren zu können.

Die bewaffnete Intervention der Länder des Warschauerpaktes in der Tschechoslowakei hat dieser Entwicklung einen schweren Schlag versetzt. Sie hat den Horizont verdüstert. Eine Entspannung kann sich nur auf den gegenseitigen Respekt der Partner stützen. Diese Grundlage ist jedoch zur Zeit in gefährlicher Weise erschüttert. Ein Klima des Optimismus hat einem solchen des Misstrauens und der Furcht Platz gemacht.

In der gegenwärtigen Lage kann die Schweiz nur erneut ihrer Ueberzeugung Ausdruck verleihen, dass der Weltfriede auf die Dauer niemals durch ein Gleichgewicht des Schreckens oder durch die Macht des Stärkeren gesichert werden kann, sondern einzig durch das Recht. Die Politik des Bundesrates wird stets eine solche Rechtsordnung anstreben. Wir verurteilen daher die Gewalt, die der Tschechoslowakei gegenüber angewandt wurde, und wir geben unserer festen Hoffnung Ausdruck, dass dieses unglückliche Land, welches seit dreissig Jahren so viele Wechselfälle in seiner Geschichte erlebt hat, endlich seine Geschicke frei bestimmen und den Weg seiner eigenen Wahl einschlagen kann.

Die tschechoslowakische Erfahrung zeigt mit erschütternder Eindringlichkeit, dass nur eine unabhängige Nation ihren Weg zu der nach ihrer Auffassung besten sozialen und politischen Form des Zusammenlebens und der staatlichen Ordnung suchen kann. Aus dieser Ueberzeugung heraus hat der Bundesrat in seinen Richtlinien zur Regierungspolitik die Erhaltung der Unabhängigkeit als oberstes Ziel seiner Aussenpolitik bezeichnet.

In einer Welt, in der nach wie vor das Gewaltdenken herrscht und die Macht der Grossen die Geschicke unserer Zeit bestimmt, hat unsere Neutralitätspolitik den Sinn, unsere nationale Unabhängigkeit zu sichern. Die Neutralität ist keine helvetische Weltanschauung; sie ist keine Ideologie, die dem Ideal der Völkerverbrüderung entgegengesetzt ist. Sie ist der schweizerische Weg, sich von den Streitigkeiten der grossen Mächte fernzuhalten und — nicht zuletzt im Interesse der kommenden Generationen — für unser Land Frieden und Unabhängigkeit zu wahren. Sie ist deshalb auch der Zustimmung der Jungen wert, weil wir auf Grund einer alten historischen Erfahrung und politischen Ueberlegung erkennen, dass sie uns am ehesten die Unabhängigkeit erhält. Jene Unabhängigkeit, die allein dem Volke und dem einzelnen Bewohner unseres Landes die Freiheit und vor allem die geistige Freiheit gewährt, ohne die das Leben nicht lebenswert ist. (Beifall)

Präsident: Ich ersuche den Herrn Vizepräsidenten zu erklären, ob er von der Antwort des Bundesrates befriedigt ist.

M. Aebischer-Fribourg: Je voudrais remercier M. Spühler, président de la Confédération, de la peine qu'il s'est donnée pour répondre à l'interpellation que la conférence des présidents de groupes m'a chargé de déposer.

En ce qui me concerne, je puis me déclarer satisfait de la réponse donnée.

Präsident: Der Interpellant ist befriedigt. Herr Furgler beantragt im Namen der Konferenz der Fraktionspräsidenten Diskussion. Wird ein anderer Antrag gestellt? — Das ist nicht der Fall; es ist so beschlossen. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass gemäss Artikel 76 unseres Reglementes die Redezeit in der Diskussion auf 10 Minuten beschränkt ist.

Furgler: Im Abscheu über die schamlose Vergewaltigung des kleinen Volkes an der Moldau durch die Sowjetunion und ihre freiwillig-unfreiwilligen Helfer sind wir uns alle einig. Die gemeine Verletzung des Völkerrechtes, des Selbstbestimmungsrechtes, aller Grundrechte der Uno-Charta suchen in der Geschichte ihresgleichen. Bundesrat, Fraktionspräsidenten, Aussenpolitische Kommissionen, vor allem aber das ganze Schweizervolk aller Landesteile haben den brutalen Gewaltakt einmütig verurteilt. Das ist bekannt. Ich möchte mich nicht damit begnügen, mit harten Worten und in ohnmächtigem Zorn das zu geisseln, was geschehen ist und heute noch geschieht, vielmehr will ich versuchen, einige Konsequenzen aufzuzeigen, die einerseits die kommunistische Welt, dann die nichtkommunistische Welt und vor allem die Schweiz betreffen.

Es war bekannt, dass die Sowjetunion das Prinzip der friedlichen Koexistenz für das Zusammenleben der Völker im kommunistischen Machtbereich nicht gelten lassen und an dessen Stelle das Prinzip des sozialistischen Internationalismus anwenden wollte. Ungewissheit bestand über die Interpretation und die Handhabung dieses sozialistischen Internationalismus. Bis zum 21. August durfte man hoffen, dass im Sowjetimperium die Zügel langsam gelockert würden. Seither wissen wir mit unmissverständlicher Klarheit, dass sozialistischer Internationalismus nach Sowjetprägung nichts anderes bedeutet als ideologische, aussenpolitische, ja sogar innenpolitische Machtausübung und Machtkontrolle der Sowjetunion im Bereich ihres engeren Imperiums. Dazu kommt, dass Rumänien und Jugoslawien gefährdet bleiben.

Die Sowjetunion stand und steht vor dem Dilemma, entweder das nach dem Zweiten Weltkrieg geschaffene Imperium fest unter Kontrolle zu halten oder von ihrer Führungsrolle im Weltkommunismus noch zu retten, was zu retten ist. Entscheidet sie sich für das erste, so verliert sie, je länger je mehr, ihre Führungsrolle im Weltkommunismus. Entscheidet sie sich für das zweite, so muss sie ihren Klienten im östlichen Raum mehr Freiheit geben.

Sie hat sich in der Nacht vom 20. zum 21. August für die erste Alternative entschieden. Das ist ein wichtiger Vorentscheid, wenn nicht sogar eine grundsätzliche Option. Besorgniserregend für uns alle ist, wie schlecht Moskau in seinem eigenen Bereich informiert ist. Es ist eine alte Erfahrung, dass Diktaturen das Opfer der eigenen Propaganda werden. Wo die Presse- und Meinungsfreiheit fehlt, ist die Suche nach der Wahrheit und die Feststellung der Wirklichkeit gefährdet. Die bestdotierten Nachrichtendienste und diplomatischen Vertretungen können ihre Aufgaben nicht erfüllen, wenn sie ihre ideologischen Scheuklappen nicht ablegen dürfen. Moskau war über die wirkliche Lage in der CSSR schlecht informiert, und diese Informationsnot des

Kremls und der hinter den Mauern dieses Kremls verschanzten Despoten bleibt auch in Zukunft für die ganze freie Welt eine Gefahr. Für die Tschechoslowakei bleibt die Lage düster. Die Sowjetunion hat unendlich viel verloren, um so mehr werden diese Machträger dasjenige, was sie gewinnen können, ohne Gnade abfordern.

Und wie steht es mit der nichtkommunistischen Welt? In der jüngsten Vergangenheit hatten kommunistische Eingriffe immer eine Verstärkung der westeuropäischen Einigungsbestrebungen zur Folge. Ich erinnere Sie daran, dass der Europarat nach der Berliner Blockade geschaffen wurde, dass die Montanunion dem Korea-Krieg folgte, und dass die EWG unmittelbar nach der Niederwerfung des Aufstandes in Ungarn geschaffen wurde. Heute scheint sich eine solche Entwicklung nicht anzubahnen. Die Politik Frankreichs ist zu eindeutig gegen die politische Einigung Europas ausgerichtet. Wie lange sich dieser grosse Staat diesen Luxus noch leisten kann, bleibt eine Frage. Wie lange man an gewissen Stellen in diesem Lande das Geschehen in der Tschechoslowakei noch als einen Verkehrsunfall wertet — oh welche Ignoranz! — bleibt eine zweite Frage. Wenn überhaupt irgendetwas durch diese Ereignisse gefördert werden kann — mit Bezug auf die europäischen Einigungsbestrebungen —, dann wäre es die Fusion der drei Gemeinschaften Kohle-Stahl, Wirtschaftsgemeinschaft und europäische Atomgemeinschaft zu einer einzigen europäischen Gemeinschaft.

Etwas günstiger sind die Aussichten für die Bündnispolitik. Der auf 1969 befürchtete Austritt Frankreichs aus der Nato wird nicht stattfinden. Der weitere Abbau der militärischen Präsenz in Europa wurde gestoppt. Die Fragwürdigkeit von Big-Lift-Operationen in Krisenzeiten wurde allen ganz eindeutig demonstriert. Die optimistische Theorie der Vorwarnzeiten ist obsolet geworden. Zwar bleibt das strategische Gleichgewicht in Europa bestehen und bleibt Gott sei Dank auch die sowjetische Aggressionsabsicht gegen Westeuropa nach wie vor unwahrscheinlich. Aber die strategischen Möglichkeiten, insbesondere die Möglichkeiten eines überraschenden Angriffes aus dem Stand sind auf Grund der Stationierung starker sowjetischer Streitkräfte in Böhmen erheblich grösser geworden. Mit einem baldigen Rückzug dieser zeitweilig in der Tschechoslowakei stationierten Streitkräfte ist ebenso wenig zu rechnen wie mit dem Rückzug jener, die «zeitweilig» in der DDR und den andern Satellitenstaaten stationiert wurden.

Dazu kommt — vergessen wir es nicht — die Gefährdung des Mittelmeerraumes. Hier möchte ich sagen: Die strategische Abschreckung ist nur glaubwürdig, wenn sie auf die tatsächlichen Mittel und Möglichkeiten des potentiellen Gegners abstellt und demzufolge auch die konventionelle Rüstung nicht vernachlässigt.

Ostpolitik: Die westliche Ostpolitik der letzten Jahre, das heisst die Unterstützung der Auflockerungstendenzen für den Ausbau der Kontakte, bleibt grundsätzlich richtig. Die Frage nach den Methoden muss auf Grund des Geschehens in der Tschechoslowakei neu gestellt werden. Für mich steht fest, dass weder die Isolierung der kommunistischen Staaten, noch die Verewigung beschlossener Interessensphären der beiden Weltmächte, noch die militärische Einmischung über die durch den Zweiten Weltkrieg geschaffenen Demarkationslinien valable Gegenkonzepte gegen diese Auflockerung wären.

Und nun zur Schweiz: Alle Forderungen, die auf eine Isolierung der kommunistischen Länder hinaus-

laufen, sind grundsätzlich abzulehnen. Man bestrafe nicht die Untertanen für die Unmoral ihrer Diktatoren. Wenn wir von der Ueberlegenheit unseres politischen Systems überzeugt sind, dann haben wir Ostkontakte nicht zu fürchten, im Gegenteil. Völlig absurd ist die Forderung auf Abbruch der diplomatischen Beziehungen, denn die Universalität unserer Beziehungen ist die logische Konsequenz der Neutralität und die zwingende Voraussetzung für das Anbieten guter Dienste. Denken Sie an das Rote Kreuz.

Vereinte Nationen. Nur ein Wort: Ich teile die Meinung jener nicht, die sagen, das Geschehen hätte bewiesen, dass ein Beitritt in diese Organisation völlig sinnlos wäre. Vergessen wir nicht, dass das Forum in New York auch für den Aussenminister der Tschechoslowakischen Republik von entscheidender Bedeutung war, um seinen Standpunkt und den Standpunkt seines Volkes auf dem Wege zur Freiheit aller Welt darzutun.

Atomsperrvertrag: Eine Unterzeichnung unter Zeitdruck kommt nicht in Frage. Der vorliegende Entwurf ist das klassische Muster eines Vertrages, für den die Völkerrechtslehre den Begriff des «ungleichen Vertrags» geprägt hat. Die Politik der Vorleistungen hat sich in diesem Jahrhundert meines Wissens noch nie bezahlt gemacht. Das ganze Problem muss nach Abschluss der Konferenz der Nichtnuklearen nochmals sorgfältig geprüft werden.

Europapolitik: Verzeihen Sie mir diese fragmentarischen Bemerkungen unter Zeitdruck. Die jüngste Entwicklung bestätigt die Richtigkeit der Forderung eines stärkeren Engagements der Schweiz in den westeuropäischen Einigungsbestrebungen, unter Wahrung der Neutralität. Wo blieb die politische Stimme Europas in den vergangenen Wochen? Die Schweiz ist keine Insel und das Schicksal Europas wird über kurz oder lang auch das Schicksal unseres Landes sein.

Asylpolitik: Dem Bundesrat gebührt für die grosszügige Gestaltung der Flüchtlingspolitik Anerkennung. Es bleibt zu hoffen, dass die Verwaltungen die Paragraphen entsprechend grosszügig handhaben, und es bleibt die Forderung, dass diese Politik auch ohne die stimulierende Wirkung solcher Katastrophen beibehalten wird.

Bewaffnete Neutralität: Neutralität ist unglaubwürdig ohne einen hohen Stand der Wehrbereitschaft, die vom Wehrwillen des ganzen Volkes getragen ist. Je höher der Eintrittspreis, um so schwächer die Anziehungskraft des Kleinstaates für mögliche Aggressoren. Militärpolitisch ergeben sich für die Schweiz vor allem die folgenden Konsequenzen: Unsere Mobilisationsvorbereitungen müssen auf Grund der verkürzten Vorwarnzeiten überprüft werden. Die Leistung der tschechischen Rundfunk- und Fernsehsender war faszinierend. Unsere technische Bereitschaft muss in dieser Hinsicht erhöht werden. Beispielhaft war für uns alle der geschlossene passive Widerstand des tschechoslowakischen Volkes. Dennoch hüte man sich vor einseitigen Reflexen. Der Eintrittspreis in die CSSR war relativ gering, weil die Armee aus verständlichen Gründen Gewehr bei Fuss stand. Hauptträger einer wirksamen Landesverteidigung ist aber die Armee. Der passive Widerstand der Bevölkerung ist kein Ersatz, sondern eine notwendige Ergänzung im Rahmen der Gesamtverteidigung.

Ich fasse zusammen: Es ist damit zu rechnen, dass die sowjetische Politik im Konfliktfall der Verstärkung des osteuropäischen Imperiums gegenüber der Einheit des Weltkommunismus den Vorrang gibt.

Eine stimulierende Wirkung der gesteigerten sowjetischen Aggressivität auf die westeuropäische Einigungsbewegung ist angesichts der französischen Politik höchstens in geringem Ausmass zu erwarten. Diese Einigung ist jedoch dringlicher denn je.

Die Gefahr des Nato-Zerfalls ist einstweilen gebannt, aber das Missverhältnis der konventionellen Rüstung zwischen Nato und Warschauer Pakt bleibt eine Tatsache.

Die evolutionäre Auflockerung des sowjetischen Imperiums ist unter den gegenwärtigen Voraussetzungen nur langfristig, gleichmässig und ohne allzu starke Herausforderung Moskaus möglich.

Eine Politik der Isolierung kommunistischer Staaten ist abzulehnen, die Ostkontakte sind zu vermehren und zu verstärken.

Die Frage des Atomsperrvertrages muss nach Abschluss der Konferenz der Nichtnuklearen nochmals von Grund auf geprüft werden.

Ein stärkeres Engagement der Schweiz im Rahmen der westeuropäischen Einigungsbewegung bleibt vordringlich, und die bewaffnete Neutralität des Kleinstaaates muss vom Wehrwillen des ganzen Volkes getragen bleiben.

Es genügt ja nicht nur, unsere Unabhängigkeit zu erhalten. Wir müssen mit allen Völkern, die in Freiheit leben, Mittel und Wege suchen, um auch denen die Freiheit zu verschaffen, die sie suchen. Ich verneige mich vor dem grossen Kleinstaat an der Moldau.

Grütter: Ich habe den Auftrag, im Namen der sozialdemokratischen Fraktion des Nationalrates zu der durch die Interpellation Aebischer veranlasste Stellungnahme des Bundesrates über die Ereignisse in der Tschechoslowakei und ihre Auswirkungen folgende kurze Erklärung abzugeben, und füge bei, dass sich weitere Mitglieder unserer Fraktion in Ergänzung und Konkretisierung einiger Punkte der Erklärung später äussern werden.

Es ist vorerst daran zu erinnern, dass die Sozialdemokratische Partei der Schweiz bereits am 21. August 1968 in einer Erklärung zu den Ereignissen in der Tschechoslowakei Stellung genommen und die militärische Intervention der fünf Warschaupaktstaaten mit Schärfe verurteilt hat. In dieser Erklärung wurde unter anderem festgestellt, dass die Prinzipien des freien Selbstbestimmungsrechts und der friedlichen Koexistenz der Völker durch die militärische Besetzung der Tschechoslowakei geschändet worden sind. In der Grundhaltung ist Sowjetkommunismus identisch mit Imperialismus, hat die Erklärung weiter festgehalten. Das Schweizer Volk wurde aufgerufen, dem tschechoslowakischen Volke seine Sympathie zu bekunden.

Die sozialdemokratische Nationalratsfraktion stellt sich einmütig hinter die am 21. August abgegebene Erklärung der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz. Heute ist dieser Erklärung beizufügen, dass wir dem tschechoslowakischen Volk für seine grossartige geistig-politische Haltung in diesen finsternen Tagen unsere uneingeschränkte Hochachtung bezeugen. Wir brandmarken dagegen die schamlosen Lügen der Okkupanten, die darin gipfeln, dass die Regierung der Tschechoslowakei die fünf Warschaupaktstaaten um militärische Hilfe gegen Konterrevolutionäre und imperialistische Agenten ersucht haben soll. Wir verabscheuen die wirtschaftlichen Druckmittel und die politischen Methoden der Besetzungsmächte, mit denen ein nach Freiheit dürsten-

des und freieren Lebensraum forderndes Volk mübbe gemacht und in die Knie gezwungen werden soll.

In der ausführlichen Antwort auf die soeben begründete Interpellation nimmt der Bundesrat eine gründliche Analyse aller Aspekte der tschechoslowakischen Tragödie vor. Wir sind der Auffassung, dass die Okkupation und ihre Auswirkungen auf die Weltpolitik noch nicht völlig abzusehen sind. Als sicher steht für uns fest, dass die Sowjetunion mit ihren Vasallen der Glaubwürdigkeit der Politik der friedlichen Koexistenz einen schweren Schlag versetzt hat. Die fünf Warschaupaktstaaten haben die Vertrauensbasis erschüttert, und es wird lange dauern, bis Volk und Regierung unseres Landes, bis andere Völker des gleichen Kulturkreises, in welchem persönliche und politische Freiheitsrechte als unveräusserliche, hohe Werte und als unabdingbare Voraussetzung für ein lebenswertes Dasein Geltung haben, das nötige Vertrauen wieder finden können. Ohne gegenseitiges Vertrauen aber gibt es keine konstruktive, friedliche Weltpolitik.

In den letzten Wochen hat das Schweizervolk über alle parteilichen, sozialen und konfessionellen Schranken hinweg mit einer Einmütigkeit sondergleichen den militärischen Gewalt- und Vergewaltigungsakt schärfstens verurteilt und deutlich gezeigt, wem seine Sympathien gehören. Wir freuen uns über diese Haltung. Der Bundesrat denkt und fühlt gleich wie das Schweizervolk, darüber hat er nicht den geringsten Zweifel in seiner Antwort auf die Interpellation Aebischer gelassen. Gerade als Regierung eines kleinen, neutralen Landes ist er legitimiert, die Stimme des Rechts zu erheben und die militärische Intervention als eine grobe Verletzung völkerrechtlicher Grundsätze und als Verletzung staatlicher Souveränität zu verurteilen. Die sozialdemokratische Fraktion des Nationalrates begrüsst und billigt die Stellungnahme des Bundesrates. Sie ist mit dem Bundesrat der Auffassung, dass verschiedene Probleme angesichts der brutalen Vergewaltigung der Tschechoslowakei der Neuüberprüfung bedürfen, so vor allem der zeitliche Ablauf in der Stellungnahme zu Problemen, in denen auch der europäische Osten mitengagiert ist. Die Ausführungen des Bundesrates über die Beziehungen der Schweiz zu den Interventionsstaaten finden unsere Unterstützung. Ausser dem momentanen Problem der Ostkontakte angesichts der aufwühlenden Ereignisse — Vorsicht und betonte Skepsis sind selbstverständlich und notwendig — gibt es das Problem der langfristig konzipierten Ostpolitik. Die Schweiz und mit ihr der Westen besitzen und verteidigen geistige Werte und Güter, die als menschliche Sehnsucht auch in Diktaturstaaten nie im Keime erstickt werden können. Wissenschaftliche und kulturelle Kontakte, vor allem auf der Ebene von Gesellschaften und zwischen Privatpersonen, können Ermutigung bedeuten für eine künstlerische, wissenschaftliche und politische Elite, deren Ausstrahlungskraft ins Volk sich in einigen Oststaaten bereits so deutlich manifestiert hat. Wir brauchen die geistige Auseinandersetzung mit dem Osten nicht zu scheuen. Wir sind überzeugt, dass trotz aller Rückschläge auch in den heute diktatorisch regierten Ländern schliesslich die Freiheit durchbrechen wird. Das Streben nach wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Gerechtigkeit muss von dem Gedanken der Menschenwürde und der Freiheit getragen sein. Freiheit und Gerechtigkeit gehören zusammen.

Den Völkern, die sich diesem Gedankengut verpflichtet fühlen, bezeugen wir unsere Zuneigung, keineswegs aber den Regimen, die diese Völker in Unfreiheit halten.

M. Chevallaz: La fraction radicale démocratique de ce Conseil approuve la déclaration du Conseil fédéral. Les démocraties sont promptes à manifester une indignation généreuse, elles la soulignent avec vigueur, mais elles oublient rapidement et se rassurent avec facilité. Les illusions dont elles se bercent leur assurent parfois des réveils brutaux. Pourtant l'événement qui nous occupe ne doit pas nous étonner. Sans obéir à une fatalité absolue qui condamnerait irrémédiablement la liberté, il s'inscrit dans une certaine perspective de l'histoire, dans une certaine nature des choses et dans une certaine logique des systèmes. Il s'inscrit d'abord dans une vocation d'expansion séculaire de la Russie, dans une inquiétude aussi, inquiétude gravement ravivée par l'invasion de 1941, dans un réflexe défensif allant à l'encontre de cette formule du «Drang nach Osten».

L'événement s'inscrit ensuite dans la logique du système communiste lui-même. Un régime installé par la Révolution, une révolution que Marx qualifiait d'«inévitablement» violente, un régime confiant tous les pouvoirs à l'Etat, et, pour une période théoriquement provisoire, remettant tous les pouvoirs dans cet Etat à un parti unique, réputé avant-garde du prolétariat, «guide et chef de tous les travailleurs», ne démobilise pas sans péril pour lui-même, sans mettre en cause sa propre existence, sans faire exploser la somme des ressentiments accumulés sous la contrainte. Nous ne refusons pas au communisme et à sa structure autoritaire une remarquable et redoutable efficacité, mais nous constatons, objectivement, sans passion, l'incompatibilité qu'il y a entre le communisme — russe, chinois ou occidental — et la liberté démocratique. Cela est si vrai que les plus intelligents des docteurs de la loi parmi les communistes d'occident, de France, d'Italie ou de Suisse, après avoir réprouvé l'invasion de la Tchécoslovaquie, désapprouvent de plus en plus modérément, demain expliqueront, après-demain approuveront l'intervention des puissances du Pacte de Varsovie, comme ils l'ont fait depuis 1939 en d'autres circonstances aussi tragiques, le sens de la discipline du parti l'emportant chez eux sur l'indépendance et la vocation de liberté. «Il ne leur a pas été aisé», confessent-ils en propres termes, «de réprouver l'intervention militaire». Et ce qu'ils réclament pour la Tchécoslovaquie, ce n'est pas la liberté du débat démocratique, mais que «pleine liberté d'action soit rendue aux organismes réguliers et légaux du parti communiste et de l'Etat tchécoslovaque», selon les termes d'un des plus brillants maîtres à penser du Parti suisse du travail.

Il n'est donc guère question, même pour les communistes occidentaux, d'établir une démocratie libre, mais seulement de reconnaître certaines autonomies nationales dans le cadre d'un système strictement contrôlé par le Parti communiste. Ce n'est pas un jugement, mais une constatation.

Les événements de Tchécoslovaquie s'inscrivent enfin dans la logique du système déplorable qui a réglé le sort du monde et de l'Europe dans les derniers temps et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire dans le partage du monde et plus particulièrement de l'Europe en deux zones d'influences, entre deux blocs, entre deux puissances, moins d'ailleurs par les accords de Yalta en eux-mêmes que par l'interprétation extensive qui leur a été donnée par la Russie.

Telle est la nature des choses, telle est la logique des systèmes. Cela ne signifie pas, aux yeux de la fraction radicale de cette assemblée, que nous devions rester passifs, dans ce partage du monde, au spectacle des coups

de force, des violences, des abus de puissance, d'où qu'ils viennent d'ailleurs. A cet égard la réaction vigoureuse de l'opinion suisse aux événements de Prague était saine, juste, nécessaire, comme est naturelle et nécessaire la sympathie témoignée au peuple tchécoslovaque et à ses réfugiés. Le problème est aujourd'hui pour nous — petite démocratie — de dépasser le stade émotionnel pour définir une attitude qui prenne en considération, dans notre volonté obstinée de liberté et de paix dans la justice, la réalité politique de l'Europe.

La première des évidences que la situation nous oblige de constater, c'est le peu de cas fait de la liberté des petites puissances, l'impuissance, hélas totale en la circonstance, de l'Organisation des Nations Unies à sauvegarder leur droit. On comprend dès lors les réserves faites chez nous ou ailleurs quant à la ratification du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il est raisonnable, il est nécessaire que soit empêchée la dissémination de ces armes infernales. Mais nous ne saurions souscrire à des accords qui ne donneraient pas aux petits Etats des garanties suffisantes contre l'arbitraire des grandes puissances.

Il résulte de cette évidence que nous devons, dans la menace latente et permanente, compter d'abord sur nous-mêmes, c'est-à-dire, au premier chef, sur la préparation de notre défense nationale, sur la nécessité de consentir à notre armée, comme à la population civile, les équipements nécessaires, non inconditionnels, mais rationnellement conçus.

Certains de nos compatriotes, sincères sans doute, et pleins des meilleures intentions, vont exaltant les mérites de la résistance passive, laissant entendre que nous ferions bien de démobiliser notre dispositif militaire et d'opposer aux chars blindés d'un envahisseur éventuel la vertu de nos poitrines découvertes et la pureté de notre bonne conscience. C'est, je crois, une grave illusion. Il est hélas dans la nature de notre condition humaine que la force reste la force, et que, dans le quadrillage d'une occupation militaire et d'une répression policière, la résistance passive exige une force morale exceptionnelle qui ne peut être conservée longtemps ou qui ne peut être que l'ultime moyen ou l'apanage d'une élite. Le silence opaque et la durée implacable des régimes totalitaires de toutes tendances démontrent qu'il vaut mieux leur tenir tête par la force quand il est temps que de compter sur les prédications de la non-violence pour les convertir à la liberté.

Mais la défense militaire et la protection des populations civiles ne suffisent pas. Il faut, à notre défense, une infrastructure économique, l'équipement d'une agriculture robuste, apte à ravitailler le pays dans les temps difficiles, comme elle l'a fait de 1939 à 1945. Il faut aussi et surtout la cohésion de notre peuple, la compréhension, une entière et réciproque estime des personnalités qui le constituent dans leurs diversités de culture, de conception spirituelle et d'intérêts économiques.

Mais l'indépendance nationale n'exclut pas la solidarité. Elle l'exige plutôt dans son intérêt propre. La cohésion de l'Europe, sa prospérité et sa liberté sont les conditions de notre propre liberté et de notre activité économique. Nous ne saurions, désormais, contempler les efforts laborieux, pénibles, de la coopération européenne, du haut de notre belvédère alpestre avec la passivité sceptique et narquoise de l'enfant sage qui n'est pas en cause. Nous sommes, nous aussi, dans l'Europe, solidaires de sa réussite ou de sa faillite.

Protestation contre les abus de la force. Inquiétude fondée quant au sort de la liberté. Cela signifie-t-il que nous devons rompre toutes relations diplomatiques, économiques, sportives et culturelles avec les pays de l'Est?

La fraction radicale ne le pense pas. D'abord parce que si nous voulions — non sans quelque pharisaïsme — faire prévaloir des critères de liberté démocratique dans nos relations internationales, nous nous verrions contraints de rompre avec certains pays situés ailleurs qu'à l'Est et où des régimes d'autorité se sont installés et se maintiennent par la force plus que par la conviction populaire.

La politique dite de détente a sans doute réservé de graves déceptions et désillusions. Il convient de ne pas en être dupe, de ne pas s'y engager d'une manière unilatérale, de ne pas s'y abandonner dans la confusion et dans les illusions. Et pourtant la coexistence pacifique entre les Etats, les échanges entre peuples vivant sous des régimes profondément divers, tout ce long et difficile effort de compréhension nous paraît, à tout prendre, une politique plus raisonnable que le retour à la guerre froide, à ses manœuvres et contre-manœuvres, à ses menaces et à ses chantages à la peur...

La vocation et la mission de notre petit pays indépendant et neutre est d'être d'abord maître de lui-même, maître de ses décisions, libre dans ses opinions, sans complaisance, mais c'est aussi de s'employer à atténuer les antagonismes, à éviter les conflits, à servir les intérêts de la paix dans la justice et la compréhension entre les peuples. Cette vocation et cette mission qui sont les nôtres, qui sont notre raison d'être, doivent l'emporter sur des réactions purement sentimentales et émotionnelles.

Par là, nous servirons la paix mais aussi, en fin de compte, la liberté. Car, en définitive, les échanges internationaux, la confrontation pacifique des économies, de la recherche scientifique et de la culture ne peuvent que servir la liberté. Ce contact, maintenu en dépit des désillusions et des déceptions que nous avons subies et que nous subissons encore, n'est-il pas aussi, pour les peuples qui souffrent dans la servitude, une dernière lucarne, un dernier soupirail, une dernière espérance ouverte sur la liberté?

Tschanz: Das Schweizervolk hat spontan und unmissverständlich seiner Empörung über den brutalen und hinterhältigen Gewaltakt der sowjetischen Machthaber gegenüber dem freiheitsliebenden tschechoslowakischen Volk Ausdruck gegeben. Die Fraktion der Schweizerischen Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei hat mit grosser Genugtuung diese gesunde Reaktion zur Kenntnis genommen, darf sie doch als Zeichen staatspolitischer Reife und des Verantwortungsgefühls gegenüber bedrängten Völkern gewertet werden. «Niemals vergessen» hiess der Appell einiger Unentwegter in der Folge der Ungarnkrise im Jahre 1956. Das Echo ist in den letzten Jahren vielerorts verstummt, obschon die kommunistischen Machthaber in Vietnam und im Nahen Osten ihre Aggressionspolitik demonstrierten. Mit der völkerrechtswidrigen Intervention in der Tschechoslowakei hat das totalitäre Regime von Moskau sein wahres Gesicht einmal mehr enthüllt. Mit etwelchem Erstaunen hat die Partei zur Kenntnis genommen, dass Leute, die Wochen zuvor nicht genug für eine Vermehrung der Ostkontakte eintraten, sogar der Freundschaft mit der Sowjetunion das Wort redeten, nach dem Ueberfall an den Protestkundgebungen als Erste vor die Mi-

krophone traten und den Warschauer-Pakt-Mächten den kalten Krieg erklärten. Die BGB-Fraktion gibt ihrer grossen Erwartung Ausdruck, dass der Appell «Niemals vergessen» die Entwicklung nachhaltiger überdauern wird.

Die Fraktion erachtet es als notwendig, dass der Bundesrat aus den neuesten Ereignissen im Osten die notwendigen Konsequenzen zieht. Dabei sollen die bewährten Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik hochgehalten bleiben. Das aber will und darf nicht heissen, dass bei einem Ueberfall auf ein nach Freiheit ringendes Volk der Bundesrat mit vorsichtiger, ja geradezu ängstlicher Diplomatie reagieren muss. Die BGB-Fraktion hätte vom Bundesrat eine schärfere Sprache in der Verurteilung des kommunistischen Gewaltaktes erwartet. Unsere Landesbehörde braucht sich nicht zu scheuen, den Gefühlen des Volkes offen Ausdruck zu geben. Die BGB-Fraktion muss bei dieser Gelegenheit ihrer Enttäuschung über die Haltung der Uno, insbesondere ihres Generalsekretärs, angesichts der Ereignisse in der Tschechoslowakei Ausdruck geben. Warum hat U Thant seine festgesetzte Reise nach Prag trotz des Ueberfalles nicht gleichwohl unternommen? Warum schweigt er zu Biafra? Wie am Beispiel Israels zeigt sich auch hier, mit wie wenig Unterstützung ein Kleinstaat von seiten gewisser Instanzen der Uno rechnen kann. Der Bundesrat kann sich unserer Meinung nach vorläufig ruhig die Mühe ersparen, nach Modalitäten für einen Beitritt zur Uno zu suchen. Er hat dem Parlament in seinen Richtlinien zur künftigen Regierungspolitik auf Ende dieses Jahres einen Bericht über die Aussenpolitik und das Verhältnis unseres Landes zur Uno angekündigt. Wir wissen, dass bis vor kurzem jedenfalls weitherum, bis hinauf zu höchsten Stellen, ein Beitritt zur Uno befürwortet wurde. Die BGB-Fraktion ist anderer Meinung. Sie hat in ihrer Erklärung zur künftigen Regierungspolitik die Akzente wie folgt gesetzt: «Die Fraktion hebt mit aller Deutlichkeit hervor, dass Unabhängigkeit und Neutralität unbedingt Priorität haben müssen. Das Schweizervolk muss sich der Werte der Eigenständigkeit bewusst bleiben, denn schliesslich liegt hierin die erste Voraussetzung zur Freiheit von Land und Volk. Das Prinzip der Universalität, wie es der Bundesrat würdigt, darf nicht zu einer Flucht ins Kollektive werden.» Soweit unsere damalige Erklärung. Dabei sei einmal mehr hervorgehoben, dass sich die Schweiz ausserhalb dieser Organisation eine weltweit anerkannte Vertrauensstellung schaffen konnte, ohne Mitglied der Uno zu sein.

Die Besetzung der Tschechoslowakei hat die diplomatischen Beziehungen zu den Warschauer-Pakt-Staaten einer Belastungsprobe unterstellt. Die BGB-Fraktion ist der Meinung, die ganze Frage der Ostkontakte müsse auf jeden Fall von Grund auf neu überprüft werden. Die Politik des Kremls muss auch in der Frage einer allfälligen Unterzeichnung des Atomsperrvertrages zu einer Ernüchterung führen. Wie soll ein Vertrag beurteilt werden, nachdem sich ein weiteres Mal herausgestellt hat, dass auf eine Unterschrift der Sowjetkommunisten völkerrechtlich offensichtlich kein Verlass ist? Die Jugendfraktion der schweizerischen BGB weist in einer Entschliessung zu diesem Problem unter anderem auf die beiden Abstimmungen hin, worin sich das Schweizervolk eindeutig gegen einen Verzicht auf die Atomwaffen aussprach. Diese Willensäusserung sei nach wie vor zu respektieren. Die Jugendfraktion fordert sodann mit Nachdruck, dass die Frage einer allfälligen Ratifizierung des Atomsperrvertrages durch die zustän-

digen Kommissionen vorberaten, den Räten unterbreitet und von einem Volksentscheid abhängig gemacht werde. Volk und Behörden haben aus den Ereignissen in der CSSR nicht nur aussenpolitische, sondern auch innenpolitische Konsequenzen zu ziehen.

Es müssen die Anstrengungen zu erhöhter Wachsamkeit und Wehrebereitschaft verstärkt werden. Die gemeinsamen Bemühungen des Westens zur Entspannung der internationalen Politik dürfen uns nicht darüber hinwegtäuschen, dass Rückschläge jederzeit möglich sind und unsere Abwehrebereitschaft eine feste Maxime bleiben muss.

Es gilt aber auch, der wirtschaftlichen Kriegsvorsorge besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Der Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes hat kürzlich die Bedeutung der Kriegsvorsorge bestätigt und wichtige Massnahmen zugesichert. In diesem Zusammenhang sei erwähnt, wie gut es unserem Volk und den Konsumentenorganisationen anstehen würde, wenn der Geist der Schweizer Woche wiederum aufgewertet würde. Alle Vorkehrungen, die die Stellung der einheimischen Produktion schwächen, unterhöheln das Ziel der nationalen Selbstbehauptung. Eine Kopfklärung und Besinnung auf die Eigenständigkeit unseres Landes sind hier angezeigt. Neben der militärischen und wirtschaftlichen Landesverteidigung muss die geistige Abwehrebereitschaft den Anforderungen der Zeit gerecht werden.

Kollege Nationalrat Hofer hat zur Frage der Sicherstellung der Information in Kriegszeiten ein Postulat eingereicht. Er weist am Beispiel der Tschechoslowakei auf die entscheidende Bedeutung der Kampfführung auf dem Gebiet der Information für den Durchhaltewillen eines Volkes hin. Die Schaffung eines ausgebauten Netzes von geheimen Informationszentren ist unbedingtes Erfordernis. Gleichzeitig muss darauf hingewiesen werden, dass bei den Massenmedien Radio und Fernsehen nur wirklich verantwortungsbewusste, unseren freiheitlichen Idealen sich verpflichtete fühlende Mitarbeiter tragbar sind. Man hat vielerorts das beunruhigende Empfinden, die Leitung der SRG lasse sich diesbezüglich in ihrer Personalpolitik zu wenig von diesen Grundsätzen leiten. Ganz allgemein muss festgestellt werden, dass der staatsbürgerlichen Erziehung und Schulung trotz den Ereignissen immer noch zu wenig Aufmerksamkeit geschenkt wird. Wir sind der Meinung, die Jugend habe ein Anrecht, aus schweizerischer Sicht vermehrt anhand des aktuellen Geschehens aufgeklärt zu werden.

Anerkennung möchte die BGB-Fraktion dem Bundesrat für seine aufgeschlossene Asylpolitik aussprechen. Abschliessend möchte die Fraktion festhalten, dass das tragische Schicksal des tschechoslowakischen Volkes unseren Behörden und unserem Volk eine Ernüchterung von Illusionen und eine heilsame Lehre für die Zukunft erteilt hat. Aufgerüttelt aus der weitverbreiteten Wohlstandspsychose sollten die Grundsätze neu erkannt werden, auf denen unsere Freiheit und Unabhängigkeit allein beruhen. Seien wir uns bewusst, dass sich unser Kleinstaat nur behaupten können, wenn das Volk, alt und jung, gesund im nationalen Denken und fortschrittlich in seiner Solidarität mit allen positiven Kräften zu wirken vermag.

Vontobel: Die Landesring-Fraktion begrüsst die heutige Aussprache. Wir befinden uns in einer Welt der Zerrissenheit. Täglich hören wir von Machtkämpfen, von Kämpfen um Ideologien, Kämpfen zwischen Weissen und Schwarzen, Kämpfen für und gegen die Freiheit. Ich er-

wähne Vietnam, Biafra und die Auseinandersetzungen zwischen den Arabern und den Israelis, um nur drei Brennpunkte der Gegenwart zu nennen. Heute werden wir plötzlich aus unmittelbarer Nähe mit der Brutalität solcher Auseinandersetzungen konfrontiert durch den Ueberfall der Russen in der Tschechoslowakei. Wie waren unsere Reaktionen? Die Reaktion des Bundesrates war leider schwach und unklar. Wir sind froh, dass die heutige Stellungnahme des Herrn Bundespräsidenten deutlicher ausgefallen ist. Klar war die Stellungnahme von Presse, Radio und Fernsehen, die Stellungnahme der Parteien und, was besonders erfreulich war, die Stellungnahme der ganzen Bevölkerung in vielen Manifestationen. Erfreulich war auch — obwohl ich diesen Gremien angehöre, sage ich dies — nach der schwachen Stellungnahme des Bundesrates jene der aussenpolitischen Kommissionen und der Fraktionspräsidenten-Konferenz.

Wenn wir so handelten und so reagierten, möchte ich deutlich sagen, dass diese Reaktionen keine Anerkennung des Kommunismus in irgendeiner Form bedeuten, sondern sie waren die moralische Unterstützung des tschechischen Volkes in seinem Willen zur Pressefreiheit und zur Meinungsfreiheit, die beide das höchste Gut eines freien Volkes sind. Es ging ihnen um das Selbstbestimmungsrecht des Volkes. Es ging uns bei diesem Protest darum, deutlich zu sagen, wie wir das verbrecherische Eingreifen der Sowjets in die nationale Souveränität eines Staates beurteilen. Es muss schlecht bestellt sein um eine Ideologie, wenn Presse-, Radio- und Fernsehfreiheit, die freie Meinungsäusserung und die freie Meinungsbildung mit Panzern verhindert werden müssen, und dazu gewiss ein Zeichen der Schwäche; denn nur wer geistig einer Lage nicht gewachsen ist, benützt die Faust oder greift zur Waffe. Es ist aber auch für die Aggressoren ein Zeichen der Schwäche in ihrem eigenen Lande, nämlich in der Sowjetunion.

Wie sollen wir uns von der Schweiz aus nun weiter verhalten? Die ersten Reaktionen waren gefühlsbetont. Man hat vom Abbruch der Kontakte gesprochen. Ich gestehe offen, dass auch wir von unserer Seite aus die diplomatischen und wirtschaftlichen Beziehungen zu diesen Ländern angesichts dieser Reaktionen als fragwürdig betrachteten. Wenn man aber weiterdenkt, muss man die Menschlichkeit in den Vordergrund stellen. Wir dürfen nicht vergessen, dass auch hier, wie an andern Orten, die Meinung des einfachen Mannes nicht jener seiner Führer entspricht. Der Drang nach Freiheit ist in diesen östlichen Ländern tiefer verwurzelt, als wir es ahnen. Sollen wir nun diese Kontakte abbrechen, sie isolieren? Ich glaube nein! Wir haben doch mit der Zukunft zu rechnen. Je mehr wir diese Menschen von unserer Welt ausschliessen, desto stärker treiben wir sie in die Abhängigkeit der Sowjets, die sie alle unter ihrer Knute und von ihnen abhängig wissen wollen. Die Sowjetunion hat mit ihrem Eingreifen in der Tschechoslowakei den Beweis dafür geliefert. Und gerade die neutrale Schweiz sollte den unterdrückten Menschen durch gezielte Kontakte den Mut zur Freiheit stärken. Also kein Abbruch der Beziehungen, sondern im Gegenteil gezielter Ausbau derselben! Wir dürfen nicht nur von der Menschlichkeit sprechen, sondern müssen auch danach handeln. Hand in Hand damit aber muss die Aussenpolitik der Schweiz aktiviert werden, und zwar wiederum primär von der menschlichen Seite her. Die Schweiz soll nicht nur ein Hort des Geldes und ihrer Banken sein. So ist ja der Ruf der Schweiz, aber meines

Erachtens zu Unrecht; denn es gibt noch bedeutende andere Werte in der Schweiz. Die Schweiz kann ein Hort des Geistes sein, ja sie muss es sein, eine Plattform für die geistige Auseinandersetzung, eine Plattform für die Möglichkeiten der Aussprache zwischen allen Freiheitswilligen, gewissermassen die Schweiz der offenen Türe für alle, die sich um ihre Freiheit kümmern und die um ihre Freiheit besorgt sind. Selbstverständlich werden im Rahmen aktiver Aussenpolitik die humanitären Aufgaben immer sehr stark im Vordergrund stehen, ich denke an das Asylrecht. Ich möchte namens unserer Fraktion dem Bundesrat und den beteiligten Beamten ein Kompliment machen dafür, dass das Asylrecht sehr weitherzig und sehr ausgezeichnet gepflegt wurde im Zusammenhang mit den Wirren in der Tschechoslowakei. Ich denke ebenfalls an das Rote Kreuz, auch an die Katastrophenhilfe, die ein sehr bedeutendes Werk für die schweizerische Humanität werden könnte. Eine rasche Realisierung wäre sehr von Wert, ich bin derselben Auffassung wie unser Kollege Furgler. Dringlich und notwendig aber ist die Schaffung einer aussenpolitischen Konzeption, die wir leider vermissen. Es wird zu stark von Fall zu Fall gehandelt, oft sehr zögernd und widersprüchlich, oder aber dem Volke nicht verständlich. Hier muss auch in aussenpolitischen Fragen der Ausbau der Information vorstatten gehen, vor allem auch die Aufklärung darüber, welchen Sinn die schweizerische Neutralität, die ja im Vordergrund steht, in der heutigen zerrissenen Welt noch hat, genau so wie unser Verhältnis zu den bestehenden Organisationen, zur Uno. Ich weiss, die Uno wird sehr kritisch betrachtet und oft sehr negativ beurteilt, manchmal zu Recht, aber sie ist doch die Plattform zur Aussprache. Es ist sehr zu prüfen, ob es nicht auch für die Schweiz von Wert wäre, wenn sie diese Plattform als Sprachrohr benützen könnte. Im Sinne einer aktiven Aussenpolitik ist auch dieser Seite Aufmerksamkeit zu schenken. Dazu kommt die Stellungnahme zum Atomsperrvertrag. Es ist zu begrüssen, dass die Schweiz aktiv mit Vorschlägen in Genf eingegriffen hat. Ob man mit den einzelnen Vorschlägen einverstanden ist oder nicht, spielt an sich keine Rolle, aber man hat die Schweiz gehört. Aber ich teile die Auffassung unseres Herrn Bundespräsidenten und des Bundesrates, dass wir uns hier nicht zur Kasse drängen, dass wir ruhig abwarten und sehen, welche Sicherheiten seitens der Sowjetrussen, seitens der andern Besitzer von Atomwaffen noch eingebaut werden können, damit wir wirklich sicher sind, ganz abgesehen von der Vertragswürdigkeit einzelner Vertragspartner.

Sowohl die aussenpolitische Konzeption als auch die Stellungnahme zu all diesen Fragen müssen unter Mitwirkung der aussenpolitischen Kommissionen und weiterer Kreise erarbeitet werden. Dies ist bisher nur mangelhaft geschehen; dies wäre auszubauen und hätte eine Lehre für die Zukunft zu sein.

Wir wollen mit offenen Augen und offenen Herzen in die Zukunft blicken, realistisch und von Fall zu Fall geistesgegenwärtig. Es wird eine vorzügliche Aufgabe der Schweiz sein, in der Zukunft wachsam, hilfsbereit zu sein, offen für jedes Gespräch, unmissverständlich in ihrer Stellungnahme gegenüber allen Unterdrückern anderer Nationen, und zwar gleichgültig, ob diese sich im Westen, im Fernen Osten oder im Osten Europas befinden.

Dürrenmatt: Die Liberal-demokratische Gruppe dankt zunächst dem Herrn Bundespräsidenten für seine

heutige präzise Darstellung der Situation. Wenn sich im folgenden einzelne Ueberschneidungen mit unserer eigenen Argumentation ergeben, so bitte ich Sie, das als Unterstreichungen zu betrachten.

Die überfallartige militärische Besetzung der Tschechoslowakei muss für uns in der Schweiz nach drei Richtungen hin überdacht und beurteilt werden:

1. Der Vorfall gehört in den Zusammenhang der machtpolitischen Situation der Sowjetunion in Europa und will im Blickwinkel auf ihre aussenpolitischen Methoden beurteilt sein.

2. Das Ereignis muss überdies in den gesamten Zusammenhang der Weltlage hineingestellt werden.

3. Die Ergebnisse beider Untersuchungen sind mit der Aussenpolitik der Neutralität der Schweiz zu konfrontieren. Dabei wird der Tatsache ein besonderes Augenmerk zu widmen sein, dass wir es mit einem Zustande zu tun haben, der generell typisch ist und der auf Jahre hinaus krisenhaft und spannungsreich bleiben wird.

Zu Punkt 1. Die Staatsführung der Sowjetunion entschloss sich, gegen die freiheitliche Reformbewegung der Kommunistischen Partei der Tschechoslowakei vorzugehen, weil sie in der Bewegung den Anfang einer ideologischen Revolte sah, und weil sie befürchtete, als Konsequenz werde sich für die Sowjetunion der Verlust ihrer ideologischen und machtpolitischen Stellung im Raume Ostsee-Elbe-Donau ergeben, wie sie sie zwischen 1945 und 1948 gewonnen hat. Die Sowjetunion kann und will keinerlei Erschütterungen dieser für sie wichtigen Machtstellung in Mitteleuropa dulden. Diese Ueberlegung hat den Primat gegenüber allen andern, vor allem gegenüber eventuellen politisch-moralischen Bedenken. Die propagandistische Argumentation, mit der die Führung der Sowjetunion den Schlag gegen die Tschechoslowakei zu rechtfertigen versucht hat, zeigte, dass alle politischen und völkerrechtlichen Einwände, die gegenüber einem derartigen Vorgehen erhoben werden könnten, von der Sowjetpropaganda dialektisch und skrupellos in ihr Gegenteil verkehrt und die Gewaltakte als absolut gerechtfertigt dargestellt werden.

Nicht nur die gegenwärtige, sondern auch die zukünftige Situation in Ost- und Südeuropa ist aus dem erwähnten Zusammenhang mit der machtpolitischen Stellung der Sowjetunion zu verstehen. Da nicht damit gerechnet werden kann, dass sich die freiheitliche Bewegung in den sowjetischen Satellitenstaaten in Ost- und Mitteleuropa legen wird, bleibt die innere Lage in diesem Teil Europas weiterhin labil und lässt Ueberraschungen zu.

Zu Punkt 2. Die weltpolitische Situation, innerhalb der der militärische Schlag der Sowjetunion gegen die mit ihr verbündete Tschechoslowakei gesehen werden will, ist durch zwei wesentliche Erscheinungen gekennzeichnet:

Auf der einen Seite spielt sich eine vornehmlich machtpolitisch, aber auch ideologisch bedingte Auseinandersetzung ab zwischen den Vereinigten Staaten, der Sowjetunion und der Volksrepublik China. Die beiden zurzeit gefährlichsten Spannungsherde in diesem Mächtedreieck bilden der Krieg in Vietnam und die anhaltenden Spannungen im Nahen Osten. Auf diesem Hintergrund nimmt die durch nationalistische Vorstellungen wie durch eine ungelöste und schwere soziale Problematik bedingte Unruhe unter den Entwicklungsvölkern zu. Mehr und mehr wenden sich diese Staaten vom Versuch ab, demokratische Regimes aufzubauen;

sie vertrauen ihre Geschicke oft ehrgeizigen, skrupellosen und unberechenbaren Politikern an.

Den Gegenpol zur Entfesselung der Machtpolitik müsste das Forum der Vereinten Nationen bilden. Dort aber geraten die Probleme in zunehmendem Umfang unter den Antagonismus «Antikolonialismus gegen Kolonialismus». Der machtpolitische Gegensatz zwischen den Vereinigten Staaten und der Sowjetunion schwächt die Handlungsfreiheit der Vereinten Nationen, da die Sowjetunion im Zweifelsfalle mit dem Veto jede Aktion der Uno zu verhindern vermag und bis jetzt in mehr als hundert Fällen sie auch verhindert hat. — Als einzige zurzeit noch wirksame Garantie gegen den Ausbruch eines allgemeinen Krieges erscheint die Furcht vor den Folgen einer atomaren Katastrophe. So trägt die Weltlage alle Züge einer Dauerkrise.

Zu Punkt 3. Unsere schweizerische Situation ist diejenige eines kleinen Landes, dessen materielle Machtmittel äusserst beschränkt sind und dessen Verhalten auf die grossen Entscheidungen der Weltpolitik keinen Einfluss hat. Die Brutalität des Vorgehens der Sowjetunion gegenüber einem mit ihr verbündeten kleinen Land, die Einflusslosigkeit, zu der wir dem Geschehen gegenüber verurteilt sind, haben uns abermals unsere Machtlosigkeit bewusst werden lassen und sind geeignet, das Vertrauen in die Zukunft unserer eigenen selbständigen politischen Existenz in breiten Schichten unseres Volkes zu erschüttern; sie bewirken auf der andern Seite rein emotionell bedingte, sich ablösende Reaktionen auf jeden unerquicklichen Vorfall der Weltpolitik.

Wir sehen in dieser, sich im Effekt aufhebenden Verbindung zwischen emotionalen Aktionen gegen das Unrecht im Weltgeschehen und einer sich ausbreitenden fatalistischen Tendenz, die durch destruktive, den politischen Existenzwillen des Volkes bewusst schwächende Aktionen noch gesteigert wird, eine bedenkliche und gefährliche Entwicklung. Die Lage verlangt von uns, sich entschiedener als bisher mit der innen- wie mit der aussenpolitischen Problematik unserer eidgenössischen Existenz auseinanderzusetzen.

Was die Aussenpolitik betrifft, so ist es Pflicht aller Behörden, den aussenpolitischen Themata vermehrte Aufmerksamkeit zu schenken. Wir begrüssen, wie auch die Unabhängigen in ihrer Erklärung, deshalb die heutige, der Aussenpolitik gewidmete Debatte. Sie leistet einen Beitrag an die dringlich gewordene Standortbestimmung. Es gilt nicht nur, unsere Sympathie mit allen kleinen Völkern zu bekunden, die um ihre Existenz ringen, sondern vor allem mit uns selbst ins reine zu kommen.

Eine Analyse der internationalen Verhältnisse ist mit dem Prinzip der Neutralität zu konfrontieren, mit der Frage, ob dieses Prinzip noch gültig sei, und hernach mit den Möglichkeiten der Neutralitätspolitik. Ich füge hinzu, dass die liberal-demokratische Gruppe der Auffassung ist, Zustand und Gang der Weltpolitik bestätigen die Richtigkeit unserer Politik der Neutralität.

Vordringlich scheint uns, die aussenpolitischen Beziehungen der Schweiz nach allen Richtungen hin zu überprüfen. Es ist im Rahmen dieser Erklärung nur möglich, knappe Hinweise zu tun:

Die Frage des schweizerischen Beitritts zu den Vereinten Nationen — und darin unterscheide ich mich von den Ausführungen des Kollegen Furgler — ist am allgemeinen Zustand der Uno zu messen. Darüber hinaus ist der Tatsache Beachtung zu schenken, dass die Tschechoslowakei gezwungen wurde, ihre Freunde zu

bitten, die Vorstösse im Sicherheitsrat der Vereinten Nationen zu annullieren und auf einen eigenen Vorstoss in der Generalversammlung zu verzichten. Weiter verdient grösste Beachtung, dass die Sowjetunion, im Zusammenhang mit der Besetzung der Tschechoslowakei und im Hinblick auf ihre Politik der Bundesrepublik Deutschland gegenüber, die Artikel 53 und 107 der Satzungen der Vereinten Nationen in die Diskussion gezogen hat. Beide Artikel handeln vom Interventionsrecht gegenüber «Feindstaaten des Zweiten Weltkrieges». Die Tatsache, dass die Sowjetunion heute auf einmal mit diesen Artikeln operiert, muss für unsere eigene Uno-Diskussion wesentlich mehr Gewicht haben als der Umstand, dass die westlichen Mächte die Anrufung der betreffenden Artikel als widerrechtlich bezeichnet haben.

Von weiteren aktuellen aussenpolitischen Themata erwähnen auch wir die Frage der Unterzeichnung des Atomsperrvertrages, sodann die Gestaltung der schweizerischen Integrations- und Europapolitik, angesichts einer europäischen Situation, wie sie in der Diskrepanz zwischen den Auffassungen Frankreichs und der europäischen Nato-Staaten zum Ausdruck kommt, ferner die Gestaltung der Flüchtlingsfrage, in der wir entschieden weitergekommen sind, und schliesslich den wichtigen Komplex unserer politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Beziehungen zu den Staaten des Warschauer Paktes.

Keines dieser Probleme darf für sich allein beurteilt und für sich allein behandelt werden. Ihre Behandlung gehört in den Rahmen eines Konzeptes, das von beiden Einsichten ausgeht, dass die Schweiz innerhalb einer weitgehend wirtschaftlichen und kulturellen Integration mit der Weltpolitik unabhängig existieren will, und dass sie sich in einem krisenhaften und labilen Zustand wird bewähren müssen, der noch Jahre dauern wird. — Unser Volk erwartet von seinen Behörden eine bewusste und klare Hinwendung zu den existentiellen Fragen unserer Aussenpolitik. Es will den Willen zum Bestehen der Probe von Bundesrat und Bundesversammlung spüren. Die heutige Debatte möge dazu den Anfang bilden.

Sauser: Die demokratische und evangelische Fraktion hat mich beauftragt, in der Diskussion über die Interpellation von Herrn Vizepräsident Aebischer ebenfalls einige Bemerkungen anzubringen. Wir betrachten diese Gelegenheit zu einem öffentlichen Meinungsaustausch über die Vorgänge in der Tschechoslowakei gewissermassen als Ersatz für die von einigen Ratskollegen verlangte ausserordentliche Session der Bundesversammlung. Ich halte es persönlich für besser, dass das nötige Quorum für die sofortige Einberufung des Parlamentes damals nicht erreicht worden ist. Wir hätten ja hier über die bedrückenden Vorgänge in der Tschechoslowakei nur reden, aber gar nichts beschliessen können. Das hätte dem Bund nicht nur unnötige Kosten verursacht, sondern ausserdem in unserem Volke enttäuschend wirken müssen. Der Wunsch nach einer ausserordentlichen Session der eidgenössischen Räte war immerhin verständlich, weil die erste Erklärung des Bundesrates zur Lage so farblos, um nicht zu sagen kläglich, ausgefallen ist. Wer für diese Fehlleistung im einzelnen die Verantwortung zu tragen hat, entzieht sich unserer Kenntnis. Ich stimme mit meinen Vorrednern überein, dass die heutigen Ausführungen von Herrn Bundespräsident Spühler dazu in einem wohlthuenden Gegensatz stehen.

Es ist den beiden aussenpolitischen Kommissionen des Parlamentes dafür zu danken, dass sie sich innert

nützlicher Frist mit der Situation befasst haben und in ihrer Vernehmlassung auch das zu sagen wussten, was das Schweizervolk in jenem Augenblick erwartete.

Die Taten des Bundesrates waren immerhin besser als seine Worte. Besonders verdienen die vorgekehrten humanitären Massnahmen und die grosszügige Einstellung gegenüber den tschechischen Touristen und Flüchtlingen Anerkennung. Die Haltung, die das tschechoslowakische Volk beim brutalen Ueberfall durch sogenannte befreundete Armeen und auch heute noch, nach einem Monat militärischer Besetzung, gezeigt hat, findet unsere uneingeschränkte Bewunderung. Unser Staatsgrundsatz der politischen und militärischen Neutralität kann, so wenig wie zu den Zeiten Hitlers und Mussolinis, zur Indifferenz gegenüber andern Völkern verpflichtet, deren Hoffnungen auf einen kleinen Teil der Freiheitsrechte, die wir Schweizer seit langer Zeit geniessen, in empörender Weise enttäuscht worden sind. Ich stimme auch darin mit Herrn Bundespräsident Spühler überein, dass unsere Neutralität, soll sie glaubwürdig wirken, weiterhin nur bewaffnet sein kann.

Dem tapferen tschechoslowakischen Volk steht zweifellos eine sehr harte Zeit bevor. Es kann für die Betroffenen nur einen schwachen Trost bedeuten, wenn wir ihnen zurufen, es werde ja nicht immer so bleiben können, in fünf oder zehn oder spätestens in zwanzig Jahren werde es auch in der russischen Kommunistischen Partei zu einer Liberalisierung kommen müssen, und der sowjetische Griff in Osteuropa werde sich dann wieder lockern. Die Erkenntnis, dass keine irdische Macht, auch die Uno nicht, die Okkupanten zum sofortigen Verlassen des hinterlistig überfallenen Landes zwingen kann, ist nicht nur für die Betroffenen, sondern auch für uns sehr bedrückend. Sie hat nur die positive Wirkung, dass wir unsere eigenen Schwierigkeiten und Probleme wieder eher in den richtigen Proportionen sehen. Man hätte ja in den letzten Jahren oft meinen können, in unserem Lande sei alles so falsch gemacht, und es seien alle wichtigen Anschlüsse derart verpasst worden, dass die Zukunft der Schweiz in recht düsteren Farben gesehen werden müsse. Vor dem aktuellen weltpolitischen Hintergrund dürfte all das, was an unseren eigenen Zuständen zugegebenermassen unvollkommen ist, doch vielleicht in einem etwas milderen Lichte erscheinen.

In der ersten Empörung über den nächtlichen Ueberfall auf die Tschechoslowakei wurde neuerdings, wie schon bei der Ungarnkrise, der Ruf nach Abbruch der diplomatischen Beziehungen mit den an dieser verabschiedungswürdigen Aktion beteiligten Oststaaten verlangt. Ich möchte hier nicht wiederholen, was schon von Vorrednern in zutreffender Weise über die Ostkontakte gesagt worden ist. Ich möchte nur erklären, dass die Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit Oststaaten, wo sie noch nicht bestehen, beispielsweise mit der DDR, heute sicher nicht opportun ist. In diesem Sinne möchte ich die gestern verteilte Antwort des Bundesrates auf die Kleine Anfrage Vincent ausdrücklich begrüssen.

Wir müssen es der sowjetischen Regierung überlassen, wie unglaubwürdig sie ihre Worte durch ihre eigenen Taten machen will. Die Aktion in der Tschechoslowakei hat immerhin die Welt wieder einmal wachgerüttelt. Ich hatte persönlich wenigstens diesen Eindruck an der Interparlamentarischen Konferenz in Lima, wo der sowjetisch gelenkte Ueberfall auf ein befreundetes Land sozusagen einhellig verurteilt worden ist, und zwar auch von den Delegierten solcher Staaten, die sich

sonst gegenüber der Sowjetunion nicht gerne engagieren. Man kann in Vietnam über die Verteilung von Recht und Unrecht allenfalls in guten Treuen verschiedener Meinung sein. Man kann auch im Falle Biafra noch darüber diskutieren, wer die Hauptschuld am dortigen Elend trage. Im Falle der Tschechoslowakei kann man aber wohl in guten Treuen über Recht oder Unrecht des sowjetischen Ueberfalls nicht im Zweifel sein. Die vom Angreifer ins Feld geführten Vorwände sind so fadenscheinig, dass sie unter ernsthaften Menschen überhaupt nicht als diskussionswürdig gelten können. Niemand unter uns kann wissen, ob und wann und unter welchem dürftigen Vorwand allenfalls ein weiteres Land von der gleichen Seite her militärisch unter Druck genommen wird. Niemand kann und will den Männern im Kreml das Recht absprechen, ihre Religion des Marxismus-Leninismus mit geistigen Mitteln zu verbreiten. Wir können uns aber nicht damit abfinden, dass der bisher in der Praxis wenig bewährten Heilslehre aus Moskau mit Panzern und Maschinenpistolen der Weg für den Export freigemacht wird, weil die Ware auf anderem Wege offenbar sonst keine Abnehmer mehr findet.

Wir bekennen uns in der Mehrzahl in irgend einer Form zum christlichen Glauben. Wir wissen deshalb, dass der Gang der Weltgeschichte nicht nur von den Plänen der Mächtigen dieser Erde abhängen kann. Wir sollten auch wissen, dass Resignation zu keiner Zeit und in keiner Situation eine mögliche christliche Haltung darstellt. Man soll im Leben aus seinen eigenen Fehlern, aber auch aus derjenigen der andern lernen. Wenn die sowjetische Regierung es darauf anlegt, ihre Theorie von friedlicher Koexistenz der Völker durch ihre Handlungen unglaubwürdig zu machen, so wollen wir uns bemühen, schweizerische Lebensart und unsere freiheitlichen Einrichtungen als glaubwürdiges Gegenstück erscheinen zu lassen.

Vincent: Nous imaginons que la position adoptée par notre groupe vous est connue et ne diffère pas de celle qu'à prise le parti auquel nous nous rattachons. A cette position que nous avons adoptée dès la première heure, nous ne retranchons rien et nous ne modifions rien. Nous l'avons encore confirmée dimanche lors d'une session du comité central de notre parti.

Quelle a été et quelle est donc cette position? Je vous le rappelle. Dès les premières heures du matin, le 21 août, sans connaître d'autres avis et d'autres opinions, puisqu'il faut le préciser, nous nous sommes exprimés très clairement. Nous avons condamné une intervention militaire que rien ne justifiait. Nous avons demandé aussitôt le retrait des troupes d'intervention et la libération des leaders tchécoslovaques qui avaient été arrêtés, libération qui, d'ailleurs, devait survenir très rapidement. Ultérieurement, nous avons demandé le retour à une situation normale. Cette situation normale n'est pas encore rétablie.

Pourquoi avons-nous pris cette position? Non pas — et ici je réponds à l'allusion de notre collègue M. Chevallaz —, non pas pour des raisons d'opportunité ou d'opportunisme, mais en raison des principes qui guident notre action et qui l'inspireront toujours, principes qui ne sont pas sujets à interprétation ni à exception. Le premier de ces principes — et c'est un droit sacré — est la reconnaissance de l'indépendance des peuples, des nations et des Etats, qu'ils soient socialistes ou non, Monsieur Chevallaz.

La seconde de ces convictions c'est qu'au sein du monde socialiste, il existe pour les partis communistes un droit absolu de déterminer leur politique comme ils l'entendent, librement et sans contrainte.

Tout cela nous paraît assez clair. Nous avons pris cette position unanimement et sans hésitation. Nous avons exprimé enfin notre solidarité avec le parti communiste tchécoslovaque et notre confiance en ses dirigeants. Cette solidarité et cette confiance s'étendent à l'ensemble du peuple tchécoslovaque, qui a fait preuve — on l'a déjà dit — d'un extraordinaire sens civique, d'un très grand sang-froid, d'une discipline exemplaire, qui ont permis d'éviter le pire et de préserver l'avenir. Parce que, Messieurs, nous ne partageons pas le pessimisme exprimé ici, déjà à l'ouverture de notre session. Il semblerait que tout est perdu et qu'aucun contact n'est plus possible, que tous les espoirs sont dissipés. Ce pessimisme ne nous paraît pas justifié. Il confine même à un certain défaitisme. Or nous constatons que le parti communiste de Tchécoslovaquie, qui a maintenant tellement d'amis, des amis qui surgissent de toutes parts, des amis nouveaux et peut-être des amis provisoires, que ce parti n'est, lui, pas défaitiste et que le peuple tchécoslovaque ne l'est pas non plus.

Maintenant, vous nous demandez deux mots d'explication sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas contresigné la demande d'interpellation, à l'étonnement de notre président. D'abord parce que c'est la première fois qu'on nous le suggère et dans un but que nous comprenons trop bien. Parce que, jusqu'à présent, on nous a exclu des commissions et de toutes sortes de délibérations; on nous a empêché ici même, dans ce parlement, il y a quelques mois, de discuter d'une interpellation sur la guerre du Vietnam alors que, sans doute, nous aurions eu quelque chose à apporter à ce débat. Vous devez donc comprendre la méfiance que nous devons éprouver devant une sollicitude aussi soudaine et aussi inattendue. Parce qu'enfin il a fallu vingt années de guerre au Vietnam et il a fallu que cette guerre horrible, qui est une guerre d'agression, reprenne depuis quatre ans pour qu'enfin on dépose une interpellation que vous n'avez pas voulu discuter et qui n'avait trait qu'au domaine humanitaire.

Il n'y a jamais eu à cette tribune de condamnation aussi vive, aussi violente, aussi virulente de la guerre d'agression du Vietnam que c'est le cas aujourd'hui pour l'affaire tchécoslovaque. Et pourtant les victimes de cette guerre se comptent par centaines de milliers, par millions. Hier encore la presse nous apprenait que les troupes américaines continueront à consacrer 34 millions de dollars par année à la défoliation. On compte, rien qu'au Vietnam du Sud, 35 000 amputés. Pour le Guatemala, qui n'était pas un Etat communiste et qui a été écrasé par la force brutale, aucune protestation ne s'est élevée ici. Quand le gouvernement libéral de Juan Bosch a été renversé par une intervention militaire à Saint-Domingue, aucune protestation ici. Quand 200 000 communistes indonésiens ont été massacrés, pas davantage de protestations.

Nous ne mettons d'ailleurs nullement ces événements sur le même plan. Ils ne sont pas comparables. Mais encore une fois, il est frappant de constater qu'ils n'ont suscité ici ni émotion, ni protestations, ni interpellations d'aucune espèce. Et alors nous pensons un peu comme pense le secrétaire général de l'ONU, U Thant, qui a déclaré hier: «Je ne fais pas de parallèles entre les deux situations du Vietnam et de la Tchécoslovaquie. Si les

Russes bombardent et napalmment le peuple tchécoslovaque, alors vous verrez ce que j'aurai à dire!»

Enfin, Messieurs, pour terminer, une dernière observation. Nous avons craint aussi ces mots d'ordre de rupture, de boycott, de retour à la guerre froide, de retour à la politique des blocs fermés sur eux-mêmes, de reprise de la course aux armements, de renonciation à l'universalité de nos relations diplomatiques, de renvoi de l'examen du traité de non-dissémination des armes nucléaires. Mais nous avons eu aujourd'hui la satisfaction relative de voir que tous les orateurs qui se sont exprimés comprennent que cette politique n'est que provisoire, précaire, inopérante; même ceux qui la préconisent, l'admettent. Les plus prudents sont peut-être les commerçants, les industriels, les financiers qui, eux, disent que cela est provisoire et que, pour le moment, il faut ralentir ce courant d'affaires qu'ils espéraient voir se développer.

Les boycott, les interdits n'ont jamais mené à rien. Ils ne sont pas une preuve de force, mais une preuve de faiblesse. Si l'on a quelque chose à dire, il faut le dire là où on a l'occasion de le faire et nous, nous ne nous en privons pas! L'antisoviétisme et l'anticommunisme n'ont pas d'avenir et sont condamnés par l'histoire.

Il a fallu, il faut et il faudra bien trouver les moyens d'assurer une coexistence pacifique dont les termes et les limites restent, il est vrai, à définir. Il faudra bientôt sauvegarder la paix. Les campagnes actuelles qui sont troubles dans leurs intentions, dans leurs inspirations et dans leurs méthodes n'y contribueront pas. C'est pourquoi nous ne nous y mêlons pas. Nous souhaitons qu'on revienne partout, et aussitôt que possible au sang-froid, à la raison, au respect de l'indépendance des peuples et de leur coexistence pacifique. Nous repoussons absolument les enchaînements de la guerre froide, nous répudions une sorte de fatalisme qui conduirait à la guerre tout court et à la plus atroce et à la plus abominable des guerres.

Telle est, Messieurs, notre position. Si l'on veut la dépeindre comme optimiste, on conviendra que c'est un optimisme très modéré. Elle nous paraît simplement raisonnable, sensée, claire, nette, logique. Pour nous, il n'en est pas d'autre possible.

Präsident: Nachdem nun die acht Sprecher der Fraktionen gesprochen haben, bleiben noch weitere 16 Redner auf der Liste eingeschrieben. Sie werden sich auf ein spätes Mittagessen einstellen müssen.

Hofer-Bern: Wie Sie gehört haben, sind mit den dialektischen Bocksprüngen des Herrn Vincent die Fraktionserklärungen vorbei, und die Voten dürften nun eine etwas persönlichere Färbung annehmen.

Gestern nachmittag hat im Europa-Rat in Strassburg eine Debatte stattgefunden, wie wir sie heute hier durchführen. Ich habe mit einigen andern Kollegen als Schweizer Vertreter daran teilgenommen. Die Verurteilung der sowjetischen Aggression durch diese freien Parlamentarier Europas war einhellig; aber auch das Gefühl der Ohnmacht und der Scham, all diesen Ereignissen mehr oder weniger tatenlos zusehen zu müssen, ist zum Ausdruck gebracht worden, und schliesslich die Angst vor der sowjetischen Bedrohung, stehen doch nach den dort in Strassburg gemachten Angaben an die 40 Sowjetdivisionen entlang und hinter den deutschen Grenzen. Der Ruf nach engerem Zusammenrücken der europä-

ischen Völker ist mehrfach laut geworden wie nach der Stärkung der Nato. — Es ist heute viel von der schweizerischen Neutralität gesprochen worden; das heisst nicht, dass wir deswegen etwa nicht an der europäischen Sicherheit interessiert wären. Von welcher Seite diese europäische Sicherheit bedroht ist, dürfte heute offensichtlich sein. Was von einem europäischen Sicherheitspakt zu halten wäre, der zwar die Sowjetunion einschliesst, aber die USA ausschliesst, dürfte inzwischen auch deutlich geworden sein. Wer weiterhin für eine solche Konzeption der europäischen Sicherheit die Propagandatrommel rührt, wird sich den Vorwurf gefallen lassen müssen, dass Europa, soweit es noch frei ist, auf Gnade und Ungnade der Sowjetunion ausgeliefert werden soll. Schon ist das militärische Gleichgewicht, wie dargestellt worden ist, erheblich gestört. Wie aggressiv die Nato angeblich ist, hat sich ja wohl nun endgültig als eine Propagandalüge entpuppt. Sie hat nicht einmal Alarm geschlagen, als die Sowjettruppen in der Tschechoslowakei eingerückt sind! — Frieden und Sicherheit hängen vom Gleichgewicht ab, vom Gleichgewicht der beiden Weltmächte, solange keine echte kollektive Sicherheit besteht. Ein solches Gleichgewicht ist nur im Weltmassstab möglich; denn die einzig mögliche Gegenmacht zur Sowjetunion stellen die Vereinigten Staaten dar. Zu glauben, dass die französische Force de frappe diese Rolle übernehmen könnte, ist eine gefährliche Illusion. Zwischen dem Kanal und dem Ural gibt es kein Gleichgewicht, auch wenn gewisse Herren, die noch in den Kategorien des 18. oder 19. Jahrhunderts denken, das vorgeben.

Ursprünglich hiess es, die sowjetischen Militäraktionen blieben ja auf den Raum des sogenannten Warschauer Paktes beschränkt. Mit der sowjetischen These vom Interventionsrecht in ehemaligen Feindstaaten auf Grund der UN-Charta ist indessen ein weiteres Element der Unsicherheit und Drohung in die europäische Politik gebracht worden. Es ist klar, dass dies auch die Sicherheit der Schweiz aufs schwerste beeinträchtigen würde, wenn Sowjettruppen sich das Recht herausnehmen würden, auch in der Bundesrepublik Deutschland zum Rechten zu sehen, ganz abgesehen davon, dass hier angesichts des Bündnisses zwischen Deutschland und den USA ganz offen mit dem Gedanken eines grossen Krieges zumindest gespielt wird.

Es muss hier auch einmal mit aller Deutlichkeit, glaube ich, festgehalten werden, dass diejenigen weder der europäischen Sicherheit noch der schweizerischen einen Dienst erwiesen haben, die in den vergangenen Jahren unablässig gegen die USA und die Bundesrepublik Deutschland gehetzt haben. Jene jungen Leute, die mit Ho-Chi-Minh-Rufen und Che-Guevara-Bildern die Strassen unsicher gemacht haben und noch machen, werden sich wohl jetzt schwerlich mehr als Vorkämpfer der Freiheit aufspielen können, nachdem gerade Nordvietnam und Kuba praktisch die einzigen Länder sind, die diese sowjetische Intervention gebilligt haben. Wer auf Hitlers Spuren wandelt, ist doch wohl auch klar geworden: Nicht die Bundesrepublik Deutschland, sondern die sogenannte DDR. Es hat dies übrigens auch seine innere Konsequenz; denn die westdeutsche Aussenpolitik wird von dem ehemaligen Widerstandskämpfer Willi Brandt geleitet, während Herr Ulbricht schon vor 30 Jahren ein eifriger Befürworter des Hitler-Stalin-Paktes gewesen ist, den er jetzt unter wesentlich andern Umständen erneuert hat. Und wie der Staatspräsident Hacha vor 30 Jahren von den Nazis in Berlin erpresst worden ist, so ist es Dubcek

und seinen Leuten im Kreml gegangen, was Herrn Vincent — der lieber hinausgegangen ist, um nicht zu hören, was ich sage — nicht hinderte zu schreiben, die Moskauer Vereinbarung habe das Positive, «dass sie dem einmütig ausgedrückten Willen des tschechischen Volkes Rechnung trägt». Wir sind Herrn Vincent ausserordentlich dankbar für dieses offene Bekenntnis, was er unter dem freien Willen eines Volkes versteht. Doch ich werde meine kostbare Zeit nicht verschwenden, um mich mit der PdA auseinanderzusetzen; sie hat ohnehin schon genug Schwierigkeiten. Aber ich kann Herrn Vincent und seine Leute auch trösten; sie dürfen auf die rasche Vergesslichkeit der öffentlichen Meinung auch bei uns einige Hoffnungen setzen.

Viel schlimmer in gewisser Weise als unsere Kommunisten sind im Grunde diejenigen, die zu feige sind, sich als Kommunisten zu bekennen und doch ihre Handlanger spielen. Ich denke an einen gewissen Herrn Buchbinder, Chefideologe des schweizerischen sogenannten Friedensrates, der die Stirn hatte, uns letzte Woche ein Blatt auf den Tisch des Hauses zu legen, worin er behauptete, die jüngste Entwicklung in der CSSR habe den Beweis für die Richtigkeit seiner Orientierung erbracht. Derselbe Herr Buchbinder war im Mai dieses Jahres in der Sowjetunion und besprach sich über gemeinsame Aktionen sowjetischer und schweizerischer Friedenskämpfer, aber nicht etwa zur Errettung der Tschechoslowakei vor der tödlichen Umarmung des grossen Bruders, sondern gegen das Wiederaufleben des Neonazismus in Deutschland, was nicht hindert, dass dieser Herr vom Schweizer Fernsehen noch und noch als parteiloser Publizist vorgestellt wird. Wenn schon Fernsehen, dann hängen Sie ihm bitte die Etikette um, die er verdient!

Auch ich bin ein Gegner des Neonazismus, wie ich schon ein Gegner des Altnazismus gewesen bin, was Sie in meinen Büchern nachlesen können. Uebrigens ist mir als einzigem Schweizer — soweit ich sehe — die Ehre zuteil geworden, in einer Kampfschrift der Neonazipartei als unversöhnlicher Feind dieser Bewegung tituliert zu werden. Was den Vorwurf des Antikommunismus betrifft, darf ich daran erinnern, dass auf dem Philosophenkongress in Wien ein jugoslawischer Professor einem Russen geantwortet hat, es habe niemand so viel zur Schädigung des Marxismus-Leninismus beigetragen wie die Marxisten selbst und insbesondere diejenigen, die an der Macht seien.

Wo die Reaktion, die wirkliche Reaktion sitzt, zeigt sich nirgends besser als an dem Begriff der Intervention. Dieser Begriff ist nämlich vor genau 150 Jahren von einem Mann erfunden worden, der den Inbegriff der Reaktion für alle freiheitlich Gesinnten für ein ganzes Zeitalter geworden ist. Dieser Mann war der Fürst Metternich. Er wollte mit der Intervention alle freiheitlichen Regungen unterdrücken. Wie die reaktionäre Politik Metternichs die Erneuerung des schweizerischen Staatswesens im 19. Jahrhundert durch eine solche Interventionsdrohung zu unterdrücken versuchte, so widerfährt es jetzt der CSSR durch die ebenso reaktionäre Interventionspolitik der Sowjets. Man könnte sagen: Anstelle der heiligen Allianz der christlichen Fürsten ist die eher unheilige Allianz der orthodoxen Parteisekretäre getreten; geblieben jedenfalls ist die reaktionäre Einstellung.

Diese ideologisch-politische Abrechnung mit dem Sowjetkommunismus hindert mich andererseits keineswegs, die realpolitische Einsicht zu haben, dass die Sowjetunion eine Weltmacht ist. Dies nicht zu sehen, wäre eine Vogel-Strauss-Politik. Wie wir mit der Bombe leben

müssen, müssen wir mit der Sowjetunion leben. Europäische Sicherheit und Weltfrieden sind in entscheidendem Masse von ihrer Haltung abhängig. Daher muss alles getan werden, um die Sowjetunion in dieser Richtung zu beeinflussen, wobei wir als Kleinstaat nur wenig dazu beitragen können. Die Neutralität der Schweiz hat bekanntlich in den letzten Jahren in steigendem Masse die sowjetische Sympathie gehabt. Am 27. Juli 1968 erklärte der sowjetische Aussenminister vor dem obersten Sowjet, dass die Neutralitätspolitik einen wichtigen Faktor für den Frieden darstelle, und auf Anfrage hin hat er die besondere Stellung der Schweiz ausdrücklich hervorgehoben.

Diese Aeusserungen von offizieller sowjetischer Seite beweisen, dass die Behauptungen gewisser schweizerischer Schriftsteller und Publizisten, wonach wir ein Vasall der USA seien, jeder Grundlage entbehren und nicht einmal in Moskau geglaubt werden.

Ich sehe, meine Zeit ist schon abgelaufen. Ich hätte noch einige Bemerkungen zu den Ostkontakten machen wollen. Nur einen letzten Satz möchte ich doch noch anbringen, wenn Sie gestatten:

Wie wenig kleine Völker — zu denen wir gehören — von Weltorganisationen und kollektiver Sicherheit zu erwarten haben, ist uns nun in den letzten Jahren genügend vordemonstriert worden. Es scheint mir unser aller gemeinsame Aufgabe und Verantwortung zu sein, daraus die richtigen Lehren zu ziehen.

Gerwig: Ich habe Sie am Morgen des 21. Augusts gebeten, sich in Bern zu versammeln, um im Rahmen der Vereinigten Bundesversammlung eindeutig im Namen aller unserer Bürger zu den Vorgängen in der Tschechoslowakei Stellung zu nehmen. Wir hätten dadurch nichts Mutiges, aber etwas Notwendiges getan. Wir hätten uns damit als offizielle Repräsentanten unseres Volkes spontan jener klaren Haltung von Abertausenden in der Welt, aber auch von fast allen freiheitlichen Parlamenten angeschlossen, die früher oder später ihre Auswirkung in Russland haben wird. Aus verschiedenen Gründen sind Sie mir damals nicht gefolgt und haben dem Gesamtbundesrat die Führung überlassen, einem Bundesrat, der in jenem Moment die Gefühle seines Volkes nicht klar auszudrücken imstande war. Ich glaube, die Stunde des Parlamentes war damals verpasst. Heute genügen Protest- und Sympathiekundgebungen nicht mehr, heute geht es um die Analyse jener Vorgänge für unser Land.

Es sind schon die verschiedensten Standpunkte zur Sprache gekommen, vom Atomsperrvertrag bis zum Osthandel. Alle diese Momente berühren unser Verhältnis nach aussen. Ich möchte Ihnen eine ganz andere Ueberlegung vortragen, weil ich glaube, dass die Vorgänge in der Tschechoslowakei uns vor allem auch im Innern beschäftigen müssen.

Noch nie war das Gefühl der Ohnmacht unserer Bürger grösser als in den letzten Wochen. Ohne etwas tun zu können, sehen wir ein Volk langsam untergehen, das gerade erst begonnen hat, die neuerrungene Freiheit auszubauen und ein neues Menschsein zu suchen. Ich gehe von einem Brief eines tschechischen Studenten aus, der im Mai 1968 an den «Spiegel» schrieb, er sei glücklich, Tschechoslowake zu sein, weil er sich mit seinem Land wieder identifizieren könne, das eine historische Aufgabe in Europa erhalten habe. Brutale Macht zynischer Verbrecher hindern jetzt diese Aufgabe. Können wir wirklich nichts tun? Uns hindert niemand, wir sind frei. Viel-

leicht ist allerdings gerade diese Freiheit ein Hemmnis. Das Volk der Tschechen musste kämpfen, musste sich bewähren. Wir sind von aussen her nicht getrieben. Unsere nötige Erneuerung muss freiwillig von innen kommen. Und doch sind wir genötigt, wenn wir in den kommenden geistigen Auseinandersetzungen der Zukunft zwischen West und Ost, aber auch in der ganzen Welt, echte, denkende Partner sein wollen. Unser politisches Leitbild ist matt geworden, nicht mutig und nicht aktiv. Viele Anzeichen zeigen, dass eine neue Welt entstehen will. In der Haltung der Tschechoslowakei, aber auch in der ganzen geistigen Unruhe unserer Zeit manifestiert sich die Frage des einzelnen nach dem Sinn seines Lebens und Handelns, nach der Zielsetzung von Gesellschaft, Wirtschaft und Staat. Wir haben zu Recht mit Erfolg für die Sicherheit, den Wohlstand und die Ruhe unseres Landes gesorgt. Die Probleme der Existenzsicherung sind in den Hintergrund getreten. Dabei sind wir teilweise politisch und geistig eine Wohlstandsprovinz geworden. Wo immer wir Haltung beziehen sollten, sind wir ängstlich, lehnen wir uns an Erstarcktes und Konventionelles an; weil wir es kennen, schliessen wir Kompromisse, schon bevor die Diskussion begonnen hat. Die Haltung des Bundesrates am 21. August und leider auch eine gewisse Einstellung der Fremdenpolizei zu Beginn der Flüchtlingswelle und auch jetzt wieder haben nichts Zufälliges, sie sind Symptom. Genügen unsere beschränkten politischen Ziele: vorsichtig-passive Neutralität, Vermittlerrolle und Geldspenden? Ist das ein Leitgedanke etwa für unsere Jugend voll guten Willens? Ist das eine Haltung zwischen West und Ost? Wollen wir eigentlich — überlege ich mir immer wieder — ein historisches Märchenland werden, wo sich ohne geistige Anstrengung wohl sein lässt? Wollen wir — etwas härter ausgedrückt — Fusskranke der Weltgeschichte werden, die hinter der grossartig faszinierenden Auseinandersetzung in der Welt herhinken? Wollen wir — auch das wäre nicht gut — nur Moralprediger werden, die in Biafra und in Vietnam und in Prag nein und halt rufen, aber selbst wohlgefällig passiv sind? Was können wir tun, stellvertretend für die Tschechoslowakei, zusammen mit andern? Im Grunde ist jedermann ratlos, Ideen fallen nicht vom Himmel, und unser Parlament und unsere Parteien sind ein steiniger Boden. Wir nehmen uns zu ernst, wollen lieber verwalten, als Neues vorschlagen. Wir machen lieber die altbewährten Fehler, als neue zu riskieren. Unser geistiges und politisches Ueberleben hängt aber allein vom Suchen nach und vom Finden von Ideen ab. Ohne neue Ideen gibt es keine Aenderung, und ohne Aenderung werden wir weiter in einer Welt leben, in welcher der Hunger in Biafra, das Leiden in Vietnam und die Unterdrückung in Prag zum Normalen gehören. Man wird sagen: Ideen ja, aber woher und wie? Ideen ergeben sich allein, wie das auch Herr Vontobel gesagt hat, aus der ständigen offenen Diskussion in Kenntnis aller Alternativen. Die direkte Demokratie krankt am Mangel dieser Alternativen. Wir sind ein zurückhaltendes und konservatives Parlament und Volk geworden, und wir müssen diese Haltung aufgeben. Wir Parlamentarier — auch Herr Bieri —, unsere Bundesräte als Gesamtbehörde, aber auch in ihrer Kleinarbeit in den Departementen, unsere Bürger im Lande, wir müssen mit allen Mitteln versuchen, ein Klima der freien Diskussion zu schaffen, das Podium zur Verfügung zu halten, auf dem jeder sich äussern kann. Die Substanz unseres Volkes ist gesund genug, jede Meinung zu ertragen und zu diskutieren. Wir könnten das neugeschaf-

fene Podium vielleicht einmal benützen, um über eine neue Rangordnung der Werte des Menschen in Gesellschaft, Staat und Wirtschaft zu diskutieren. Etwa auf diesem Podium die Suche aufnehmen nach einer qualifizierten Mitverantwortung aller, an der Kontrolle der Machtmittel des Staates und der Produktionsmittel der Wirtschaft. Wir könnten den Begriff der notwendigen Neutralität durch Diskussion beleben, die Neutralität vielleicht aktiver oder, anders gesagt, frecher gestalten um so, nach allen Ueberlegungen und Diskussionen, eine neue Form der Freiheit des Menschen zu verwirklichen. Wir sollten der Jugend die Hand bieten, um ihr zu helfen und uns von ihr helfen zu lassen, konkrete Ideen zu finden. Ich sage das auch Herrn Hofer, ich glaube, dass er das heute nicht getan hat. Wir müssen die Angst vor den Ausländern im eigenen Land verlieren und ihnen erlauben, ohne Druck an der Auseinandersetzung teilzunehmen, weil es eine geistige und keine geographische Auseinandersetzung ist. Wir müssen auch alle Foren der Auseinandersetzung in der Welt, etwa die Uno, benützen, weil ein Abseitsstehen verhängnisvoll wäre. Die umfassende Diskussion wird zur nötigen harten Kritik am eigenen Land, im Parlament, in den Parteien, am Radio, am Fernsehen und in den Zeitungen führen.

Warum nun das alles heute? Das Beispiel des tschechoslowakischen Volkes hat uns drastisch gezeigt, dass wir, wenn es einmal darauf ankommt, ganz allein sind. Ich glaube, dass wir geistig und politisch nur bestehen können, wenn wir ein Ziel haben, wenn wir uns als glückliche Bürger mit unserem Land wieder identifizieren können. Herr Bundespräsident Spühler hat uns am 20. Juni dieses Jahres in seinem bemerkenswerten Schlusswort zur Regierungspolitik zugerufen, den Mut nicht zu verlieren und uns verpflichtet, das Bestehende in und zur Frage zu stellen, um es zu verbessern. Es ist meine Hoffnung, dass Parlament und Regierung im gegenseitig harten Ringen neue Lösungen für eine neue Zeit finden, und es ist meine Bitte, dass unsere Regierung selbstbewusster und positiver mithilft, das Klima dieser für uns so lebenswichtigen Diskussion zu schaffen, mithilft, selbst mutige und kühne Ideen einzuwerfen.

Bringolf: Erlauben Sie mir einige Bemerkungen zu dieser wichtigen und bedeutungsvollen Frage. Ich wiederhole nichts, was schon gesagt worden ist, und womit ich einverstanden bin. Ich möchte nur bemerken, dass ich die Rede des Vertreters des Bundesrates für gut halte und mich mit ihrem Inhalt in allen Teilen einverstanden erklären kann. Damit ist, glaube ich, deutlich zum Ausdruck gebracht, welchen Standpunkt ich einnehme.

Aber die heutige Debatte erinnert mich an etwas. Vor 30 Jahren hat unser Parlament, es war im Frühjahr, nach der Besetzung Oesterreichs durch die Nazis — eine Kundgebung veranstaltet, und zwar Bundesrat und Fraktionspräsidenten gemeinsam. Es wurden Reden und Erklärungen in allen Landessprachen verlesen, und es wurde die Stellung unseres Landes festgelegt in ähnlichem Sinne — Vergleiche hinken — wie das heute der Fall gewesen ist: Das eindeutige Bekenntnis zur Wehrbereitschaft, zur Unabhängigkeit und zur Neutralitätspolitik. Wenige Monate später — es sind jetzt fast auf den Tag 30 Jahre her — kam das Abkommen von München, das die Tschechoslowakei verkaufte. Kein Protest in der Welt. Daldier, Chamberlain, Hitler, Mussolini ha-

ben an der Münchner Konferenz des Jahres 1938 den ersten Schritt zur Zerstörung der Unabhängigkeit der Tschechoslowakei getan. Wenige Monate später, im Frühjahr 1939, marschierte Hitler in Prag ein. Kein Protest in der ganzen Welt. Im Jahre 1948 haben Gottwald und Zapototsky den kommunistischen Staatsstreich in der Tschechoslowakei durchgeführt. Leider blieben die Proteste sanft. Husac, der Nachfolger Dubceks an der Spitze der slowakischen Partei, hat, wenn die «Zürcher Zeitung» recht hat, und meistens hat sie recht, in einer Rede unter anderem gesagt: «Die antisozialistischen Kräfte wurden zwar 1948 besiegt, sind aber nicht ausgestorben. Politische Kräfte verschwinden nicht einfach darum, weil sie illegal oder in der Regierung nicht vertreten sind.» Das sagte Husac, nachdem Moskau die Tschechoslowakei besetzte, nachdem die Führer der Kommunistischen Partei der Tschechoslowakei in Moskau unter beschämenden und unter entwürdigenden Umständen das Diktat der sowjetischen Führung der Kommunistischen Partei entgegennehmen mussten.

Ich glaube, wir sollten doch die Dinge in einem bestimmten Zusammenhang sehen, weil mich manchmal ein leichtes Unbehagen — nehmen Sie mir das nicht übel — beschleicht, wenn ich Kraftworte höre, wenn der Feind 1000 Kilometer weit weg ist, und wenn ich mich erinnere — ich bin leider einer der älteren Knaben hier im Parlament —, welche Kraftworte ich nicht hörte, als der Feind nur 20 und 30 Kilometer entfernt von uns war. Man kann sich dem einfach nicht entziehen, man muss daran denken, wenn man objektiv und für sich subjektiv Stellung nehmen will. Ich habe mich auch gefragt und versucht, mir Rechenschaft darüber zu geben, warum plötzlich so starke Sympathien für die Führung der Kommunistischen Partei in der Tschechoslowakei vorhanden sind. Schliesslich bekennen sich doch Svoboda, Dubcek und die andern zur Kommunistischen Partei. Ich habe eine Erklärung gefunden, und ich finde die Erklärung in der Haltung unseres Volkes. Unser Volk hat ohne Zweifel die Okkupation der Tschechoslowakei mit echten menschlichen und freiheitlichen Gefühlen beantwortet, und diese echten, freiheitlichen und menschlichen Gefühle haben sich über die politischen Schranken hinweggesetzt, weil sie beherrscht waren vom Verständnis für ein Volk, nicht für eine Partei, oder ihre Führung, für ein Volk, das leidet, das Unrecht erduldet, das bedrückt und unterdrückt wird. So habe ich mir die Erklärung geben können.

Denn es ist doch ganz selbstverständlich, dass keiner von Ihnen, ausgenommen die Vertreter der PdA, plötzlich kommunistische Sympathien manifestieren will. Sie wollen das manifestieren, was ich soeben versucht habe, auszudrücken. Allerdings, da bin ich mit Ihnen allen einig, die UdSSR, die Sowjetunion hat dafür gesorgt, dass ihre Friedenspolitik von nun an in keiner Weise mehr, da bin ich einig mit allem, was gesagt worden ist, als glaubwürdig bezeichnet werden kann. Die Russen haben die Tschechoslowakei namens des Sozialismus überfallen. Das tschechoslowakische Volk verteidigt sich gegen die Russen im Namen des Sozialismus. Das muss Verwirrung stiften und hat auch Verwirrung gestiftet. Wer aber das Programm der Kommunistischen Partei der Sowjetunion einmal gelesen hat und kennt, der weiss, dass dieses Programm eindeutig — es ist übrigens erneuert worden in der Aera Chruschtschew — keinerlei Beziehung hat zu einem freiheitlichen demokratischen Sozialismus. Es ist ein Sowjetkommunismus, der in diesem Vorgang sichtbar wird, und wer dieses Programm

genau liest, wird auch erfahren — wenn er es nicht schon weiss —, dass die sowjetrussische Machtpolitik, so lange die Sowjetunion besteht, bestehen bleiben wird, und dass wir immer wieder mit ähnlichen Reaktionen der sowjetrussischen Machtpolitik zu rechnen haben, wie das jetzt geschehen ist. Das wird nicht die letzte — leider — sein, besonders im Hinblick auf die ganze militärische und politische Konstellation Osteuropas und die vorgeschobene Position, die Osteuropa für die sowjetrussische Machtpolitik gegen Europa bedeutet.

Etwas ganz anderes ist es, was die Tschechen als Sozialismus wollen: Sie wollen einen freiheitlichen Sozialismus. Ich habe mit meinen sozialdemokratischen Freunden, die seit zwanzig Jahren im Exil sind, die in London leben, gesprochen. Seit zwanzig Jahren ist in London eine Gruppe tschechischer Sozialdemokraten, die nach 1948, nach dem kommunistischen Staatsstreich, ins Exil wandern oder flüchten mussten. Sie haben sich darauf vorbereitet und waren bereit, in ihr Land zurückzukehren, und sie haben gehofft, dass die Stunde der Rückkehr kommen werde. Unter ihnen ist mein alter Freund Bernhard, Mitglied des tschechischen Nationalrates und Vorsitzender der Aussenpolitischen Kommission bis im Herbst bzw. anfangs 1948; unter ihnen sind der ehemalige Minister Meyer und viele, viele andere. Sie haben mir erklärt: Wir glauben an die Liberalisierung und glauben auch daran, dass eine Sozialdemokratische und andere demokratische Parteien in der Tschechoslowakei wieder entstehen können. Sie sind enttäuscht worden, und die neuesten Entwicklungen in der Tschechoslowakei bestätigen es. Auch die Nationale Front, dieses Scheingebilde einer sogenannten demokratischen Institution, das man zulässt, hat keine Erlaubnis, wirkliche demokratische Organisationen in ihren Reihen zu dulden.

Was ist eingetreten? Zu den Emigranten des Jahres 1948 sind die neuen Flüchtlinge des Jahres 1968 gekommen. Es gibt ein Wort, das gerne gebraucht wird, wenn man etwas pathetisch spricht — entschuldigen Sie, wenn ich es jetzt doch verwende: Die Freiheit ist unteilbar. Die Freiheit für das tschechische Volk ist in der Zukunft unteilbar und muss es sein, auch die Freiheit für das polnische, das ungarische, das rumänische und das bulgarische Volk. Ich erlaube mir hier zu sagen, dass in keinem einzigen dieser Länder eine Mehrheit für die Kommunistische Partei vorhanden ist. Wenn je freie Wahlen, so wie sie in unserem Lande üblich sind, stattfinden würden, würden wir erkennen, dass die Völker zwar den demokratischen Weg gehen wollen, zwar die Freiheit so sehr lieben wie wir, dass sie aber in ihrer Mehrheit — weil sie den demokratischen Weg gehen, weil sie die Freiheit lieben — einen Staat wünschen, der ihnen diese Institutionen und diese menschlichen Rechte garantiert und sicherstellt. Die Freiheit ist aber auch unteilbar, wenn wir nicht an die Tschechoslowakei denken: an Griechenland und Spanien. Ich will darauf nicht eintreten, aber ich kann es nicht übersehen, dass unser Bekenntnis zur Freiheit und zur Menschenwürde nur dann Sinn und Gültigkeit erhält, wenn es auch dort wirksam wird, wo Demokraten, wo Gesinnungsfreunde von uns, wo Teile eines Volkes oder ganze Völker bedrückt und unterdrückt werden.

Ich bekenne Ihnen offen: Für Osteuropa ist der demokratische Sozialismus nicht der entartete Sowjetkommunismus, der sich sozialistisch nennt und den wir kategorisch und unzweideutig ablehnen, die Lösung der Zukunft. Und der demokratische Sozialismus hat, so

fühle ich und glaube mit Recht fühlen zu dürfen, im tschechoslowakischen Volk Widerhall gefunden. Ich wünsche nichts anderes, als dass die Tapferkeit der Tschechen und der Slowaken belohnt wird durch die eigene Leistung und den eigenen Kampf, den sie führen müssen und führen werden, aber auch durch unsere Hilfe; denn ohne unsere Hilfe — ich meine die moralische, die politische, die geistige Hilfe — wird es in Osteuropa in absehbarer Zeit keine freiheitliche Entwicklung geben, die Erfolg haben kann.

Schwarzenbach: Gestatten Sie mir einige kurze Bemerkungen zur Interpellation Aebischer. Ich will nicht schon Gesagtes wiederholen. Das tiefe Mitempfunden mit dem Schicksal des tschechoslowakischen Volkes, das stellvertretend dasteht für alle geknechteten europäischen Brudervölker hinter dem Eisernen Vorhang, ist selbstverständliche Voraussetzung. Ich verneige mich, wie alle meine Ratskollegen, vor dem Beispiel der Vaterlandsliebe.

In einem hat sich Herr Aebischer vielleicht geirrt: wenn er vom Ueberfall auf den souveränen Staat der Tschechoslowakei spricht. Souverän sind die europäischen Staaten hinter dem Eisernen Vorhang nur in westlicher Sicht. Seit der Gründung der Vereinten Nationen streute uns der Kreml diesbezüglich Sand in die Augen. In der Sicht der Besetzungsmacht sind die europäischen Staaten hinter dem Eisernen Vorhang eh und je nur immer Satelliten gewesen. Dass dennoch der Wille zur Souveränität besteht, wie die Beispiele Ungarns, Polens, Rumäniens und der Tschechoslowakei mit aller Deutlichkeit zeigen, lässt sich nicht leugnen. Diese Völker führen einen zähen Kampf zur Wiedererlangung ihrer Unabhängigkeit. Aber gerade dieser Wille zur Souveränität, zur Selbstbestimmung, gereicht ihnen jeweils zum Verhängnis.

Was uns in Polen, in Ungarn und neuerdings in der Tschechoslowakei mit Bewunderung erfüllt, ist die Tatsache, dass 20 Jahre kommunistischer Gewaltherrschaft und Indoktrinierung, 20 Jahre der Erziehung zur Solidarität im kommunistischen Internationalismus es nicht vermocht haben, das vaterländische Bewusstsein auszulöschen. Mochte auch der Konflikt bei der Führungsspitze in ideologischen Kontroversen begründet sein, so wurde im Augenblick der Besetzung zum tragenden Element des einmütigen, disziplinierten Widerstandes nicht die Ideologie, sondern das Bewusstsein vaterländischer Zusammengehörigkeit.

«Es geht jetzt nicht um Kommunismus oder Nichtkommunismus», sagte ein zum letzten entschlossener Sprecher einer geheimen Fernsehstation in der Tschechoslowakei, es geht um alles! Mit dem entschlossenen Widerstand hat das vielgeschmähte, in unserer Zeit herabgewürdigte «Nationale» über das und über die «Internationale» moralisch gesiegt. Die Vaterlandsliebe hat sich als mächtiger erwiesen als die Ideologie. Das möchte ich auch den schweizerischen Internationalisten gegenüber nahelegen. Nur so ist es zu erklären, dass es der Besetzungsmacht bis auf den heutigen Tag nicht gelungen ist, in den Reihen der Tschechen und der Slowaken auch nur einen einzigen Mann zu finden, der sich für die Rolle eines Quisling hergeben würde.

Während im Westen und auch bei uns internationales Denken an Boden gewinnt, wächst in den zum Internationalismus verpflichteten Ostblockstaaten der

Hang zur Betonung nationaler Eigenart. Selbst in der Sowjetunion hat die totalitäre Ideologie an Zugkraft verloren. Schon vor zehn Jahren stellte der jugoslawische Dijas fest; «Die Zeit des Kommunismus als Ideologie ist im wesentlichen abgelaufen, er hat der Welt nicht mehr viel Neues zu sagen. Das könnte man von den beiden andern Faktoren, Macht und Besitz, nicht behaupten.»

Wir gehen wohl kaum fehl mit der Feststellung, dass heute die marxistisch-leninistische Ideologie dem Kreml in erster Linie als bewährte Waffe zur psychologischen und subversiven Kriegsführung dient, um im Ausland die günstigen Voraussetzungen für die beiden Faktoren, die zählen, nämlich Macht und Besitz, zu schaffen. Ein schlagender Beweis für die Richtigkeit dieser These ist der Entschluss des Kremls, den ideologischen Konflikt innerhalb des kommunistischen Machtbereichs mit dem Mittel der militärischen Okkupation zu lösen. Es geht also nicht um die Ideologie, es geht um die Festigung von Macht und Besitz. Darum nimmt der Kreml die Verlegenheit der kommunistischen Bruderparteien ob der überraschenden Befreiungsaktion gelassen in Kauf. Ihr Protest ist äusserst matt und zwielichtig. Der frühere sozialistische Aussenminister Oesterreichs, Kreisky, spricht in diesem Zusammenhang von einer «Spiegelfechtereie übelster Sorte».

Die überfallartige Besetzung der Tschechoslowakei mit 16, zum Teil mit Mittelstreckenraketen ausgerüsteten Divisionen, mit Offensivwaffen, mit einem Total von 600 000 Mann, und wie Kollege Hofer sagte: mit einer Gesamtdisposition von 40 Divisionen entlang der tschechisch-deutschen Grenze, ist zugleich der grösste sowjetische Truppenaufmarsch seit Kriegsende, der sich unter kriegsmässiger Alarmierung aller Waffengattungen und einer Mobilisierung von zirka 70 Reservisten-Divisionen von der Ostsee bis zum Mittelmeer erstreckt. Aus einem gigantischen Manöver heraus, das den Aufmarsch zu tarnen vermochte, hat doch das Oberkommando des Warschauer Paktes überraschend starke Truppenverbände von drei Seiten zur konzentrischen Offensive geführt und gleichzeitig die Hauptstadt des Landes mit Hilfe von Luftlandtruppen besetzt. Die starken sowjetischen Verbände stehen jetzt an der Westgrenze der CSSR in Stellung. Das entkräftet sowohl die gültige Nato- als auch die Schweizer These: im Falle der Kriegsgefahr sei eine ausreichende Warnzeit gegeben. Die Warnzeit ist — wie gesagt — dahingefallen. Aus der Bereitstellung kann jederzeit eine Offensive werden. Sei es in südwestlicher Richtung, in den Raum Bayern, sei es in südlicher Richtung, dann unter Verletzung der österreichischen Neutralität.

Daher meine Kleine Anfrage vom 18. Juni, welcher Art unsere neuen militärischen Vereinbarungen mit Oesterreich seien, und ob eine militärische Zusammenarbeit auch in Ausbildungsfragen unserer Neutralität nicht Abtrag tun könnte. Denn das österreichische Neutralitätsstatut ist anders als das unsere. Die Kleine Anfrage blieb bis heute unbeantwortet. Sie erhält im Lichte der Tagesereignisse erhöhte Aktualität.

Wir müssen täglich, ja stündlich auf das Schlimmste gefasst sein. Die heutige Situation verlangt streng genommen heute schon einen Bereitschaftsgrad, der den sofortigen Einsatz unserer Armee ermöglicht. Streng genommen — möchte ich sagen —, etwas übertrieben aber doch richtig, müsste sogar in der jetzigen Stunde

der General bereits gewählt sein. Ich will diese äusseren Anzeichen einer unerschütterlichen Ruhe nicht kritisieren. Ich hoffe nur, dass sie nicht eine trügerische Ruhe ist und möchte vor Illusionen warnen.

Parallel mit der Landesverteidigung geht — um den vielgeschmähten Ausdruck zu gebrauchen — der Begriff der «Geistigen Landesverteidigung». Meine Sorge wird genährt und gestärkt durch einen schändlichen Film, dessen eindeutige Absicht es ist, unsere Armee in den Schmutz zu ziehen und der ausgerechnet in diesen Tagen, wenn nicht der äussern so mindestens der innern Alarmbereitschaft, vom deutschschweizerischen Fernsehen ausgestrahlt wurde. Wir könnten nichts Schlimmeres erwarten, wenn die Besetzungsmacht von Prag siegreich nach Bern vorgestossen wäre. Kurt Gloor's «Hommage», ein Film, den unser Kollege Eisenring zu Recht als Manipulation und Beleidigung unserer Armee bezeichnet hat, setzt sich zum Ziele, alles, aber auch alles, was uns teuer und heilig ist, in den Schmutz zu ziehen. Verspottung des Fahnenweides, die Schwurhand als Skelett, das Schweizer Kreuz mit vorgehaltenem Emmentaler Käse, der Schweizer Soldat als SS-Mann vor Hitler paradierend. Dieser Film läuft zurzeit in schweizerischen Kinos und wird vom Fernsehen — wie gesagt — zur Diskussion gestellt. Es ist mir und vielen andern völlig unbegreiflich, dass solches in der jetzigen kritischen Zeit, und dass es überhaupt unter dem Patronat des Bundes geschehen kann. Sollten sich nicht die Verantwortlichen unseres Fernsehens ein Beispiel an patriotischen Einstellung ihrer zu Recht gerühmten tschechoslowakischen Kollegen nehmen und keine Sendungen ausstrahlen, die der Herabwürdigung unserer Heimat und der Zersetzung unseres Wehrwillens dient? Das wäre das mindeste an geistiger Landesverteidigung, was heute geleistet werden müsste.

Tschäppät: Der Einmarsch in die Tschechoslowakei stellt den Ausdruck eines vermeintlichen politischen Anspruchs der russischen Grossmacht auf Osteuropa dar. Das Sicherheitsbedürfnis Moskaus als Motiv der Aggression gegenüber einem Volk, das seinen eigenen Weg zu gehen wünscht, vermag die Handlungsweise des Kremls weder zu rechtfertigen noch zu entschuldigen. Wir sind aber heute nicht zusammengekommen, um unsere Kräfte in einem Protest zu erschöpfen, der unmittelbar nach den Ereignissen berechtigt und notwendig war. Im jetzigen Zeitpunkt geht es darum, eine nüchterne Analyse vorzunehmen und nötigenfalls Schlussfolgerungen zu ziehen, und zwar in bezug auf unsere Aussenpolitik überhaupt. Meines Erachtens steht für uns der Status der Neutralität nicht zur Diskussion. Wie weit unsere Kräfte allerdings ausreichen könnten, um einem mächtigen Angreifer zu widerstehen, vermag zwar niemand wirklich zu beurteilen. Die Befürchtung jedoch, dass eine Besetzung des Landes auf die Dauer aus eigenen Kräften nicht verhindert werden könnte, darf aber nicht dazu führen, sich heute schon nach einer möglichen Hilfe umzusehen und die entsprechenden politischen Anpassungen vorzunehmen. Wir Schweizer, Bürger eines kleinen Landes, lehnen die Aufteilung der Welt in Interessensphären der Grossmächte ab. Deshalb wollen wir uns auch keinem der bestehenden Blöcke oder einer Verteidigungsgemeinschaft, wie der Nato, anschliessen. Ich weiss natürlich auch, dass in der Geschichte aus dem Übergewicht der Weltmächte immer Interessensphären wie heute bestanden. Die Macht der Grossen wird so lange bestehen, als die mittleren und

kleinen Staaten den Weg eines wirksamen Zusammenschlusses nicht finden, um ein Gegengewicht zu bilden. Europa könnte in dieser Beziehung eine Mission erfüllen. Um im eigenen Interesse und in demjenigen des Weltfriedens eine weltpolitische Kräfteverlagerung zu versuchen; eine Gemeinschaft der europäischen Staaten müsste aber auf der Grundlage der Gleichberechtigung und des Mehrheitsprinzips erfolgen. Das Veto Frankreichs hat aber bisher einen echten europäischen Zusammenschluss verunmöglicht. Die Schwäche der Politik des französischen Staatschefs besteht unter anderem darin, dass dieser zwar mit Recht die Aufteilung der Welt in zwei Blöcke verurteilt, aber gleichzeitig die Bildung neuer weltpolitischer Kräfte verhindert. Die Schweiz darf aber trotz der bisherigen enttäuschenden Entwicklung der Weltpolitik nicht in der gegenwärtigen Reserve verbleiben, sondern muss eine aktivere Aussenpolitik verfolgen. Ich glaube nicht, dass die Devise «Neutralität und Solidarität» in der jetzigen Auslegungsform verharren kann, denn die Säulen «Aussenhandelspolitik» und «Hilfsaktionen des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz» genügen nicht mehr. Vielmehr ist eine eigene politische Initiative notwendig, selbst wenn wir uns bewusst sein müssen, dass die Einflussmöglichkeit beschränkt bleibt. Immerhin haben wir die Aufgabe, eine Intensivierung der Beziehungen zwischen Ländern zu fördern, die gleich oder ähnlich gesinnt sind wie wir. Diese Bemerkungen sind keine Kritik an der bisherigen Aussenpolitik, doch müssen wir erkennen, dass sich die Verhältnisse geändert haben und auch wir immer stärker ins Weltgeschehen hineingezogen werden, zum Beispiel in der Frage der Unterzeichnung oder Verweigerung des Atomsperrvertrages.

In diesem Zusammenhang werden wir auch über den Beitritt zur Uno sprechen müssen. Als Kriterium darf dabei nicht die egoistische Frage gelten, ob es uns etwas nütze. Massgebend kann meines Erachtens nur die Ueberlegung sein, ob unsere Souveränität und Unabhängigkeit nachteilig beeinflusst werden. Der jetzige Zeitpunkt für einen Entscheid dürfte allerdings psychologisch ungeeignet sein, denn das völlige Versagen der Weltsicherheitsorganisation im Zusammenhang mit den Ereignissen in der Tschechoslowakei liess die Hoffnung mindestens vorübergehend völlig untergehen, dass diese Institution eines Tages fähig sein könnte, Kriege zu verhindern. Trotzdem bleibt die Frage des Beitrittes in die Uno auf der Traktandenliste der öffentlichen Diskussion.

Die Wandlungen in unserer Zeit werden zweifellos fort dauern, so dass die Schweiz immer wieder vor den Entscheid der Anerkennung neuer Staatsgebilde gestellt wird. Dieses Problem besteht seit Ende des Zweiten Weltkrieges und zeigte sich durch die Zweiteilung verschiedener Staaten unter einem besonderen Aspekt. Die Schweiz hat Nordvietnam, Nordkorea und die DDR diplomatisch bekanntlich nicht anerkannt. Das Prinzip der Universalität würde nun bei derartigen Spaltungen von Staaten bedingen, beide Teile gleich zu behandeln. Einem solchen Grundsatz kann aber in diesem Zusammenhang ja nur theoretische Bedeutung zukommen. Wir dürfen uns durch eine zu enge Auslegung völkerrechtlicher Prinzipien das freie Entscheidungsrecht nicht allzu stark beschränken lassen, sonst laufen wir Gefahr, wichtige eigene Interessen aufs Spiel zu setzen. Das Argument, die Regierung in Saigon stehe in gleicher Abhängigkeit zu einer Grossmacht wie die Regierung in

Ost-Berlin, hat zwar eine gewisse Berechtigung, kann aber nicht zwangsläufig dazu führen, die DDR ebenfalls anzuerkennen. Auch die spätere Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit Hanoi könnte in bezug auf unser Verhältnis zu Ost-Deutschland kein Präjudiz darstellen. Die Schweiz muss sich im Rahmen völkerrechtlicher Gepflogenheiten ein freies Entscheidungsrecht vorbehalten. Abgesehen davon ist Voraussetzung für eine diplomatische Anerkennung die Achtung wohlverstandener Interessen der Schweiz und ihrer Bürger durch die Behörden des anderen Landes. Die politischen und wirtschaftlichen Umwälzungen seit Ende des letzten Krieges hatten verschiedenorts schweizerische Interessen schwer geschädigt. Nachdem wir vom Krieg verschont blieben, dürfen wir nicht allzu empfindlich sein, doch müssen wir von den andern Behörden die Achtung wohl erworbener Rechte unserer Bürger im Ausland verlangen. Der Versuch der Sowjetunion, dem tschechoslowakischen Volk mit Gewalt das freie Entscheidungsrecht zu verwehren, beweist nach Auffassung der sowjetrussischen Regierung, dass in Moskau der Begriff «Einflussphäre» gleich gesetzt wird mit «Herrschaftsbereich». Wenn nun die Führung in Moskau ernsthaft eine weltpolitische Entspannung anstreben will, wird sie grundsätzlich von der gegenwärtigen Politik der Pressuren abgehen müssen. Es kann ja nicht im Interesse Osteuropas liegen, im Westen negative Stimmungen zu provozieren, denn die grossen wirtschaftlichen Schwierigkeiten in den kommunistischen Staaten können nur durch eine Intensivierung des freien Welthandels überwunden werden. Eine Verstärkung des Osthandels lässt sich aber nur mit einer gesunden Atmosphäre auf internationaler politischer Ebene verantworten. Der Kommunismus befindet sich in einer Krise. Der gegenwärtige Zustand zwingt die Verantwortlichen zu neuen Entscheidungen zwischen einem reaktionär-stalinistischen und einem neuen liberalen Weg. Der Westen muss klar und deutlich die Folgen aufzeigen, die je nach dem Beschluss im Kreml eintreten könnten. Dabei müssen sich vor allem auch die Amerikaner bewusst darüber sein, dass eine Aufteilung der Welt in eine Interessensphäre der Grossmächte keine Lösung bedeuten kann. Die Schweiz hat soweit als möglich eine Vermittleraufgabe zu erfüllen, darf aber nicht darauf verzichten, eine eigene Haltung zu vertreten.

Tanner: Ich verspreche Ihnen ein kurzes Votum. Es gibt Kollegen im Saal, die der Meinung sind, man hätte es noch viel kürzer machen und die ganze Debatte überhaupt nicht durchführen sollen; denn die Welt sei ohnehin ja längst wieder zur Tagesordnung übergegangen. Ich finde unsere Aussprache, so wie wir sie halten, richtig und nötig, trotz der Zeit, die sie erfordert, allerdings nur dann, wenn sie sich nicht in Deklamationen und in Verbalprotesten erschöpft. Solche sind Ende August in unserem Land aus einer echten Spontanität der Gefühle heraus sicher zurecht, aber wie ich meine, nun doch zur Genüge geschehen. Unsere Aufgabe jetzt stellt sich anders: sie besteht, wie verschiedene Vorredner schon betonten, im Versuch einer schweizerischen Standortbestimmung. Diese muss, beinahe lebensnotwendigerweise, mehr oder weniger auf eine gesamtwestliche abgestimmt sein. Wo also stehen wir? Angesichts der geschehenen Aktionen neigten viele unter uns zu radikalen Reaktionen. Ihre Prämisse hiess: Wir haben geglaubt und sind in unserem Glauben bitter enttäuscht worden, und ihre Schlussfolgerung lautet: Einem Wortbrecher werden wir nie wieder Glauben schenken können; bre-

chen wir also unsere Beziehungen zu ihm ab oder lokern wir sie doch wenigstens wesentlich.

Es mag sein, dass es beispielhaft mutig wirken könnte, wenn ein kleines Land aus Unmut und Empörung heraus einmal so handelte. Noch mutiger und konsequenter wäre es vielleicht gewesen, die Neutralitätspolitik überhaupt abzulegen und sich eindeutig ins westliche Lager zu schlagen. Aber am meisten Mut braucht es im gegenwärtigen Zeitpunkt vielleicht doch, um eine dritte Variante zu vertreten. Ich sehe sie so: Wenn wir uns auf irgendeinem Gebiet der zwischenmenschlichen und zwischenstaatlichen Beziehungen von irgendjemandem ganz trennen, dann begeben wir uns der Möglichkeiten, Trennendes eines Tages vielleicht doch einmal endgültig aus dem Weg räumen zu können. Illusionen wird sich niemand von uns machen. Eingewurzelt Misstrauen, Abneigung bis zum Hass oder auch nur eine uneingestandene Angst vor der Stärke des Gegners lassen sich nicht so rasch überwinden, sondern dies alles fordert viel Zeit. Dabei wollen wir und sollen wir aber daran denken, dass alle genannten Faktoren auf beiden Seiten bestehen. Sie bilden ja leider seit Jahrzehnten die negativen Komponenten der Ost-West-Beziehungen. Wer und was daran schuld sei, haben wir im Augenblick hier nicht zu untersuchen. Wenn wir es analytisch doch tun würden, müssten wir — ich hoffe es wenigstens — zur Schlussfolgerung kommen, zu welcher vor einer Woche Herr Bundesrat Schaffner in der Dumpingpolitik gelangte, als er erklärte: «Wir alle sind schuldig». Nun sagt sich das leicht, und leider machen es sich viele auch sehr leicht mit den Konsequenzen, indem sie sie nämlich praktisch nicht ziehen. Lapidar sicher scheint mir eines zu sein: Wenn wir dem andern den Rücken kehren, können wir ihm nicht mehr ins Gesicht sehen, wenn wir selber uns entfernen, können wir nicht mehr behaupten, Annäherung zu begehren, und wenn wir streiten, indem wir eisig schweigen, bauen wir nicht am Frieden. Schweizerisch aber wäre es, dies zu tun, schweizerisch ist es und westeuropäisch müsste es sein — auch Herr Hofer hat schon darauf verwiesen —, nicht Vogel-Strauss-Politik zu betreiben, d. h. aber logischerweise dann auch nicht Pharisäismus. Es mag unpopulär erscheinen und unzeitgemäss im gegenwärtigen Augenblick. Ich postuliere aber mit einigen meiner Vorredner nicht nur die unbedingte Beibehaltung der bisherigen Ostkontakte, sondern darüber hinaus deren Intensivierung sobald wie möglich und soweit wie möglich. Ich möchte betonen: die Intensivierung auf allen Gebieten, ohne Differenzierung nach Nationalitäten, etwa nach dem Schema «besonders böse, mit dem reden wir nicht mehr, wenigstens eine Zeitlang», oder «harmlose böse, mit dem können wir auch weiterhin noch verhandeln und Handel treiben». Was übrigens unsere Handelspolitik betrifft, sagte kürzlich ein Kollege: Wenn wir sie mit dem Osten fortsetzten, würden wir ihm mit unseren Devisen die Waffen in die Hand liefern, mit denen er uns eines Tages erschliessen könnte. Das will mir reichlich simplifiziert vorkommen, und ich möchte dem entgegenhalten, dann hat der Westen durch seine Haltung und durch seine Handlungsweise dafür zu sorgen, dass er (der Osten) gar nicht mehr erschliessen kann und will.

Nun können Sie mich für einen Idealisten und Utopisten halten. Ich glaube aber, realpolitisch zu denken. Kommunismus und Kapitalismus sind Realitäten, beide in ihrer Farbe weder ganz schwarz noch ganz weiss, beide aber zum Glück keine statischen Grössen. Sie können und werden sich wandeln, wie sie es bereits getan

haben. Die Geschichte lehrt übrigens, dass auch andere Potenzen, welche den Anspruch auf Absolutheit und Weltbeherrschung erhoben, sich schliesslich verhandlungs- und konzessionsbereit zeigten, nämlich immer dann, wenn die Zeit dafür reif war und immer dann, wenn andere adäquate Mächte geistig stark genug und gross genug geworden waren, so dass eine Auseinandersetzung in Waffen gar nicht mehr in Frage kam, sondern nur noch eine Auseinandersetzung im Dialog, im Gespräch, in der Kommunikation, im Austausch der Meinungen also, der Menschen, der Waren und Werte.

Was für Glaubensbekenntnisse weltweite Gültigkeit besass und besitzt, das muss auch für politisch-ideologische Institutionen genau dieselbe Gültigkeit haben, nämlich dass sie nebeneinander Platz finden müssen. Der Osten und der Westen werden das noch zu lernen haben. Das Ende dieser geistigen, politischen Schulung wird eine echte Koexistenz sein. Dieses Ende zeichnet sich noch lange nicht ab. Wir erleben und erleiden Rückschläge, die uns bitter machen möchten. Freunden zu vertrauen ist aber leicht, von Feinden anzunehmen, dass sie Freunde werden könnten, gerade wenn sie sich eben wieder als Feinde jedes Menschen- und Völkerrechts erwiesen, das ist schwer; aber gerade das ist unsere Aufgabe. Mut beweisen wir, indem wir uns nicht entmutigen lassen. Bewahren wir uns zwar die Skepsis der Erfahrung, aber bewahren wir uns ebenso sehr und noch mehr die grosse Hoffnung, dass wir, wenn vielleicht auch in Generationen, uns wirklich einmal begegnet sein werden, nämlich dann, wenn die Zeit dafür erfüllt ist. Bis dahin besteht unsere Aufgabe darin, in erster Vorsicht und ebenso in hartnäckiger, glaubender Geduld diese Begegnung vorzubereiten. Beschreiten wir dafür alle Wege, die uns zur Verfügung stehen und von denen schon gesprochen wurde. Beschreiten wir alle Wege aller Kontaktnahmen mit allen, mit denen wir sie noch nicht oder noch nicht genügend haben. Denn einmal werden diese Wege zum Ziel führen.

Ich danke dem Bundesrat und unserer Ratsleitung, dass sie — im Gegensatz zu vielen unserer Mitbürger — nicht schon wieder zur Tagesordnung übergangen, sondern dass diese Session jedem einzelnen Gelegenheit bot, sein politisches Credo zu äussern. Das meine deckt sich, wie Sie es feststellen konnten, grundsätzlich mit demjenigen meiner Fraktion. Wenn ich es allerdings, persönlich formuliert, in zwei Sätze zusammenfassen will, laufe ich vielleicht Gefahr, von einem bürgerlichen Kollegen das zu hören, was er nach dem Votum von Herrn Gerwig sagte: «ein Glockengebimmel». Nun, ich höre es ernsthafter läuten, auch aus dem Votum des Herrn Gerwig heraus, mit dem ich mich sehr einverstanden erkläre. Für mich lautet mein Credo, und damit möchte ich schliessen: Der Dialog ist die einzige Waffe, die letztlich alle andern Waffen zum Schweigen und Blöcke zum Bersten bringen wird. Er ist das Wagnis des Glaubens, der letztlich gegenseitig die Glaubwürdigkeit in Wort und Tat zu glauben wagt.

Breitenmoser: Nachdem wir während Tagen über die beruhigende soziale Sicherheit gesprochen haben, fällt es uns auf Grund der Ereignisse der letzten 60 Tage nicht schwer, das ganze Volk davon zu überzeugen, dass es für uns auch das Problem der unruhigen äusseren Sicherheit, der Freiheit und Unabhängigkeit gibt. Wie die Tschechoslowakei Widerstand leistete und leistet, war nur möglich in einem Land, das zwanzig Jahre Knecht-

schaft kannte, nicht aber, wo Wohlstand herrschte. Die politische und wirtschaftliche Knechtschaft musste zum Bankrott des Systems führen. Kein Geringerer als der frühere jugoslawische kommunistische Führer Milowan Djilas hat das in seinem Buch «Die neue Klasse» mit Prägnanz festgehalten. Er sagt: «Selbst unter dem Kommunismus denken die Menschen, denn sie können nicht anders. Ja, und sie denken anders, als es vorgeschrieben ist. Ihr Denken hat zwei Gesichter, eines, das nur für sie da ist, ihr eigenes; und das andere, das für die Öffentlichkeit bestimmt ist, das offizielle. Selbst der einheitlichen Propaganda in kommunistischen Systemen gelingt es nicht, die Menschen so zu verblöden, dass sie keinen Zugang zur Wahrheit mehr haben». Mit diesen Sätzen sind auch ein paar Fragen unseres Kollegen Brin-golf beantwortet.

Das sowjetrussische Vorgehen gegen die souveräne Tschechoslowakei hat wohl Verwirrung bei jenen Westeuropäern gebracht, die in der Sowjetunion eine friedliebende Nation erblickten und den Machtfaktor des Systems an sich geflissentlich vergessen hatten. Wir selbst empfinden beim Vorgefallenen keinerlei Schadenfreude über den Irrtum utopisch veranlagter Westeuropäer, nur Empörung, Bedauern und Schmerz. Wir bedauern nämlich, dass eine Grossmacht nach langen Jahren der gut und schlecht propagierten Koexistenz Verträge zerreisst, mit Lüge und List eine Invasion durchspielt, einem Volk die sich selbstgegebene Freiheit entreisst und schwache Verbündete zum Mitmachen zwingt.

Wir werden aus diesen neuen Realitäten politisch und wirtschaftlich viele Konsequenzen zu ziehen haben, Volk, Parlament und Regierung. Für manche Goodwill-Aktion, die in den letzten Jahren bei uns und in andern europäischen Ländern eingeleitet worden ist, wird die Lösung lauten: Uebung vorläufig abgebrochen.

Wir schreiben den 21. August. Während deutsche, österreichische und französische Sender zwischen 7 Uhr und 7.30 Uhr des Morgens die ersten Meldungen in rascher Folge durchgeben, diskutiert unser Radio immer noch über Wanderwege. Unser Volk protestiert, die Welt protestiert, auch die kommunistischen Parteien der freien Welt protestieren, ich habe das mit Genugtuung zur Kenntnis genommen. Im Bewusstsein, dass nichts das Volk an Donau, Elbe und Moldau so tödlich treffen könnte, wie die im Bereich des Möglichen gerückte Ermordung der verhafteten tschechoslowakischen Führer, entschloss ich mich am Freitag, den 23. August, den aussenpolitischen Kommissionen unserer Räte folgendes Telegramm zu senden: «Ich bitte die Kommissionen, die einhellige Meinung des Schweizervolkes über sowjetische Invasion in der Tschechoslowakei deutlich und ohne nichtssagende Zurückhaltung zum Ausdruck zu bringen. In dieser Schicksalsstunde für ein kleines Brudervolk gibt es keine aussenpolitische Neutralität. Falls keine Sondersession der Bundesversammlung einberufen wird, beantrage ich, den Ueberfall auf die Tschechoslowakei auf Traktandenliste Dienstag erste Sessionswoche zu setzen und Antrag an Bundesrat vorzubereiten, diplomatische Beziehungen zur Sowjetunion abzubrechen, wenn den verhafteten Repräsentanten des tschechoslowakischen Volkes ein Leid angetan werden sollte. Nur äusserste Entschiedenheit in der freien Welt kann dem überfallenen Volk helfen. Zum Einmarsch befohlene Länder von den Sanktionen ausnehmen.» Nur ein Analphabet konnte damals aus diesem Telegramm schliessen, ich hätte den Abbruch der diplomatischen Beziehungen

zu den Ostblockstaaten schlechthin postuliert. Heute bin ich sehr glücklich festzustellen, dass die verhafteten Regierungsmänner nach einigen Tagen der Freiheitsberaubung nach Prag zurückkehren durften. Wie viel Welt-empörung brauchte es dazu, und wie wenig fehlte, und es wäre anders gekommen.

Darf ich Ihnen einmal die Ereignisse zwischen Verhaftung und Freilassung schildern, wie sie inzwischen mit grosser Uebereinstimmung bekannt geworden sind. Bei der Verhaftung wurden die Führer Dubcek, Cernik, Smrkovsky mit Handschellen gefesselt, gegen die Wand gestellt und schliesslich auf dem Fussboden eines Flugzeuges von Prag in die Slowakei geflogen. Unter entwürdigenden Bedingungen wurden sie über Polen in die Ukraine verschleppt. Bei der letzten Zwischenlandung nach Moskau sind die verhafteten Staatsmänner buchstäblich wie Postsäcke in das Flugzeug geworfen worden. Erst in Moskau haben — so äusserte sich Cernik später — die körperlichen Gewaltakte ein Ende genommen. Am 24. August, einen Tag nach meinem Telegramm, lese ich in der «Gazette de Lausanne» eine Meldung aus New York, derzufolge tschechoslowakische Geheimsender befürchten, dass Dubcek in der Slowakei umgebracht worden sei. Nur ein weltweiter Druck könne das Leben dieses tschechischen Führers retten. Am 28. August berichtete der Sonderkorrespondent der «Tribune de Lausanne» folgendes aus Prag: «Nur der festen Haltung von Staatspräsident Svoboda haben es Dubcek und vier seiner prominenten Anhänger zu verdanken, dass sie von den Sowjets nicht hingerichtet worden sind».

So können nur kalte Krieger ihre befreundeten Staatsmänner behandeln. — So galt mein Appell denn mit dem Telegramm einem flammenden, fast möchte ich sagen verzweifelten Aufruf an die Menschlichkeit, dem tschechoslowakischen Volk das Schlimmste zu ersparen, es seiner Führer zu berauben. Vielleicht, vielleicht hat dieser Appell ein bisschen mitgeholfen. Nichts tun und nur protestieren, war am Morgen des 23. August unausstehbar. Ich hätte mich der Passivität geschämt. Ich danke den aussenpolitischen Kommissionen, dass sie in ihr Communiqué die bestimmte Erwartung hineinbezogen haben, dass die Besatzungsmacht die verhafteten Führer der Tschechoslowakei freigebe. Ich verhehle Ihnen nicht, dass ich unverzüglich Unterschriften für eine Motion gesammelt hätte, die den Abbruch der diplomatischen Beziehungen mit Sowjetrussland gefordert hätte, falls die tschechoslowakischen Staatsmänner hingerichtet worden wären. In zahlreichen Zuschriften aus allen Kantonen habe ich mich dabei in Uebereinstimmung mit Bürgern aus allen Kreisen gefunden. Ich zweifle nicht, dass ich dabei auch auf sehr viel Zivilcourage im Rat gestossen wäre.

Darf ich zum Schluss noch ein Wort zu den Kontakten ganz allgemein sagen:

Ich bin mit der Kommission und dem Bundesrat der Auffassung, dass diese Kontakte mit den Ostblockstaaten weiter aufrechterhalten bleiben müssen. Ich befürwortete sie auch im Telegramm. Aber wir alle wissen, dass sie gegenüber Sowjetrussland heute auf ein Minimum gestellt werden müssen. Ich weiss, dass viele, auch gerade in der Tschechoslowakei, heute diese Debatte in unserem Rat mitverfolgen. Lassen Sie mich diesen über ihre vielen und gut organisierten Sender das eine zuzufügen, das sie heute auch aus einem Parlament im Westen brauchen: AT ZIJE SVOBODA CESKOSLOVENSKY!

Masoni: Signor Presidente, Signor Presidente della Confederazione, Colleghi; in un dibattito necessario, il cui dilagare non è certamente inutile, non poteva mancare anche una voce di lingua italiana ad esprimere al popolo cecoslovacco simpatia, solidarietà e ammirazione e agli invasori (non al popolo, ma ai responsabili ed al sistema) sdegno e deplorazione. Il diritto internazionale, persino quello socialista, si fonda sulla libera autodeterminazione dei popoli: la Russia ha ripetutamente proclamato l'impegno di rispettarla, e, dopo il nuovo corso, lo ha ribadito alla Cecoslovacchia ancora una volta a Cierna e a Bratislava. Lega invasori e vittima il patto di Varsavia, il cui articolo 1, come gli articoli 1 e 2 della carta delle Nazioni Unite impegna i contraenti

«sich in ihren internationalen Beziehungen der Drohung mit Gewalt oder ihrer Anwendung zu enthalten...» Perciò gli invasori hanno presentato l'intervento come richiesto da personalità cecoslovacche del partito e dello stato, tosto smentiti da presidenza, governo, parlamento e partito comunista cechi. L'appello falsamente addotto nella speranza, frustrata, di trovare chi ne assumesse la paternità, fa scoperta la consapevolezza della illegalità. Dunque l'aggressione viola, non vi è dubbio, diritto all'autodeterminazione e alla sovranità, carta dell'Onu, diritto internazionale socialista, patto di Varsavia, proclamazioni di Cierna e Bratislava, fiducia di uno stato amico, dimostrando quale valore hanno per i sovietici, patti, trattati, amicizia.

Non vi è discolora: ma anche le attenuanti, cioè i motivi invocati, sono recisamente negate dai comunisti cecoslovacchi. Nemmeno se fossero vere scuserebbero l'aggressione.

Secondo i più benigni, l'Unione Sovietica avrebbe reagito in un momento di panico, secondo i più disincantati in un calcolo di opportunità, al timore di un contagio di verità, di libertà politica ed economica, dalla Cecoslovacchia agli altri satelliti ed alla stessa Russia. Nel primo caso, scrive Corbino, l'occidente ha da temere disperati gesti sovietici anche fuori dell'orbita russa e non può far altro, purtroppo, che armarsi fortemente per prevenirli: così pensano, a giudicare dai preparativi militari, i vicini che meglio conoscono i Russi, Rumeni e Jugoslavi.

Nel secondo caso, saremmo di fronte a chi, per pura opportunità, aggredisce l'amico ed alleato violando patti testè firmati: ciò che, diceva Lord Caradon, fa rabbri-vidire al pensiero di quanto accadrebbe con i non amici.

L'aggressione ha colpito chi tentava una sua via per umanizzare il comunismo, sensibilizzarlo ad alcune libertà fondamentali, dargli una forma meno inconciliabile con le più alte conquiste dello spirito e così maggior forza di penetrazione nelle società più evolute; ciò accredita l'accusa che i dirigenti sovietici non si preoccupano tanto dei destini del comunismo e dell'idea comunista quanto del dominio della Russia e loro, e rivela che essi, per primi, ritengono incompatibile con il loro regime qualsiasi libertà.

Le parole, venuteci da Praga, «ich bin ein Kommunist, aber jetzt geht es um alles», dovrebbero pur insegnare che anche per un comunista sincero un barlume di quelle libertà di cui i paesi occidentali, pur con i loro difetti, godono largamente, vale più dello stesso ordinamento comunista.

Si discute se la condanna dell'aggressione da parte dei comunisti occidentali sia sincera o strumentale: comunque sia, è positivo constatare che uomini politici, uomini di cultura e partiti comunisti si sono con chiarezza

distanziati dall'aggressione unendosi alle voci che da tutto il mondo la condannano: il giudizio del loro agire ci verrà dalla chiarezza e fermezza del loro atteggiamento futuro nei confronti dei metodi sovietici. Invero, l'aggressione colpisce anche loro, ne calpesta promesse, opinioni ed interessi, dimostrando in che poco o nessun conto l'URSS li tenga: dunque le promesse di un comunismo democratico e rispettoso dell'uomo, anche se da taluni comunisti d'occidente forse date in buona fede, non sono credibili, perchè l'Unione Sovietica è pronta a rinnegarle con sconcertante freddezza, per motivi che più che una «raison d'état», come li ha definiti la Voix Ouvrière, appaiono, mi si perdoni il termine, una «déraison d'état».

Pur diffidando, si voleva sperare in un lieve miglioramento da Stalin ad oggi, nell'impossibilità morale del ripetersi di fatti mostruosi: ma a rileggere le pagine del 1939 sulla sovietizzazione degli stati baltici — Estonia, Lettonia, Lituania — si è colpiti dall'allucinante analogia con i fatti cecoslovacchi.

Gli aggressori hanno lasciato bruscamente cadere la politica della coesistenza pacifica proprio al momento in cui avrebbe dovuto fare le sue prove, rivelando di averla purtroppo concepita non come un durevole sforzo per bandire la violenza, ma come mezzo di comodo per mascherare le proprie intenzioni e forse anche per facilitare l'esportazione del comunismo ad occidente e l'importazione in oriente di beni per nascondere gli insuccessi del sistema. Si potrebbe pensare addirittura ad una agghiacciante pianificazione a lunga scadenza che, per reconditi fini, sacrifichi il benessere e il tenore di vita di più generazioni e per poterlo fare le isoli da ogni contatto e confronto con l'occidente: in tale prospettiva, le alternative di geli e disgeli sarebbero calcolate e volute per giustificare l'isolamento e per creare incertezza, insicurezza e turbamento che all'Europa impediscono di ridurre le spese militari, di accentuare l'incremento del tenore di vita e ai satelliti il formarsi di una volontà autonoma e indipendente.

Come il terrore che annulla la forza di resistenza del singolo è stato arma fondamentale per la presa di potere del comunismo all'interno, il terrore internazionale sarebbe, secondo questa ipotesi, arma analoga nella lotta per la dominazione del mondo.

La primavera di Praga ha rivelato qualche retroscena della presa di potere comunista nel paese: abusi, terrore, umiliazione dell'uomo, condanne costruite sul falso, sulle confessioni estorte in finti processi. La sua repressione conferma che le condizioni di vita spirituale e materiale che l'aggressore cerca oggi di tornare a imporre alla Cecoslovacchia sono quelle stesse, che regnano sovrane in tutti i paesi satelliti e nella stessa Russia: ogni nazione nell'orbita sovietica è ridotta purtroppo al rango di una colonia, così che l'aggressione si configura per i sovietici in un'operazione di polizia coloniale.

Da insospettabile fonte, abbiamo avuto la prova della falsità delle notizie della stampa e radiotelevisione russa sull'aggressione e del fatto che il popolo creda nel fraterno intervento chiesto dagli amici cecoslovacchi minacciati: ora, la storia ha già attestato quale pericolo per tutti è un popolo condotto a così ciecamente «credere, obbedire, combattere»: non a caso i comunisti cecoslovacchi hanno definito i compagni russi, disegnano nella stella rossa la croce uncinata.

Cosa accadrebbe se l'aggressione dilagasse in tutta Europa? Vi pensiamo con raccapriccio. Oltre alle forze che ogni stato ha e deve rafforzare, la protezione per

ora purtroppo più efficace è l'interesse degli Stati Uniti d'America di non abbandonare l'Europa, interesse cui anche qualche comunista occidentale deve, volente o nolente, integrità e vita.

Ma poiché gli interessi delle nazioni sono mutevoli e non ci si può attendere che certe prese di posizioni europee incoraggino gli americani ad occuparsi del vecchio continente, occorre avvertire l'urgente esigenza di unire gli sforzi per scoraggiare le velleità aggressive.

Nell'ora grave, non si può fare a meno di pensare alle responsabilità di chi, anche per ragioni plausibili, ha arrestato il processo di federalizzazione dell'Europa. Europei, non possiamo che augurarci una immediata, decisa ripresa di quegli sforzi, con più impegno e fede.

E' bene che il problema dei contatti diplomatici, culturali e economici con l'est si ponga, che ci si interroghi sulla loro portata, senso ed utilità. La rottura dei rapporti economici sarebbe forse più auspicabile di quella dei rapporti culturali: infatti, l'isolamento spirituale dal mondo occidentale è ciò cui taluni capi sovietici aspirano per il loro popolo, prova il muro di Berlino e la dura repressione cecoslovacca.

Ma tali misure vanno prese solo se si è irrimediabilmente convinti dell'inutilità del dialogo e se la loro adozione da parte di più paesi dà loro una certa efficacia.

Non la repressione, ma la primavera cecoslovacca, sembra tuttavia indicarci che allo stadio attuale, pur amari e disincantati, si debba pensare ancora alla via del dialogo, alla condizione tuttavia che esso parta dalla nostra coscienza che i metodi sovietici sono inaccettabili, che il vivere in simile situazione di pericolo e con tali vicini esige ogni ragionevole precauzione, a costo di sacrifici, piccolo prezzo per la nostra libertà, che non venga mai meno il coraggio di affermare il valore e la preminenza della libertà, non perdendo occasione per contraddire chi, anche in buona fede, contribuisce ad affievolire ed infiacchire questa convinzione. La fiaba della primavera di Praga si volge in tragedia. Sulla scena da cui fino a poco fa parlavano all'Europa e al mondo il loro linguaggio fascinoso, giacciono le dolci marionette di Trnka travolte sì, vinte chi sa, da un tristo personaggio che nessuno si attendeva più di veder comparire. Dilaga una pensosa tristezza. Il ritmato «perchè, perchè?» di un popolo tradito si affievolisce.

Dunque per altrui forza brutta la Cecoslovacchia ritorna un paese in cui «l'hiver comme l'été, là c'est toujours l'hiver?»

La dittatura è questo silenzio, nel quale giorno per giorno sprofonda l'immenso perchè dei popoli asserviti.

Ma la primavera di Praga, pur così brutalmente rientrata, rivela che anche nelle tenebre della dittatura l'anelito alla libertà e alla verità non viene meno e che, pur a fatica, con stenti e difficoltà, illumina e splende: inchiniamoci al suo manifestarsi nella Cecoslovacchia martoriata: la religione suprema degli uomini liberi è questo credere nella pur tribolata affermazione dello spirito e della ragione sulla violenza e sulla forza brutta, è questa fede nel difficile ma infallibile trionfo della verità nella libertà.

Rasser: Ich glaube, eine gewisse Verpflichtung zu haben, mich ins Gespräch über die Tschechoslowakei einzumischen; ich fühle mich immerhin ein wenig in der Schuld der tschechoslowakischen Kultur, denn es war ein Tscheche, dem ich den grössten Bühnenerfolg mei-

nes Lebens zu verdanken habe: der berühmte Jaroslav Hasek, der Autor des unsterblich gewordenen «Braven Soldaten Schwejk», dessen Abenteuer ich in schweizerische Verhältnisse und in die Zeit des Zweiten Weltkrieges übertragen habe, in meinem Bühnenstück «HD Soldat Läßli».

Schwejk ist heute in der ganzen Welt ein Begriff geworden, und er bedeutet für die Tschechoslowakei das, was für uns Wilhelm Tell bedeutet, nur mit dem Unterschied, dass Wilhelm Tell seinen Erbfeind mit der Armbrust tötete, aber Schwejk beschoss seine Feinde mit tödlich wirkender Lächerlichkeit; er machte sich — bewusst oder unbewusst — zur dumm-dreisten Figur, lächelte seine grimmigen Vorgesetzten und seine sadistischen Peiniger unschuldig an, erzählte ihnen stundenlange Geschichten, gab sich masslos pflichtbewusst und so kitschig vaterländisch, dass jeder übertriebene Patriotismus und jeder militärische Hochmut vor ihm zusammenschmolz wie Schnee im Frühling. Ja, Schwejk war ein Vorläufer des Prager Frühlings, und man kann sagen, dass er auch jetzt wieder bei der Besetzung in der Tschechoslowakei eine sehr grosse Rolle des passiven Widerstandes gespielt hat.

Jaroslav Hasek war Mitglied der tschechischen kommunistischen Partei, und er war auch längere Zeit in der Sowjetunion, wo er sich sogar als Kommissar betätigte. Ich weiss nicht, wie er heute zur Sowjetunion stehen würde. Wahrscheinlich würde er nicht nur zu den heutigen Prager Liberalen gehören, er wäre ganz sicher führend unter den Schriftstellern, die die heutige Reformlinie ausgelöst haben. Er hätte geweint, wenn er der Besetzung der Warschauer-Pakt-Mächte beigewohnt hätte, nicht in erster Linie aus Trauer über das Schicksal seines Landes, sondern aus Freude darüber, dass sein Volk seinen Schwejk doch noch verstanden hatte und gelernt hatte, was passiver Widerstand ist, gelernt hatte, was er ihm mit seinem bescheidenen Helden sagen wollte. Daran hatte er zu seinen Lebzeiten gezweifelt. Er machte sich keine Illusionen über die Zuverlässigkeit des Volkes. Er kannte seine Pappenheimer, mehr als sie ihn kannten. Er wusste, dass sich die Masse nicht von den grandiosen Gedanken seines Hauptwerkes hinreissen liess, sondern vor allem über die Witze und das tölpelhafte Benehmen seines Helden lachen wollte. Resigniert schrieb er: «Ich weiss nicht, ob mir in diesem Buche gelungen ist, was ich bezweckte. Der Umstand allerdings, dass ich einen Soldaten einen andern schimpfen hörte: 'Du bist so blöd wie der Schwejk', würde dagegen sprechen». Er muss so traurig und enttäuscht gewesen sein, wie später Carl Jaspers, der sagte: «Was nützt alle Philosophie, wenn sie nicht in die Masse eingeht?»

Ist sie wirklich in die Masse eingegangen, die Philosophie eines freien Sozialismus, wie Hasek ihn erstrebte? War sie schon so stark genug, die Philosophie, um mit denjenigen fertig zu werden, die, eine verlogene Entrüstung vorheuchelnd, nur darauf warteten, ihr eigenes Süppchen auf der Flamme der sozialistischen humanen Freiheit kochen zu können, im geheimen Bestreben, eine Epoche zu restaurieren, die unweigerlich der Vergangenheit angehört? Es ist nicht an uns, dies zu beurteilen. Hasek bezweifelte es damals. Ob er es heute wirklich nicht mehr bezweifeln würde, das wissen wir nicht. Niemand kann ganz sicher sagen, was gekommen wäre, wenn die Warschauer-Pakt-Mächte nicht gekommen wären. Denn da gibt es einen Satz von Jakob Burkhardt, welcher lautet: «Die Macht kann auf Erden einen hohen Beruf haben. Durch sie, vielleicht nur durch sie, können Kul-

turen höchsten Ranges entstehen». Er hat aber auch gesagt: «Die Macht ist an sich böse». An das können wir uns halten, wenn wir richtig handeln. An uns ist es nämlich nun, das sowjetische Vorgehen ins Unrecht zu versetzen.

Ich habe mich dem Verlangen unseres Kollegen Gerwig nach Einberufung einer ausserordentlichen Sitzung der Bundesversammlung angeschlossen; ich hätte einem scharfen Protest an die Adresse der Panzermächte zugestimmt, aber nur, um dem tschechischen Volk gleichzeitig auch wirksame Hilfe anzubieten. Heute käme dieser Protest zu spät. Man muss die eisernen Vorhänge schmieden, solange sie heiss sind. Wenn ein im Glashaus Sitzender mit Steinen wirft, kann das trotzdem eine gewisse Wirkung haben, solange dies in der ersten grossen Entrüstung geschieht. Nachher nimmt man ihm das nicht mehr ab. — Aber unsere wirksame Hilfe kann das tschechische Volk immer noch brauchen. Diese Hilfe darf aber nicht in der Absage oder im Boykott wirtschaftlicher, kultureller und sportlicher Beziehung bestehen, im Abbruch diplomatischer Beziehungen gar. Das wäre nur Oel ins Feuer weiterer diktatorischer Massnahmen. Unsere Hilfe kann nur darin bestehen, dass wir nun das tun, was die tschechischen Reformer tun wollten, dass wir die einmalige geschichtliche Gelegenheit wahrnehmen, eine wirkliche soziale Gerechtigkeit in Freiheit aufzubauen, dass wir die Brüder der tschechischen Reformer, unsere fortschrittliche Jugend, unsere Künstler, Schriftsteller, Studenten, die mit den alten Vorstellungen brechen wollen, um eine neue Gesellschaft aufzubauen, fördern anstatt sie in verlassenen Warenhäusern und Kellern zu verprügeln. Denn was hat ihnen unsere Epoche schon hinterlassen? Das traurige Erbe zweier Weltkriege! Diese Jugend hat recht, wenn sie verhüten will, dass wir ihr noch einen dritten einbrocken.

«Der Mensch unterscheidet sich vom Tier dadurch, dass er Geschichte macht», hat Martin Buber gesagt, und er hätte ganz recht. Wenn wir aufhören, Geschichte zu machen, dann wird die Geschichte ohne uns gemacht, und dann macht die Geschichte mit uns keine lange Geschichte. Ich fürchte, wir sind dabei, den Ruf der Geschichte, der von unserer Jugend verstanden wird, zu überhören und uns denjenigen anzuschliessen, die das Rad der Geschichte nicht nur bremsen, sondern zurückdrehen wollen. Es gibt nur ein Mittel, sozialistische Diktatur zu brechen, nämlich soziale Gerechtigkeit auf demokratischer Basis zu verwirklichen. Wer das fertig bringt, hat erst das moralische Recht, sozialistische Diktatoren zu richten. Solange wir das aber nicht fertigbringen, haben wir der sowjetischen Macht, die behauptet, recht zu haben, Vorschub geleistet. Helfen wir in diesem Sinne dem tschechischen Volk. Es wäre der einzige mögliche Dienst, der zu seiner Befreiung führen könnte und nicht nur zur Befreiung des tschechischen Volkes; auch in der Sowjetunion selbst warten die Reformsozialisten. Die sowjetische Besetzung der Tschechoslowakei ist nicht zuletzt ein Präventivakt gegen den Bazillus im eigenen Land. Denn auch dort wartet der liberale Sozialist, den ich schon vor 10 Jahren auf die Bühne gestellt habe, dem die Freiheit nur noch als schwaches Kerzenlicht leuchtete, als ich ihn in Moskau zu westlichen Besuchern sprechen liess:

«Briderschen, Du bist in Moskau,
Kremlin siehst Du vor Dir stehn,
Millionen Sowjetseelen
siehst Du nicht spazieren gehn.

Aber auch bei Dir im Westen,
Millionen siehst Du nicht,
weil sie alle schaffen, schlafen
und vergessen Kerzenlicht.

Hubacher: Es ist in der Oeffentlichkeit viel gefragt worden, ob unsere heutige Debatte überhaupt einen praktischen Sinn haben könne, ja, es ist behauptet worden, daraus werde ja nur ein sogenanntes Palaver. Ich glaube, es gibt Situationen und Stunden, wo man sagen muss, was sich gehört, und ich bin überzeugt, dass sogar Machthaber in Moskau gegen hunderte und tausendfache moralische Verurteilung auf der ganzen Welt nicht ganz immun sind. Es ist ausgerechnet in der russischen Zeitung «Prawda» in den letzten Tagen eine Geschichte aus dem Tierreich publiziert worden, die von den Tschechoslowaken auf Schwejk'sche Art übernommen wurde. In der «Prawda» wurde geschildert, dass rund hundert Spatzen einem Falken dermassen hart zusetzten, dass dieser Falke zuletzt die Flucht ergreifen musste. Und in der Prager Zeitung «Rude Pravo» wurde diese Meldung mit der Ueberschrift übernommen: «Der Aggressor wurde besiegt». Diese kleine Meldung von den hundert Spatzen gegen den starken Falken sagt, dass, wenn auch die Situation des Kleinen, zum Beispiel des Kleinstaates, ausserordentlich schwierig ist, sie dennoch nicht ganz hoffnungslos ist. Sie bestätigt die Regel, dass sich auch vor den Grossen Feigheit nie honorieren lässt, sondern dass sich auch der Kleine wehren muss.

Wir beziehen heute eine Standortbestimmung; wir diskutieren über die Auswirkungen der letzten Ereignisse auf unsere politische Situation, und ich glaube, wenn man, was jetzt schon x-fach gesagt wurde, das verurteilt, was in Prag geschehen ist, dann müssen wir auch zum Ausdruck bringen, dass Freiheit integral und dass Neutralität ein umfassendes Bekenntnis ist gegen jegliche Gewaltanwendung, dann müssen wir auch sagen, dass wir auch für eine griechische Militärdiktatur keine Sympathien aufbringen, dass wir den amerikanischen Napalmkrieg in Vietnam nicht mehr verstehen und billigen können, dass wir das Morden in Biafra ablehnen und dass wir Nassers Drohungen gegen das kleine Israel mit Sorgen zur Kenntnis nehmen müssen. Freiheit und Menschlichkeit sind siamesische Zwillinge. Es gibt darüber keine opportunistischen Interpretationskünste.

Abraham Lincoln hat einmal gesagt, «die Dogmen einer geruhsamen Vergangenheit sind unzulänglich für die stürmische Gegenwart». In der «Weltwoche» hat August E. Hohler kürzlich mit Recht geschrieben: «Ein amerikanischer Kosmonaut hat mehr gemeinsam mit einem russischen Weltraumfahrer als mit einem Inner-schweizer Bauer». Das heisst, wir leben auf dieser Welt, wir leben in dieser Gemeinschaft, und wir sind trotz aller Enttäuschung an einer weiteren Entspannungspolitik zugunsten des Friedens und nicht am Gegenteil interessiert. Der nicht sehr ehrenwerte und überaus unsympathische Walter Ulbricht hat es richtig gesagt, was Entspannungspolitik des Westens für den Osten für Leute seiner Prägung bedeutet. Herr Ulbricht hat am 21. Juni 1968 an einem Befehlsrapport vor den Funktionären seiner Staatspartei westliche Entspannungspolitik als «Verführung des Ostens» bezeichnet und hat damit zugegeben, dass er vor dem freien Wort mehr Angst hat als vor westlichen Panzern, und dass er die Zensur inniger schätzt als Karl Marx. Ich glaube, auch wir im Westen und auch wir Bürger eines kleinen Landes haben Kontakte auf sportlicher, diplomatischer, kultureller, wissen-

schaftlicher und persönlicher Ebene zu den Ostblockvölkern weiterhin zu pflegen, nicht im Sinne der Provokation, sondern als Mittel zur Völkerverständigung. Wir im Westen haben zur Kenntnis zu nehmen, dass das tschechoslowakische Experiment seine Folgen haben wird, und ich bin überzeugt: der Osten wird sich darauf einlassen müssen. Auch Russland wird sich mit diesem Experiment zu befassen haben. Eine ganze Generation, selber irritiert, hat dem Unternehmen Dubceks und seiner Freunde zugesehen, beeindruckt, hat sich korrigieren lassen, hat korrigiert, war am Ende verzweifelt. Diese Generation hat gelernt, und sie wird nach den Voraussetzungen, in denen sie heute leben muss, das Beispiel für sich in Anspruch nehmen. Niemand wird den Tschechen und den Slowaken vorwerfen können, sie seien leichtfertig mit den Prinzipien ihrer Väter umgegangen. Sie haben diese Prinzipien erneuert, und sie haben nachgedacht. Sie hatten über die Grenzen des Tages und der Macht hinaus gedacht. Das war ihr Fehler, ein Fehler zugunsten der Geschichte.

Ich glaube, bei unserer Standortbestimmung haben wir auch unsere innenpolitische Lage zu überprüfen, und wir haben uns vorzunehmen, Lösungen für unsere politischen Zukunftsaufgaben anzubieten, die dem Geist der Zeit entsprechen. Wir haben die Pflicht, nicht nur zu bewundern, wie in Schweden bei den letzten Wahlen 89 Prozent der Stimmberechtigten an die Urnen gingen, sondern haben alles dazu beizutragen, dass auch unser Volk aktiver und interessierter wird am politischen Geschehen und mitmacht. Wir haben vielleicht unsere politische Aufgabe — und damit möchte ich schliessen — nie treffender zusammengefasst erhalten, als es der ermordete Senator Robert Kennedy in seinem Vermächtnis ausdrückte. Robert Kennedy schrieb: «Heute haben die jungen Menschen die Würde des Einzelmenschen zu ihrem Anliegen gewählt. Sie fordern eine Begrenzung übergrosser Macht, sie fordern ein politisches System, das das Gefühl der menschlichen Gemeinschaft bewahrt. Sie fordern eine Regierung, die unmittelbar und ehrlich zu ihren Bürgern spricht. Wir können ihr Engagement nur gewinnen» — erklärte Robert Kennedy —, «indem wir demonstrieren, dass sich diese Ziele durch persönlichen Einsatz erreichen lassen». Ich finde, schlichter kann man unsere gemeinsame Aufgabe nicht formulieren und auch nicht wahrer.

Rohner: Die Interpellation unseres Herrn Vizepräsidenten erkundigt sich nach den Rückwirkungen der Besetzung der Tschechoslowakei auf die internationale Lage und auf die schweizerische Aussenpolitik.

Trotz dieses aussenpolitischen Charakters der Fragestellung scheint es mir am Platz, sie auf wenige Ueberlegungen auszuweiten, die wir für uns selbst anzustellen haben.

Eine erste: In einer schweizerischen Tageszeitung wurde die Alternative «Bewaffneter Widerstand durch die Armee oder passiver Widerstand durch das Volk?» vertreten. Ich halte diese Fragestellung für gefährlich und stimme mit der in andern Zeitungen zum Ausdruck gebrachten Meinung überein, dass passiver Widerstand kein Ersatz für den bewaffneten Widerstand sei, sofern man das Ziel der Landesverteidigung, die Wahrung der Unabhängigkeit und Freiheit, nicht zum vornehmerein preisgeben wolle.

Zweifellos hat es unsern Rat und die Öffentlichkeit interessiert zu wissen, wie sich der Bundesrat zu dieser Alternative stellt. Herr Bundespräsident Spühler hat in

seiner Interpellationsbeantwortung klargestellt, dass an erster Stelle der militärische Widerstand zu stehen hat. Für diese eindeutige Stellungnahme ist dem Bundesrat zu danken, denn sie lehnt Spielereien mit unserer Wehrebereitschaft ab.

Ein zweites: Mit grösster Achtung haben wir alle die geradezu lebensgefährliche Arbeit der Redaktoren der tschechoslowakischen Presse, des Radios und Fernsehens verfolgt. Sie bewiesen, wie einflussreich diese Massenmedien sind und dass sie die Widerstandskraft eines Volkes und seiner Führer entscheidend stärken können. Diese Haltung und diese Tätigkeit der Mitarbeiter der Massenmedien legt aber auch uns die Frage nahe, wie sich ein solcher Widerstand dann organisieren und fortführen liesse, wenn unser Land Opfer einer Besetzung durch eine fremde Armee werden sollte. Die Unterschiede zwischen der Tschechoslowakei und der Schweiz, insbesondere im Bereich des Pressewesens seien nicht übersehen. Die Zahl der Organe der Tages- und der Fachpresse ist in unserem Land viel grösser, desgleichen ihre Vielfalt in der politischen Einstellung. Zu manchen praktischen Fragen, die hier nicht erörtert zu werden brauchen, kommt aber jene nach der Haltung hinzu, denn diese entscheidet am Ende, ob die Massenmedien jenen Beitrag zum Widerstand leisten, den sie — wie das tschechische Beispiel zeigt — erbringen können und der für den Fall einer Besetzung der Schweiz erwartet werden muss. Diese Tribüne mag nicht der Ort sein, auf diese Fragen konkrete oder vollständige Antworten zu geben. Sie verdienen aber, gestellt zu werden, damit sie Gegenstand der Ueberlegung und Ueberprüfung in den zuständigen zivilen und militärischen Behörden und in den Organen der Massenmedien werden und bleiben.

Ein drittes: Die schweizerischen Presseverbände haben sich aus ihrer Sicht zu den tschechischen Ereignissen vernehmen lassen. Sie hoben mit vollem Recht die Bedeutung der Pressefreiheit für den Aufbau und die Erhaltung einer freiheitlichen Gesellschaftsordnung und für die Unabhängigkeit eines Volkes und Staates hervor. Ich zitiere in diesem Zusammenhang aus der Resolution, die an der Generalversammlung des Schweizerischen Fachpresseverbandes gefasst wurde, wo es heisst: «Die Pressefreiheit hat sich einmal mehr als unerlässliches Element einer vom Volkswillen getragenen Demokratie erwiesen... Die jüngste Entwicklung in der Tschechoslowakei ist der Beweis, dass Kommunismus und Pressefreiheit unvereinbar sind». Jener Kommunismus, der uns seit 50 Jahren von den Sowjets demonstriert wird, ist seiner Natur nach darauf angelegt, die Meinungs- und Pressefreiheit, wie wir sie verstehen, zu ersticken. Das hat uns diese Macht vor Augen geführt, als sie mit Panzern die Gebäude der tschechischen Massenmedien umstellte. Augenfälliger lässt sich die Angst dieser Macht vor dieser Freiheit nicht dokumentieren und damit die eigene Unfreiheit, wozu der Satz von Karl Marx zitiert werden kann: «Nur die Nation ist frei, die einer andern nicht die Freiheit raubt» — und ich füge bei: auch nicht die Freiheit des Dialogs, der nämlich voraussetzt, dass beide Gesprächspartner sprechen wollen, nicht aber dass einer mit den Waffen spricht. Ich meine, die Ereignisse in der Tschechoslowakei können uns ein Mahnmal sein, unsere Freiheiten zu bedenken und sie in der Gestaltung unserer eigenen Lebens- und Gesellschaftsverhältnisse hochzuhalten. Der Pressefreiheit steht die Verantwortung gegenüber — die Verantwortung all jener, die in ihrer täglichen Aufgabe und Arbeit gerade diese Freiheit für sich

beanspruchen und benötigen —, die Verantwortung für die Integrität der Presse und für die Wahrheit.

Ein letztes: Schenken wir, so bleibt schliesslich zu fragen, allen jenen Mitteln die nötige Aufmerksamkeit, die geeignet sind, uns selbst zu kennen und zu erkennen und die Schweiz im Ausland erkennbar zu machen? Auch hier denke ich an die Massenmedien, speziell aber an ein Mittel, das heute ein Aschenbrödel-dasein führt, das in einer Zeit akuter geistiger und politischer Bedrohung seinen Wert für die Stärkung unserer Widerstandskraft unter Beweis gestellt hat, nämlich die Schweizerische Filmwochenschau. Ich erwähne sie, weil sie auch heute noch dem gleichen Ziele dient wie damals, als die braune Gefahr drohte. Dieser Einrichtung die Möglichkeit zu geben, unter veränderten Verhältnissen und in einer auf die Zukunft gerichteten Weise ihre unvermindert wertvolle Aufgabe zu erfüllen, ist gewiss kein hauptsächliches Anliegen unserer Politik, aber auch keine Bagatelle, die vergessen werden darf. Dieser Spiegel schweizerischen Seins, Lebens und Wirkens wäre, sollte er einmal in Brüche gehen, nur schwer und mit unverhältnismässig grösserem Aufwand wieder zu schaffen.

Diese Probleme, mögen sie gross oder klein anmuten, zu beachten haben wir allen Anlass, wenn wir uns Gedanken darüber machen, was die Ereignisse in der Tschechoslowakei für unser Land und unsere Politik bedeuten.

Allgöwer: An der Konferenz der Interparlamentarischen Union in Lima trat zu Beginn der Verhandlungen ein Gaullist vor das Plenum, wies auf die Russen hin und sagte: «Voilà les assassins!» Diese Anschuldigung löste eine grosse Bewegung aus, und die gesamte Konferenz von fast zehn Tagen hat sich im wesentlichen mit dem Ueberfall auf die Tschechoslowakei befasst. Dabei stand die Entschliessung des Sicherheitsrates im Mittelpunkt, und wir Schweizer konnten sehen, dass eine solche Entschliessung nicht einfach, wie bei uns sehr oft gerne dargestellt wird, in den Wind gesprochen ist, sondern eine realpolitische Bedeutung hat. Es ist der Sowjetunion in den letzten zehn Jahren nie passiert, dass sie vollständig isoliert war, dass kein einziger der Staaten der Dritten Welt sich auf ihre Seite schlug, sondern dass eine einmütige Verurteilung stattfand und die sowjetischen Vertreter nach Annahme der Resolution gezwungen waren, den Saal zu verlassen. Sie haben zwar nicht gewagt, aus der Interparlamentarischen Union auszutreten, aber sie mussten die Konferenz verlassen, weil die ganze Welt ausser ihren paar Satelliten gegen sie Stellung genommen hat.

Ich erzähle Ihnen das, weil es für unsere aussenpolitische Stellung als Kleinstaat wichtig ist. Wir müssen einsehen, dass auch blosser Resolutionen solche geistige Stellungnahmen ihre realpolitische Bedeutung haben. Und warum? Weil alle Völker unter der einen grossen Gefahr des Atomkrieges stehen. Diese Tatsache ist uns zu wenig bewusst, viel weniger als andern Völkern. Aber alle zusammen müssen mit dieser Gefahr fertig werden. Dabei gibt es nichts Verfehlteres, als mit Gefühlsaufwallungen gegeneinander anzutreten, wichtig aber sind Vernunft und Nüchternheit, aber auch unbeugsamer Widerstandswille.

Wir haben unsere eigene Erfahrung mit Diktaturen im Widerstand gegen den Faschismus gesammelt. Auch damals standen wir gegen eine scheinbar übermächtige Gewalt. Wir konnten uns als Kleinstaat nur dagegen stellen, weil in uns der Glaube an die Freiheit lebendig war

— ein Glaube, den wir heute dem tschechischen Volk wünschen. Der Kleinstaat ist ein Wagnis. Wir können es nur eingehen, wenn in uns der Glaube an die Freiheit und das Recht lebt und wir von ihrem schliesslichen Sieg überzeugt sind. Wenn dieser Glaube nicht vorhanden ist, dann muss man sich an einen Grösseren anschliessen. Darum ist, in erster Linie an uns, als dem vielleicht ältesten heute noch organisierten Kleinstaat, dass wir den andern Völkern ein Beispiel dieses Glaubens geben, und dass wir immer dann mit harter Kritik einsetzen, wenn ein Volk Unrecht erleidet.

Bei der jüngsten Stellungnahme zum Ueberfall auf Prag, war das Wort unserer Regierung beinahe das zurückhaltendste. Wir sahen, dass andere Völker von diesem Ereignis weniger stark berührt waren als wir, dass aber ihre Regierungen eine sehr viel deutlichere Sprache redeten. Wir erregten uns als Volk, aber unsere Regierung sprach eine sehr leise Sprache. Das deutet darauf hin, dass wir zu wenig gewohnt sind, zu weltpolitischen Fragen Stellung zu beziehen. Es ist von einigen Rednern schon gesagt worden, wir müssen hier eine Aenderung herbeiführen. Wir müssen bessere Grundlagen schaffen, sei es durch Aussprachen aber auch durch eine bessere Informationspolitik.

Es muss festgestellt werden, dass die Informationen, die wir vor dem tschechischen Ueberfall erhielten, ungenügend waren. Beispielsweise hat es allgemein Verwunderung erregt, dass der Botschafter aus Moskau ausgerechnet in diesem Augenblick nicht auf seinem Posten blieb, als es bereits zu brennen begann. Wir müssen Informationen haben, die uns zeigen, wie die Welt reagiert, wie die Welt die Weltpolitik behandelt. Wir geraten allzuoft in Gefahr — gerade weil wir nicht in der Uno und nicht an der Weltpolitik beteiligt sind — uns falsche Vorstellungen vom Weltgeschehen zu machen.

Unsere Reaktion auf den Prager Ueberfall kann nicht darin bestehen, von unserer Seite einen Eisernen Vorhang herunterzulassen, sondern im Gegenteil. Wir müssen uns stärker der Welt öffnen und das Wagnis des Kleinstaates voll auf uns nehmen: mit unserem Glauben, mit praktischer Hilfsbereitschaft, mit der Entwicklungshilfe, mit dem Gespräch mit andern Völkern und schliesslich mit dem Willen, das zu verteidigen, was wir in Händen halten. Es stellen sich heute die gleichen Aufgaben wie während der Zeit des Faschismus: Auf der einen Seite müssen wir bereit sein zum Widerstand im Interesse der Freiheit und des Rechts und auf der andern Seite aber bereit zu den Erneuerungen, die die Zeit von uns fordert. Wenn wir in dieser Weise das Wagnis des Kleinstaates auf uns nehmen und bereit sind, Mitverantwortung am Aufbau eines Weltfriedens zu tragen, dann erfüllen wir unsere Pflicht, und dann helfen wir auch den Tschechen, die heute die Freiheit verloren haben.

M. Tissières: Au cours de ces débats de politique étrangère, de distingués orateurs se sont succédé à la tribune.

Ils nous ont dit avec éloquence combien l'attitude de l'Union soviétique dans cette affaire tchécoslovaque révoltait notre conscience d'hommes libres, de pays libre. Ils ont compati avec le peuple tchécoslovaque. Ils ont relevé le danger qui peut découler pour nous, pour l'Europe libre, de l'attitude agressive de l'Union soviétique destinée, à n'en pas douter, à donner le change à des difficultés internes, à empêcher, à étouffer d'éventuelles velléités de libéralisation dans les états satellites, dans

l'Union soviétique elle-même. Ils nous ont dit aussi combien il importe de renforcer l'Europe. Ils nous ont fait part de leur déception.

Personne cependant, à l'exception de M. Chevallaz, n'a relevé combien l'attitude de l'Union soviétique est conforme à sa ligne de conduite, combien elle est le fruit d'une logique rigoureuse.

Vous ne m'en voudrez pas de vous faire part, d'exprimer les sentiments, l'opinion des populations de toutes conditions que je représente et de vous rappeler certains faits historiques dont découle l'analogie existant entre l'impérialisme de l'Union soviétique et celui de l'Allemagne hitlérienne.

La terreur a régné en Union soviétique dès sa fondation, en Allemagne dès l'avènement du nazisme. D'anciens amis dévoués de Staline ont été assassinés. De fidèles disciples d'Hitler ont été passés par les armes. Dans un cas comme dans l'autre, les procès intentés aux victimes de la terreur ne furent que des parodies de justice. En mars 1938 l'Allemagne envahit l'Autriche, c'est l'Anschluss. Une année plus tard, après l'annexion des Sudètes, les Allemands entrent à Prague. La Tchécoslovaquie cesse d'exister, elle devient un protectorat. Le 23 août 1939, souvenons-nous toujours de cette date, c'est la signature du pacte germano-soviétique sans lequel, on a trop tendance à l'oublier, la Grande Guerre n'eût pas été déclarée. Le 1er septembre 1939, Hitler de connivence avec Staline envahit la Pologne. Le 17 septembre 1939, malgré le traité d'amitié et de non-agression qui les liait, l'Union soviétique achève la Pologne à genoux. En octobre 1939, des milliers d'officiers polonais tombés aux mains des Russes sont massacrés dans la forêt de Katyn. On chercha plus tard en vain à mettre ce forfait sur le compte des Allemands. En automne 1939, l'Union soviétique asservit les pays baltes. Le 30 novembre 1939, l'Union soviétique invoque une soi-disant et risible provocation de la Finlande pour tenter de l'envahir. Elle en fait les frais; c'est l'histoire du loup et de l'agneau, mais l'agneau se défendit comme un lion.

Puis ce fut la mémorable journée du 10 mai 1940. La marée brune déferlait sur la France. La guerre s'étendait par la faute des nazis comme aussi des Soviétiques, au monde entier. Mais les compères eux-mêmes se brouillèrent. Ce fut la guerre germano-soviétique. En août 1944, le peuple de Varsovie, sachant que les troupes russes se trouvaient dans les faubourgs de la ville, se révolta contre les Allemands. Les Polonais implorèrent l'aide des Russes. Les Soviétiques attendirent que le massacre fût consommé pour envahir la ville.

Je ne veux pas minimiser les horreurs du nazisme. Ils ont commis de graves crimes contre l'humanité. Les Soviétiques n'ont guère fait mieux. Après la fin de la guerre, après la fin du nazisme, les Soviétiques prirent la relève. En 1947, après avoir asservi les états satellites, une minorité appuyée par les Soviétiques imposa son ordre nouveau à la Tchécoslovaquie. Ce fut la mort de Mazaryk. Suicide ou assassinat, nul ne le saura jamais. En 1953, les ouvriers de Berlin-Est sont écrasés par les mitrailleuses russes. En 1956, à Budapest, les Hongrois n'ont à opposer aux Soviétiques que leurs poitrines contre des chars, des canons qui tirent. En 1968, ensuite d'une opération militaire brillamment menée, c'est la grande faute politique des Soviétiques. Ils occupent Prague.

Telles sont les réactions d'un pays qui prône la paix.

Les nazis et les Soviétiques se disaient ennemis. Ils prétendaient que leurs doctrines, s'ils s'agit de doctrines, étaient contraires. Ils se sont alliés pour déclencher la

guerre. Ils ont utilisé les mêmes moyens que les Soviétiques utilisent encore: la dénonciation, la contrainte, les exécutions sommaires, les déportations et sur le plan extérieur la force, l'intimidation, la guerre.

Face aux Soviétiques, on a trop tendance à oublier, on a trop souvent peur de leur répondre: exécutions sommaires, déportations, Finlande, pays baltes; on hésite trop à leur rappeler: Pacte germano-soviétique: origine de la guerre; à leur dire: Berlin-Budapest; à leur répéter toujours: Pologne, Varsovie, forêt de Katyn et maintenant Prague; à leur demander: «Camarades, que faites-vous du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, que faites-vous de la dignité humaine?»

Dubcek voulait instaurer un socialisme humain. Une si belle doctrine ne pouvait plaire aux seigneurs du Kremlin.

Ainsi, je crois l'avoir suffisamment démontré, les Soviétiques ont utilisé, utilisent encore les mêmes moyens et recherchent les mêmes buts impérialistes que les nazis. Leur attitude actuelle à l'égard de la Tchécoslovaquie, demain dirigée contre d'autres pays européens, contre nous-mêmes peut-être, découle de la plus implacable logique. Elle s'inscrit dans leur tradition. Nous ne pouvons qu'en tirer les conséquences qui s'imposent tout en souhaitant, tout en veillant que si un jour les Soviétiques devaient se présenter à nos frontières, ils ne se trouvent pas plus chez nous qu'en Tchécoslovaquie de Kissling, de Seiss-Inquart, ou de Kadar.

Marthaler: Die bittere Lektion, die der Welt vor knapp Monatsfrist auf grausame Art erteilt wurde, hat einmal mehr mit aller Deutlichkeit gezeigt, wohin eine gutgläubige Naivität und unkritische Bequemlichkeit führen können. Die schamlose, alle Tatsachen verdrehende Darstellung der Aggressoren, die in Missachtung eines gegebenen Versprechens mit einem Schlag mehr als eine halbe Million Mann in ein für solche Eventualitäten unvorbereitetes Land einbrechen liessen, wird uns lebhaft in Erinnerung bleiben. Darüber hinaus sind aber doch Lehren zu ziehen, und zwar solche, die unter Umständen von entscheidender Bedeutung sein können.

Meine Meinungsäußerung will als solche eines Gewerblers verstanden sein, der über die Ereignisse in der Tschechoslowakei wie alle andern durch Radio, Fernsehen und Presse informiert wurde. Es war eindrucksvoll, mit welcher Sachlichkeit am Fernsehschirm der Freiheitskampf des tschechoslowakischen Volkes in seiner ganzen Tragweite dargestellt wurde. Gleiches oder Ähnliches kann man vom Schweizer Radio und vom überwiegenden Teil der Schweizer Presse sagen.

Eine direkte Folge davon waren die Protestkundgebungen an zahlreichen Orten der Schweiz sowie die Resolutionen und vor allem die spontane Hilfsbereitschaft. Was behördlicherseits getan werden konnte, wurde rasch getan, und so wäre eigentlich die gesamte Reaktion positiv zu beurteilen.

Die Entlarvung der Russen, die unter dem Deckmantel der Zusammenarbeit ihre wahren Ziele nach wie vor verfolgen, hat nach dem Sturm der ersten Empörung und des ohnmächtigen Zornes einer konstruktiveren Ernüchterung Platz gemacht. Wir, die wir frei in einem demokratischen Staatswesen leben dürfen, sind zutiefst beeindruckt von der grossartigen geistigen Haltung der tschechoslowakischen Jugend und der gesamten Bevölkerung, in der es kaum einen Quisling gab. Dies in einem kommunistisch geleiteten Land, das doch in jüngster Vergangenheit viel Schweres durchgemacht hat. Das

gesamte Volk hat aber seine Auffassung verteidigt und dabei einen Mut an den Tag gelegt, der beispielhaft ist. Dieser Widerstand und dieses Aufbäumen gegen eine undiskutable Uebermacht haben sich aber gelohnt. Das Moskauer Diktat wäre sicher ganz anders ausgefallen, wenn sich die Tschechen und Slowaken nicht auf diese Art gewehrt und verteidigt hätten.

Eines steht fest: Die ganze Tragweite eines Ernstfalles, wie er in der Tschechoslowakei «durchgespielt wurde», bildet heute eine konkrete Diskussionsgrundlage für eine entsprechende Schulung der gesamten Bevölkerung unseres Landes. Wir müssen uns fragen, ob nicht in absehbarer Zeit die gleiche Alternative an uns herantreten könnte. Sind wir dann aber materiell und geistig auch gerüstet? Es gibt bei uns Institutionen, die schon seit längerer Zeit auf dem Gebiet der geistigen Landesverteidigung arbeiten und trotz vieler Anfechtungen ihre Aufklärungsarbeit beharrlich fortsetzen. Bestünde hier nicht eine Möglichkeit, das Forum Helveticum in diese Arbeit einzuspannen? Vor und während des Zweiten Weltkrieges haben wir die geistige Landesverteidigung geschult und geformt; heute ist es notwendiger denn je, alle positiven Kräfte zu sammeln, denn es gibt auch starke Gegenströmungen, die die ernst gemeinten Mahnungen bagatellisieren und damit die ursprünglich unserem Wesen eigene Widerstandskraft systematisch zu untergraben versuchen, sei es gewollt oder ungewollt. Gibt es doch viele Kreise, die mit politischen Systemen liebäugeln, welche uns gar nicht sympathisch sind.

Aus diesem Grunde scheint es mir an der Zeit zu sein, dass der Bundesrat in dieser Frage die Zügel selbst in die Hand nimmt und die aus den jüngsten Ereignissen zu ziehenden Schlüsse auswertet. Ist es nicht notwendig, an unseren Mittel- und Gewerbeschulen den staatsbürgerlichen Unterricht zu fördern und ihm mehr Beachtung zu schenken? Wenn wir uns je länger je mehr mit internationalen Fragen beschäftigen müssen, ist es notwendig, unser Volk über alle diese Punkte genügend aufzuklären. Ich denke da beispielsweise an Fragen der Uno, aber auch an europäische Probleme wie EWG und EFTA, die einer notwendigen Klarstellung harren. Nur ein aufgeklärtes Volk wird alle politischen und wirtschaftlichen Probleme lösen können. Unser demokratischer Staat verdient es, dass wir uns voll einsetzen, damit er auch von allen anderen Staaten geachtet und geschätzt wird. Es darf uns kein Opfer zu gross sein, um uns auch in der Zukunft zu behaupten. Dabei wäre es oft gut, neben dem Verdienen auch an das Dienen zu denken, denn für die Erhaltung der Freiheit ist kein Opfer zu gross.

Renschler: Sie haben es demnächst geschafft, ich bin der Dritttletzte. Ich kann aber leider auf mein Votum nicht verzichten, weil ich Ihnen doch noch einen Vorschlag unterbreiten möchte, der bis anhin nicht gemacht wurde. Hauptzweck dieser aussenpolitischen Debatte muss sein, die Konsequenzen für unsere Aussenpolitik nach dem Gewaltakt der Sowjetunion und ihrer treuen Satelliten in der Tschechoslowakei zu diskutieren.

Die reine Verurteilung der militärischen Intervention ist eine davon unabhängige Sache. Sie wurde hier im Rat, in öffentlichen Stellungnahmen sowie an Kundgebungen deutlich manifestiert. Weit schwieriger ist es nun, die notwendigen Konsequenzen zu ziehen, vor allem deshalb, weil man dazu die volle Wahrheit über die Hintergründe und Motive der Intervention kennen

müsste. Wir kennen sie leider nicht alle. Und so weit wir sie zu kennen glauben, wissen wir nicht, welches Gewicht dem einzelnen Beweggrund beizumessen ist. Wir bleiben mindestens teilweise auf Hypothesen angewiesen. Daher kann es sich im Moment auch nur um eine Diskussion über unsere Schlussfolgerungen handeln.

Welches sind nun die Motive, welche hinter der Intervention stehen können? Man kann nach meiner Meinung zwei Gruppen unterscheiden: Motive der weitpolitischen Aggression und Motive der blockinternen Schwäche. In die erste Gruppe ist die folgende Hypothese einzureihen: Die Sowjetunion hat die Tschechoslowakei militärisch besetzt, um sich die optimale Aufmarschbasis für eine Aggression Westeuropas zu sichern. Der einzige sichtbare Hinweis dafür ist die unverhältnismässig grosse Zahl von Truppen, die in der Tschechoslowakei und in ihrer unmittelbaren Nähe zusammengezogen wurden. Eine andere Hypothese ist, dass die Grenze gegen den europäischen Nato-Raum gesichert wird, damit die Sowjets freie Hand in ihrer militärischen Aktivität im Mittelmeer haben. Dafür sprächen die seit dem Israel-Krieg stark erhöhten Flottenbestände im Mittelmeer, die nicht zuletzt für die Beunruhigung in Jugoslawien nach der Intervention in der Tschechoslowakei verantwortlich sein dürften. Die militärische Absicherung gegen den Westen liegt auch der These zugrunde, welche zum Inhalt hat, dass gewisse sowjetische Militärführer eine militärische Auseinandersetzung mit China erwarten. Alle friedliebenden Menschen können nur hoffen, dass diese aggressiven Motive nicht zutreffen. Die Konsequenz dieser Motive hiesse in jedem Fall Krieg.

Bei der zweiten Gruppe der Beweggründe, bei den blockinternen Motiven der Schwäche, steht die geistige Zersetzung des kommunistischen Ostblocks unter sowjetischem Primat im Vordergrund. Die gewaltsame Intervention in der Tschechoslowakei wäre demnach ein Zeichen der substantiellen Schwäche, weil offenbar ohne Gewalt analoge Liberalisierungstendenzen und Entwicklungen in allen andern kommunistischen Staaten Osteuropas inklusiv die Sowjetunion neue Impulse erhalten hätten. Ich erinnere nur an den Moskauer Schriftstellerprozess und an die Warschauer Studentenunruhen. Diese These ist es wohl, die These der Schwäche, für die die meisten Hinweise angeführt werden können. Diese sind z. B.: 1. Die Sowjets intervenierten nicht mehr allein wie 1956 in Ungarn; de facto taten sie es wohl, aber nach aussen verteilten sie die Verantwortung auch auf Ungarn, die DDR, Polen und Bulgarien. Sie mussten sich gegenüber ihrem eigenen Volk ein Alibi schaffen. 2. Die Sowjets beeilten sich, auf diplomatischen und andern Kanälen die Version einer familieninternen Strafaktion zu verbreiten. 3. Die tschechoslowakischen Führer sind nicht nur am Leben geblieben, sondern mit wenigen Ausnahmen auch im Amt. Zweifellos ein Verdienst der mutigen Haltung des tschechoslowakischen Volkes. Das ungarische Volk war aber 1956 ebenfalls mutig. Dennoch verschwanden Nagy und Maleter für immer. Ich erwähne diese drei Beispiele nicht, um die Aggression zu verharmlosen, ich tue es, weil sie zeigen, dass die letzten 12 Jahre seit Ungarn auch nicht spurlos an der Sowjetunion und den andern kommunistischen Staaten vorbeigegangen sind. Die Koexistenzphase hat zu einer Schwächung des Regimes geführt, die zur Ueberwindung der nackten Gewalt bedurfte. Von den Machthabern aus betrachtet, erhält die Gewaltanwendung den Nennwert einer blockinternen Notwendigkeit. Vom Westen aus betrachtet, ist sie, so makaber es scheint, ein Erfolg

der aktiven Ostpolitik des Westens. Weltpolitisch war die Gewalt möglich, weil weder die USA noch sonst jemand sie verhindern konnte, ohne die Auslösung eines Krieges zu riskieren. Der Gewalt steht die Machtlosigkeit gegenüber, die wir alle in den letzten Wochen tief empfanden. Wir können die Situation mit den schärfsten Worten nicht ändern, heute nicht und morgen nicht. Es hat aber keinen Sinn, vor der Machtlosigkeit zu resignieren. Wir müssen mit ihr leben, wir müssen lernen, sie für unsere Sache, für die Sache der Freiheit und der Menschlichkeit einzusetzen. Die Machtlosigkeit kann auch Stärke bedeuten. In diesem Zusammenhang denke ich an unsere staatspolitische Maxime der Neutralität. Sie kann für uns mehr sein als nur eine zweifelhafte Rückversicherung. Sie lässt sich als aussenpolitisches Instrument viel wirkungsvoller verwenden, als wir es bis anhin taten. Dies ist kein Vorwurf an den Herrn Departementsvorsteher; er möchte sicherlich manchmal mehr tun, als er kann. Dies sage ich als Mitglied der aussenpolitischen Kommission. Gerade jetzt, nach den Ereignissen in der Tschechoslowakei, ist es notwendig, eine aktive Neutralitätspolitik in die Wege zu leiten. Dabei steht neben dem Beitritt zur Uno die Zusammenarbeit auf allen Gebieten mit Oesterreich und Schweden in Vordergrund. Alle drei Staaten — und dies ist mein Vorschlag — sollten zusammen versuchen, aus ihrer neutralen Position heraus eine gesamteuropäische Entspannungspolitik zu formulieren, die auf die Schaffung einer neutralen Völkerfamilie in Mitteleuropa hinausläuft. Dabei sollte der Rapackiplan als Grundlage dienen.

Sie mögen meinen Vorschlag im gegenwärtigen Zeitpunkt als utopisch und paradox bezeichnen. Er ist nicht paradoxer als die Aufrechterhaltung gewinnbringender Wirtschaftsbeziehungen mit dem Osten, die ja hier im Rat mehrheitlich befürwortet wurden. Der Unterschied besteht darin, dass mein Vorschlag eine fernere Zukunft anvisiert als das Morgen, und dass er eine Konzeption anstelle des wirtschaftlichen Pragmatismus verlangt. Die aktive Neutralitätspolitik ist unsere Waffe; sie ist die Waffe der Machtlosigkeit gegen die Gewalt. Dies gilt nicht nur im Zusammenhang mit Osteuropa, es gilt ebenso in bezug auf Vietnam und Nigeria, um nur zwei Beispiele zu nennen, wo neben kommunistischen auch nichtkommunistische Länder Gewalt ausüben oder sie mit Waffenlieferungen unterstützen. Wir haben keine andere Wahl, also gebrauchen wir die uns übrigbleibende Waffe, um in Europa und in der Welt den Frieden und Völkerverständigung zu erreichen.

M. Ziegler: Je voudrais me permettre trois remarques et formuler une proposition concrète.

J'ai écouté avec attention M. le président de la Confédération. Comme lui je condamne de la façon la plus absolue cet acte de gangstérisme politique qu'est l'attaque soviétique contre la Tchécoslovaquie. Pourtant, l'intervention de M. le président de la Confédération ne me satisfait pas sur un point important. Il ne sert à rien de condamner un crime si l'on ne s'attache pas à connaître les circonstances politiques plus vastes qui rendent ce crime possible. C'est sur ce plan précis de la causalité que je voudrais me permettre de formuler quelques remarques: L'occupation de la Tchécoslovaquie a été possible parce que l'Europe est aujourd'hui partagée en sphères d'influence. Le gouvernement de Moscou a pu écraser librement le peuple tchécoslovaque parce que le gouvernement de Washington l'a laissé faire. Inversement, le gouvernement de Washington

continue à soutenir — par des livraisons d'armes et des crédits massifs — les dictatures totalitaires d'Espagne, du Portugal et de la Grèce. Ni en Espagne, ni au Portugal ni en Grèce l'Union soviétique ne fait quoi que ce soit pour aider le peuple à reconquérir sa liberté aliénée. En d'autres termes: Il existe aujourd'hui en Europe une équivalence presque parfaite des deux impérialismes, soviétique et américain. Plus encore: Les deux impérialismes semblent être liés entre eux par une sorte de complicité objective et tacite.

Durant les années 1946/47, l'opinion publique en Suisse a été profondément divisée quant au destin futur de l'Europe. J'ai relu hier après-midi à la bibliothèque nationale de nombreux journaux suisses de cette époque-là. Cette lecture m'a prouvé qu'il y a une vingtaine d'années, le peuple suisse penchait, dans sa majorité, pour la construction d'une Europe indépendante des blocs, neutre et véritablement autonome. La neutralisation intransigeante de l'Europe est une idée qu'il faut reprendre aujourd'hui. Car ni l'Europe atlantique de nos voisins d'Allemagne de l'Ouest ni à plus forte raison l'Europe du pacte de Varsovie ne permettent d'exclure la répétition de crimes tels que l'écrasement du peuple tchécoslovaque par les blindés russes.

Dernière remarque: Au risque d'étonner un certain nombre de mes amis politiques j'exprimerai ici tout haut l'admiration que m'inspire à certains égards la politique étrangère du général de Gaulle. Je dis bien: Sa politique étrangère et non pas sa politique universitaire, sociale ou économique. Il faut que le Conseil fédéral sorte de l'équivoque. Nous ne pouvons plus nous contenter d'analyses partielles et d'explications casuistiques. J'imagine bien toutes les difficultés qui peuvent se présenter à un gouvernement de coalition tel le nôtre. Mais la présence d'opinions contradictoires à l'intérieur du gouvernement collégial n'excuse pas l'absence d'une doctrine gouvernementale globale et cohérente. Entre les différentes tendances qui se manifestent aujourd'hui par rapport à la construction de l'Europe, je préfère de loin celle qui vise à l'édification d'une Europe de la troisième force. En tant que citoyen et député, j'espère profondément qu'un jour prochain notre pays mettra son immense prestige au service de cette idée. Pourtant, le but de mon intervention d'aujourd'hui est plus modeste. Elle ne vise qu'à demander instamment au Conseil fédéral d'abandonner sa position casuistique et de nous communiquer enfin, avec clarté et force, sa propre conception de la construction de l'Europe.

Et voici enfin ma proposition: Il est évident que ces quelques remarques ne s'adressent pas à M. le président de la Confédération, en personne. Il me paraît également évident que M. le président de la Confédération ne peut pas répondre sur le champ à la question posée. Des études approfondies sont nécessaires. J'invite donc le Conseil fédéral à entreprendre ce travail de recherche et de réflexion et à nous en faire connaître dans quelques mois les résultats. Une association suisse de politique étrangère vient d'être créée; plusieurs de nos collègues en sont déjà membres. Un institut suisse de la paix est en voie de formation à Zurich. Ces deux organismes pourraient être chargés par le Conseil fédéral des études préliminaires. Ensuite une déclaration gouvernementale pourra nous être soumise; elle se prononcera sans hésitations, sans jeu de mots et sans ambiguïté sur la conception suisse de la construction de l'Europe.

J'invite M. le président de la Confédération à se prononcer sur ma proposition.

Schaller: Ich teile die Gefühle der Empörung, den Willen zum Protestieren, den Willen zum Helfen aller meiner Vorredner; teilweise teile ich auch das Gefühl der Ohnmacht, das uns alle irgendwie bewegt. Diese Ohnmacht trat auch gestern in der Debatte über die tschechoslowakischen Ereignisse im Europarat in Strassburg zutage.

Ich möchte einige wenige Akzente, zum Teil aus persönlichem Erleben heraus, zum tschechischen Drama setzen. Dieses tschechische Drama in seiner Brutalität ist zum Teil aus einem Missverständnis bei den übrigen Warschauer-Pakt-Staaten entstanden. Die Tschechoslowakei wollte keineswegs aus dem kommunistischen Staatenverband austreten. Sie wollte nicht nach dem Westen abspringen. Das wurde in Moskau vermutet. Vielleicht vermutete man es gerne. Ich möchte nach einem langen Gespräch mit dem Präsidenten der Nationalversammlung Smrkovsky, das ich am 13. Mai auf seinen Wunsch mit ihm hatte, doch einiges wenigens skizzenhaft sagen, was die Parteiführung und die Regierung der Tschechoslowakei ungefähr seit Neujahr 1968 anstrebten. Sie planten eine innerstaatliche Reform. Mehr Selbstbestimmungsrecht in dem Sinne, dass sie eine föderalistische Republik mit der Slowakei als selbständigem Kanton, wenn ich so sagen darf, bilden wollten. Sie planten einen eigenen Aufbau ihrer Wirtschaft unter Einbeziehung eines autonomen Aussenhandels, also über das Comecon heraus. Sie wollten insbesondere auf Drängen der jungen Generation dem einzelnen Bürger der Tschechoslowakei, dem Individuum, mehr bürgerliche Freiheit verschaffen. Herr Smrkovsky hat aber in aller Deutlichkeit erklärt: «All dies planen wir im Rahmen des Sozialismus», und dieser Begriff Sozialismus bedeutet Kommunismus. Dessen müssen wir uns ganz klar sein.

Für Sowjetrussland, das Comecon und den Warschauer Pakt aber waren schon diese Vorhaben eine Todsünde. Die Reaktion vor allem Moskaus war deshalb besonders heftig, weil die tschechische Sozialistische Republik bis zum Neujahr 1968 als braver Satellit galt. Es war ein braver Satellitenstaat, wenn man etwa den Vergleich zu Polen zieht.

Schliesslich kam es zum Einmarsch. Da ist besonders tragisch, dass an diesem Einmarsch die Truppen der DDR mitgemacht haben. Sie können sich die Gefühle der Tschechen vorstellen. Schon 1939 waren es Deutsche, die den Ueberfall auf die Tschechoslowakei durchgeführt haben. Jetzt waren es wieder Deutsche — es wird kein Unterschied gemacht in den Empfindungen der Tschechen —, die mithalfen, die Tschechoslowakei zu besetzen und zu unterdrücken. Der Widerstand des tschechischen Volkes war grossartig. Aber darüber hinaus dürfen wir nicht übersehen, dass die Armee versagt hat. Die Armee hat nicht gekämpft. Warum wissen wir nicht genau. Hatte die Regierung keine Verfügungsgewalt oder war die tschechische Armee wirklich nur ein Instrument des Warschauer Paktes? Wir wissen es nicht. Aber ich glaube, es gilt, eine Lehre zu ziehen aus diesem Tatbestand für die Schweiz: Unser Widerstand gegen eine Invasion müsste unter allen Umständen erfolgen. Wir haben dafür zu sorgen, dass nicht das Fehlen des Oberbefehlshabers oder irgendeine Schwierigkeit in der Regierung dazu führen würde, dass unsere Armee nicht zur Verteidigung antritt.

Was können wir künftig tun? Wir müssen weiter helfen. Ich habe mir einige Notizen gemacht, wie das im einzelnen geschehen könnte. Aus Zeitgründen ver-

zichte ich aber darauf, näher darauf einzugehen. Ich möchte nur sagen: Die beste Hilfe, die wir der Tschechoslowakei und andern Staaten, die unter dem kommunistischen Joch leiden, bieten können, ist eine konstante, scharfe geistige und politische Auseinandersetzung mit der Staatsidee und der konkreten Staatsform des Kommunismus, der die Gewalt vor Recht setzt, der das Selbstbestimmungsrecht der Völker mit Waffengewalt unterdrückt und die Freiheitsrechte des Bürgers mit Füssen tritt. Auf die Dauer kann — und nach meiner Meinung muss — die freie Welt sich gegen Knechtung ganzer Völker durch den kommunistischen Terror durchsetzen, und wir können geistig und politisch und mit Ermunterung und Hilfe mitmachen.

M. Freymond: Nous arrivons à la fin de ce long débat. L'essentiel pour nous est de constater que la réaction du peuple a été immédiate, unanime et sans équivoque. Le reste est de l'éloquence, c'est-à-dire peu de chose.

La situation politique de l'Europe et du monde s'est aggravée. Toutes les prémisses sur lesquelles se fondait la détente sont remises en cause. Non seulement par l'intervention des forces du Pacte de Varsovie en Bohême, mais par la pénétration de la flotte soviétique en Méditerranée. On tire chaque jour par dessus le Nil. La guerre civile sévit en Afrique. Des maquis se créent en Amérique latine. Les pourparlers de Paris sur le Vietnam ne débouchent actuellement sur rien.

Le Maréchal Tito, qui recevait ce matin l'Empereur Haïlé Sélassié, déclarait à Brioni: «Le développement de la situation actuelle menace l'humanité d'un nouveau conflit mondial.»

Rien ne permet de mettre en doute l'opinion du chef de l'Etat yougoslave sur ce point. Il s'agit d'autre chose que d'un «accident de parcours», selon l'expression récente d'un homme d'Etat.

Le certificat de santé politique du peuple suisse, face à l'événement que nous avons connu, ne peut ni ne doit déboucher sur l'auto-satisfaction. Car n'oublions pas que notre plus grand problème national consiste à convaincre la jeunesse qu'elle doit plus et mieux participer à la vie politique du pays.

Sans le consentement, l'enthousiasme et l'imagination de la jeunesse, notre patriotisme serait comme dévitalisé. C'est pourquoi des tâches difficiles nous attendent. Nous portons une responsabilité lourde, mais c'est un privilège que de la porter, si l'on est décidé à agir. Mais ceux qui espèrent conquérir cette jeunesse, au nom de la liberté qu'ils proclament depuis peu et qu'ils nous refuseraient dans le régime qu'ils veulent instaurer, se trompent.

Benjamin Constant dans «L'esprit de conquête» l'a mieux dit que personne: «Il est assez remarquable — écrivait-il —, que l'uniformité n'ait jamais rencontré plus de faveur que dans une révolution faite au nom des droits et de la liberté des hommes. L'esprit systématique s'est d'abord extasié sur la symétrie. L'amour du pouvoir a bientôt découvert quel avantage immense cette symétrie lui procurait. Tandis que le patriotisme n'existe que par un vif attachement aux intérêts, aux mœurs, aux coutumes de localité, nos soi-disant patriotes ont déclaré la guerre à toutes ces choses. Ils ont tari cette source naturelle du patriotisme et l'ont voulu remplacer par une passion factice envers un être abstrait, une idée générale, dépouillée de tout ce qui frappe l'imagination et de tout ce qui parle à la mémoire.»

Ce passage, Messieurs, a été écrit en 1813. Les sophismes sont peut-être éternels, mais ils n'ont jamais été — je crois — réfutés de façon plus convaincante.

Bundespräsident **Spühler**: Lassen Sie mich vor allem meiner Genugtuung darüber Ausdruck geben, dass die heutige aussenpolitische Aussprache zu einer Kundgebung der Einmütigkeit des Nationalrates geworden ist, einer Einmütigkeit in der Verurteilung des Ueberfalles der Tschechoslowakei durch die Sowjetunion und ihre Alliierten.

Die politische Bedeutung dieser Einmütigkeit liegt nicht nur in der Verurteilung des militärischen Uebergriffes einer Grossmacht auf die Selbständigkeit eines kleineren Staates, sondern auch in der Willenskundgebung zur unverminderten eigenen Abwehrbereitschaft gegenüber jedem äusseren Versuch einer Verletzung einer Unabhängigkeit unseres eigenen Landes, einer Kundgebung zur Stärkung und Festigung des geistigen, wirtschaftlichen und militärischen Selbstbehauptungswillens. Die gründliche Aussprache hat, so will mir scheinen, auch eine Antwort auf die Frage erteilt, ob die Vorgänge in der Tschechoslowakei eine grundsätzliche Aenderung unserer bisherigen Aussenpolitik nahelegen. Mit Ihrem Rat antwortet der Bundesrat darauf mit einem Nein, wenn eine grundsätzliche Aenderung darunter verstanden wird. Ich gehe aber einig mit all jenen, die einer ständigen aktiven aussenpolitischen Präsenz der Schweiz, im Sinne einer Aktivierung der Aussenpolitik, das Wort geredet haben. Die jüngsten Ereignisse geben sicher allen Anlass, den eingetretenen Veränderungen dabei Rechnung zu tragen. Der Bundesrat wird auch mit Sorgfalt die gefallenen Anregungen prüfen. Ich verzichte deshalb absichtlich, jetzt darauf einzutreten.

Wir wollen uns nicht einfach von einer momentanen Welle der Empörung über die Vergewaltigung des Schwachen durch den Starken tragen lassen; wir wollen vielmehr dem Grundgedanken unserer Eidgenossenschaft, jenem des Rechts, das der Gewaltanwendung vorangeht, unentwegt in unseren zwischenstaatlichen Beziehungen und in unserem Wirken in den internationalen Organisationen dienen.

Zwar kann die Ausübung der Freiheit behindert werden. Doch die Freiheit selbst, die jeden Menschen, solange er lebt, auszeichnet, ist unzerstörbar. Die Alternative, der auch die Supermächte nicht ausweichen können, heisst: Freiheit oder vollkommener Untergang. Aus der Tatsache, dass keine andere Alternative existiert, und in der berechtigten Annahme, dass der Selbsterhaltungstrieb und die Vernunft schliesslich stärker sein werden als der Drang der Selbstzerstörung, schöpfen wir die Hoffnung, dass die Freiheit, die am 21. August in der Tschechoslowakei vorderhand gescheitert ist, weltweit letztlich doch zum Durchbruch gelangen wird. (Beifall)

Präsident: Herr Lang beantragt, die Interpellation Aebischer, die Beantwortung durch den Bundespräsidenten sowie Diskussion in das Stenographische Bulletin aufzunehmen.

Abstimmung — Vote

Für den Antrag Lang

Grosse Mehrheit

Vormittagssitzung vom 25. September 1968
Séance du 25 septembre 1968, matin

Vorsitz — Présidence: Herr *Conzett*

9716. Bodenrecht. Verfassungsartikel Droit foncier. Article constitutionnel

Siehe Seite 2 hiervor — Voir page 2 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 12. Juni 1968
Décision du Conseil des Etats du 12 juin 1968

Differenzen — Divergences

Art. 22quater

Antrag der Kommission

Abs. 1bis

Die Anwendung dieser Vorschriften und die Festlegung der Zonen obliegen unter Aufsicht des Bundes den Kantonen.

Abs. 3

Der Bund berücksichtigt in Erfüllung seiner Aufgaben die Erfordernisse der Landesplanung.

Abs. 1 und 2

Mehrheit

Abs. 1

Der Bund ist befugt, auf dem Wege der Gesetzgebung allgemeine Vorschriften über eine Zonenordnung zu erlassen, welche der im Landesinteresse gebotenen Verwendung des Bodens dient.

Abs. 2

Er fördert und koordiniert die Bestrebungen der Kantone und arbeitet mit ihnen zusammen. Er erlässt Richtlinien für die Erschliessung und Besiedelung des Landes und unterstützt die Kantone bei deren Verwirklichung

Minderheit

(Hürlimann, Grütter, Leuenberger, Muheim Sandoz, Schmid Werner, Schuler, Tschäppät Wüthrich)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Anträge Jaccottet

Abs. 1

Festhalten am Beschluss des Nationalrates vom 6. März 1968.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Art. 22quater

Proposition de la commission

Al. 3

La Confédération tient compte, dans l'accomplissement de ses tâches, des besoins de l'aménagement national du territoire.